



Rapport annuel
2020-2021

Engagés dans la transformation positive



Photo de droite : Certifiée B Corp, soutenue par Renewal Funds et Fondation, PRANA est un chef de file dans le domaine des collations biologiques au Canada.

Le fonds de la transformation positive

Précurseur depuis 25 ans, Fondation, c'est le fonds d'investissement de celles et ceux qui se mobilisent pour la transformation positive de la société québécoise. Pour rendre notre économie plus performante, plus équitable, plus inclusive et plus verte.



[Découvrez la vision de Fondation en vidéo ▶](#)



2,96 G\$

d'actif net au 31 mai 2021

22,7%

rendement annuel à l'actionnaire au 31 mai 2021

182 234

actionnaires au 31 mai 2021



Rapport annuel 2020–2021

- 04** Gouvernance et vision
- 11** Celles et ceux qui se mobilisent
- 22** Des impacts mesurables
- 29** Rapports financiers



Gouvernance et vision

- 05** « Gagner en cohérence et en adhésions pour maximiser notre impact »
- 06** Les membres du conseil d'administration
- 07** « La transformation positive, un véritable mouvement de société »
- 08** Le comité de direction
- 09** 25 ans de finance durable
- 10** La vision 2025 de Fondation



Gagner en cohérence et en adhésions pour maximiser notre impact



Au sortir de cette année de crise économique et sanitaire sans précédent, je suis particulièrement fier du travail accompli par le CA et l'équipe de direction qui ont su garder le cap tout en faisant preuve d'une grande agilité. Une fierté aussi nourrie par des résultats qui agissent comme un baume pour celles et ceux parmi nos actionnaires qui ont dû composer avec différentes difficultés sur le plan financier ou humain.

Notre intention est de générer des impacts sans compromis sur le rendement. Nous nous réjouissons que cela se concrétise cette année par une performance financière exceptionnelle, avec un rendement à l'actionnaire qui atteint 22,7% sur 12 mois, une augmentation de notre base épargnante et le renforcement de nos capacités à générer un impact social et environnemental.

Donner du sens à l'épargne en étant fidèle à nos valeurs

Fondation mobilise des dizaines de milliers d'épargnants et des centaines d'entreprises souhaitant faire progresser le Québec. Cette perspective d'un développement plus soutenable, ce sont 10 902 nouvelles personnes qui l'ont adoptée dans la dernière année. Au 31 mai 2021, Fondation comptait 182 234 actionnaires, soit une augmentation de 3,3% par rapport à l'exercice précédent. Bienvenue à tous ceux et celles qui se joignent ainsi à notre actionnariat.

Afin d'accompagner les entreprises québécoises dans leurs projets de croissance durable, Fondation a déployé cette année plus de 257 millions de dollars de nouveaux investissements en capital de développement, portant ces investissements qui sont au cœur de la mission de Fondation, incluant les engagements, à 1,94 milliard de dollars au 31 mai 2021.

Sur les marchés financiers, Fondation exige de ses conseillers en valeurs externes qu'ils intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs processus de placement. De plus, l'exclusion des titres d'entreprises détenant des réserves d'énergie fossile, les efforts pour réduire l'empreinte carbone et l'ajout d'obligations vertes sont des exemples de l'application des principes du développement durable à ce portefeuille.

Un conseil d'administration engagé et efficace

Un conseil d'administration, c'est par essence une structure vivante appelée à se transformer.

Ce fut particulièrement le cas en 2021 avec l'arrivée d'Yvan Duceppe, qui succédait à Pierre Patry au mois de février dernier, puis celles de Kathy Baig et de Martine Robert à la fin du mois de juin à la suite des départs de Jean-Pierre Revéret et de Louise St-Jacques. Bienvenue aux nouveaux membres et merci aux trois membres sortants d'avoir apporté une telle contribution à la vie démocratique de Fondation et à son essor; Pierre comme secrétaire-trésorier, Jean-Pierre comme expert des questions environnementales et Louise comme entrepreneure sociale. Vous avez chacun à votre manière personifié un pilier essentiel du développement durable.

Le conseil d'administration a également révisé les mandats des différents comités qu'il supervise. Cela lui a permis d'optimiser la contribution de chacun et d'éviter les angles morts par la création de deux comités, un comité de gestion intégrée des risques et un comité d'investissement réunissant des experts dans des domaines ciblés par Fondation. Le premier vise à maintenir à un niveau approprié les risques réputationnels, les risques d'affaires ainsi que les risques opérationnels. Le second, en zone paritaire, autorise ou recommande au conseil d'administration les projets d'investissement en fonction de critères financiers, de durabilité et d'impact établis par le CA afin de transformer positivement notre économie.

Se donner un nouvel élan

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a appelé les pays à tout mettre en œuvre pour « promouvoir une reprise verte » après la pandémie. Fondation est engagé dans cette voie depuis 25 ans.

Fondation affute plus que jamais son expertise et un nombre croissant de Québécoises et de Québécois participent ainsi à une économie plus durable tout en accédant à un véhicule d'épargne accessible et performant. Je crois sincèrement que nous réunissons ici les conditions essentielles à un nouvel élan collectif.

— Jacques Létourneau
Président du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration



- 1. Jacques Létourneau¹** (B, G)
Président du conseil
Président du comité de coordination
Ex-président de la Confédération des syndicats nationaux
- 2. Geneviève Morin**
Présidente-directrice générale de Fondation
- 3. Clément Guimond** (*, D)
Vice-président du conseil
Retraité de la Caisse d'économie solidaire Desjardins
Administrateur de sociétés
- 4. Kathy Baig³**, ING., MBA, ASC (*, A)
Présidente de l'Ordre des ingénieurs du Québec
Administratrice de sociétés
- 5. Diane Beaudry**, CPA, CA, IAS-A (*, D, E, G)
Présidente du comité de finances et d'audit
Présidente du comité d'évaluation
Présidente de Conseil Projection inc.
Administratrice de sociétés

- 6. Claude Demers, CPA, CGA** (*, C, D)
Président du comité de gestion intégrée des risques
Retraité du Mouvement Desjardins
Administrateur de sociétés
- 7. Yvan Duceppe²** (C)
Trésorier de la Confédération des syndicats nationaux
- 8. Nicole Fontaine** (*, A, G)
Présidente du comité de gouvernance et d'éthique
Retraîtée de l'Office de la protection du consommateur
Administratrice de sociétés
- 9. Pierre B. Lafrenière** (*, B, G, H)
Président du comité de ressources humaines
Président du comité d'investissement
Vice-président exécutif d'Oaklins Canada Est inc.
Administrateur de sociétés
- 10. Thierry C. Pauchant** (*, A)
Professeur honoraire à HEC Montréal

- 11. Marc Picard** (*, C)
Directeur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins
- 12. Pierrette Poirier** (*, I)
Présidente du comité des achats de gré à gré
Retraîtée du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Suroît
- 13. Martine Robert³**, CRHA (*, B)
Présidente de Oz Concept inc.
- 14. Michel Tétreault** (F)
Journalier, Emballage Graphic International Canada
Ex-trésorier de la Fédération de l'industrie manufacturière CSN
- 15. Michel Tremblay** (*, F)
Président du comité de placement (autres investissements)
Retraité du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie

1 Jacques Létourneau a terminé son mandat à la présidence de la Confédération des syndicats nationaux le 16 juin 2021.

2 Yvan Duceppe est membre du conseil d'administration depuis le 2 février 2021, en remplacement de Pierre Patry qui a pris sa retraite comme trésorier de la CSN.

3 Kathy Baig et Martine Robert sont membres du conseil d'administration depuis le 22 juin 2021. Elles ont succédé à Jean-Pierre Revéret et Louise St-Jacques.

Légende

- * Administrateur indépendant au sens de la Loi et des politiques de Fondation
- A. Membre du comité de gouvernance et d'éthique
- B. Membre du comité de ressources humaines
- C. Membre du comité de gestion intégrée des risques
- D. Membre du comité de finances et d'audit
- E. Membre du comité d'évaluation

- F. Membre du comité de placement (autres investissements)
- G. Membre du comité de coordination
- H. Membre du comité d'investissement
- I. Membre du comité exécutif
- J. Membre du comité des achats de gré à gré

La transformation positive, un véritable mouvement de société



Financer, c'est choisir. À Fondation, nous faisons le choix d'utiliser le levier de la finance pour contribuer à la transformation positive de la société. Et cette transformation positive passe par une économie plus équitable, plus inclusive, plus verte et plus performante, au bénéfice des Québécoises et des Québécois.

Ce sentiment d'urgence, nous sommes plusieurs à le partager. Ce qui mobilise nos actionnaires, les employeurs qui offrent l'épargne systématique à leurs employés et les entreprises dans lesquelles nous investissons, c'est la conviction que l'économie devra nécessairement changer pour pouvoir répondre à un nombre croissant de personnes, tout en respectant les limites de la planète.

C'est en alignant notre expertise en finance sur cette conviction que nous agissons depuis 25 ans. Et cette année, nous avons pu dégager la meilleure performance financière de notre histoire. L'actif net a augmenté de 30,7% au cours de l'exercice, s'élevant à 2,96 G\$ par rapport à 2,26 G\$ au 31 mai 2020. Le Fonds a procuré un rendement à l'actionnaire de 22,7% au cours de l'exercice financier ayant commencé le 1^{er} juin 2020, comparativement à 3,6% pour son exercice précédent. Le rendement composé est de 9,3% pour 3 ans, 8,2% pour 5 ans et 4,9% pour 10 ans lorsqu'on tient compte de la variation de la valeur de l'action au début de chacune des périodes indiquées et la valeur de 15,45\$ atteinte au 31 mai 2021. Tous ces chiffres, rappelons-le, ne tiennent pas compte des crédits d'impôt consentis aux contribuables lors de l'acquisition d'actions de Fondation.

Rassembler, innover et transformer

Ces résultats démontrent clairement que prendre en considération les impacts sociaux et environnementaux de l'activité économique est la bonne chose à faire pour mieux gérer les risques et générer du rendement, y compris dans un contexte économique aussi imprévisible que celui créé par la pandémie de COVID-19. L'économie doit se transformer, elle va se transformer. Nous créons de la valeur en accompagnant les entreprises qui participent à cette transformation, convaincus que ce sont celles qui seront mieux positionnées pour prospérer.

Le Fonds est le premier investisseur institutionnel à créer une équipe entièrement consacrée à l'investissement d'impact au Québec. Celle-ci a pour mandat de financer et accompagner des PME afin de générer un impact social et environnemental positif et mesurable parallèlement à un rendement financier.

Fondation innove également en créant ou développant des véhicules d'investissement structurants, rassemblant les meilleurs partenaires. Cette année, nous avons lancé le Fonds économie circulaire, en partenariat avec RECYC-QUÉBEC et la Ville de Montréal; la SOFIAC, qui accélère la réalisation de projets d'efficacité énergétique structurants, conçue et mise en œuvre avec Econoler et l'appui du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; et nous avons continué de développer le modèle d'affaires collectif hors du commun du Fonds Coop Accès Proprio, conçu avec la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) pour faciliter l'accès des familles à revenus modestes à la propriété.

Il s'agit aussi d'une année où, malgré les contraintes sanitaires, Fondation a mené à bien sa planification stratégique, mobilisant l'ensemble de ses parties prenantes pour nourrir sa réflexion. Une année qui a mis en lumière la profondeur des liens noués entre l'organisation et tous ceux et celles qui composent sa communauté.

Des actionnaires aux membres du conseil d'administration, des Responsables Fondation (RF) aux salariés, des entrepreneurs aux partenaires financiers, je tiens à exprimer ma gratitude à toutes ces personnes qui donnent vie à notre mission et à ce mouvement. J'invite chaque Québécoise et Québécois à se joindre à nous, car devant les défis collectifs que nous devons relever, nous sommes tous Fondation.

— Geneviève Morin
Présidente-directrice générale

Le comité de direction

Présidé par la présidente-directrice générale et regroupant les vice-présidences, ce comité dirige les activités de manière à assurer la réalisation de la mission de l'organisation, l'atteinte des objectifs prioritaires et le suivi des résultats. Il a notamment pour fonctions de débattre des choix stratégiques et de formuler des recommandations au conseil d'administration, de veiller à une allocation optimale des ressources, de gérer le portefeuille de projets, de favoriser la collaboration entre les équipes et d'assurer la circulation de l'information au sein de l'entreprise.

1 Geneviève Morin

Présidente-directrice générale

2 Félicia Amilcar

Vice-présidente, Gouvernance et gestion des risques

3 Patrick Cabana

Vice-président et chef de la direction financière

4 Daniel Charron

Vice-président, Engagement sociétal et affaires publiques

5 Maha Lebbos

Vice-présidente, Transformation numérique et systèmes d'information

6 Jean Marcotte

Vice-président, Épargne

7 Stéphan Morency

Vice-président et chef de l'investissement

8 Marie-Eve Tremblay

Vice-présidente, Transformation organisationnelle



1



2



3



4



5



6



7



8

25 ans de finance durable

Le 25 janvier 2021, Fondation a franchi le cap de ses 25 ans d'activités. En dépit de la situation sanitaire, nous avons tenu à célébrer cet anniversaire marquant en soulignant l'engagement de toutes nos parties prenantes.



Ensemble, on refait le monde

Ce qu'il faut retenir de la « Journée Impact » : [à télécharger ici](#) ▶

La « **Journée Impact : ensemble, on refait le monde** », organisée en février 2021 sur la plateforme virtuelle Braindate, a réuni une centaine d'entrepreneurs, partenaires et membres de l'équipe. L'exercice a donné lieu à une réflexion approfondie sur notre projet de transformation positive de l'économie et sur les moyens de le réaliser.

Cet hiver, une série de capsules intitulée **25 ans, 25 actions durables** a permis de prendre connaissance de moments charnières de l'histoire de Fondation, sur les réseaux sociaux, notamment sur Instagram. (voir ci-dessous)

Au printemps, **le concours 25 ans, 25 gagnants** aura permis au grand public de remporter des cadeaux provenant d'entreprises dans lesquelles Fondation investit, faisant ainsi mieux connaître ces organisations qui génèrent des impacts positifs grâce à l'engagement de Fondation et de ses actionnaires.

La série « **Les visages de Fondation** » a aidé à mieux faire connaître nos équipes à travers des portraits graphiques de salariés et dirigeants de Fondation.

Dans le cadre de cet anniversaire, **la Bourse Léopold Beaulieu**, lancée en collaboration avec le CIRODD, récompensera un étudiant au doctorat dont le projet de recherche porte sur l'innovation durable. Dotée d'un montant de 25 000 \$, cette bourse sera remise à l'automne 2021.



En vidéo **L'hommage à M. Léopold Beaulieu** ▶



Consultez les capsules 25 ans, 25 actions durables ▶





La vision 2025 de Fondation

L'année 2020-2021 aura été celle d'une grande planification stratégique. Lancée par le comité de direction de Fondation, cette profonde réflexion a permis à l'organisation de prendre un pas de recul pour mieux se projeter dans l'avenir. Au cœur de la démarche, les salariés de Fondation ont répondu présents lorsqu'invités à communiquer leur vision en utilisant différentes plateformes mises à leur disposition.

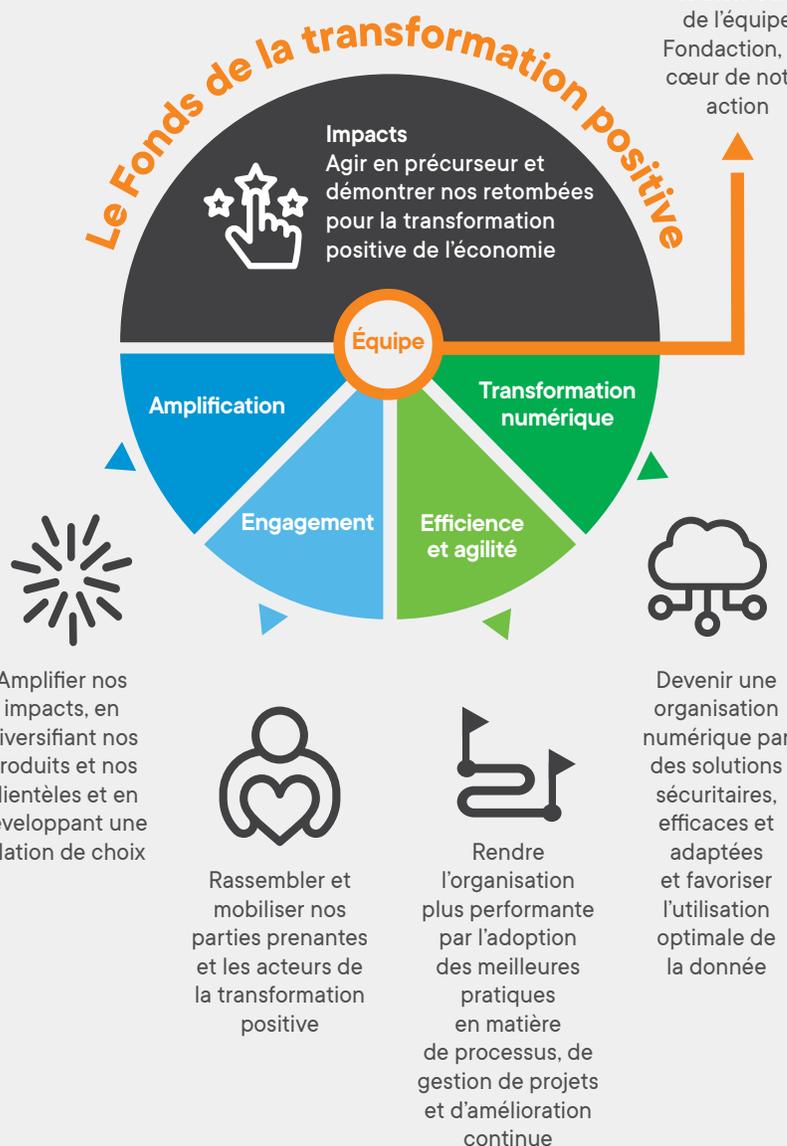
De plus, cinq groupes de travail regroupant au total près de 70 employés ont approfondi chacun une grande thématique : Évolution des produits, services et clientèles à l'épargne ; Évolution des produits, services et clientèles à l'investissement ; Leadership sociétal ; Culture et pratiques de travail ; Efficience opérationnelle.

Le processus de consultation incluait les Responsables Fondation ainsi que des experts et des partenaires. Fondation a également sondé des actionnaires, des employeurs ayant implanté un régime d'épargne-retraite pour leurs employés par retenue sur le salaire (RSS) et des entreprises du portefeuille.

Une telle mobilisation de celles et ceux qui interagissent avec le Fonds a permis de faire ressortir l'ADN de Fondation, ce qui a jeté les bases à la réflexion de l'équipe de direction et fondé ses décisions. Cette quête de sens élargie aura donné lieu à la co-construction du Fonds de demain et à sa vision 2025 telle qu'adoptée par le conseil d'administration.



Renforcer l'engagement, l'expertise et le bien-être de l'équipe Fondation, au cœur de notre action





Karina Santana est directrice générale des opérations et co-fondatrice d'ECOTIERRA.



Celles et ceux qui se mobilisent

- 12** Les actionnaires : épargner, c'est agir
- 15** Les Responsables Fondation : enrichir les milieux de travail
- 16** Les employeurs : se démarquer en facilitant l'épargne pour ses employés
- 18** Les entrepreneurs : grandir en participant à une économie durable
- 21** Les partenaires : mettre en commun nos expertises





Les actionnaires : épargner, c'est agir

Fondation est un fonds de travailleurs qui s'adresse à toute personne résidant sur le territoire québécois, qu'elle soit ou non syndiquée, et en particulier à celles et ceux qui, par leur choix d'épargne, souhaitent soutenir des entreprises d'ici engagées dans le développement durable.

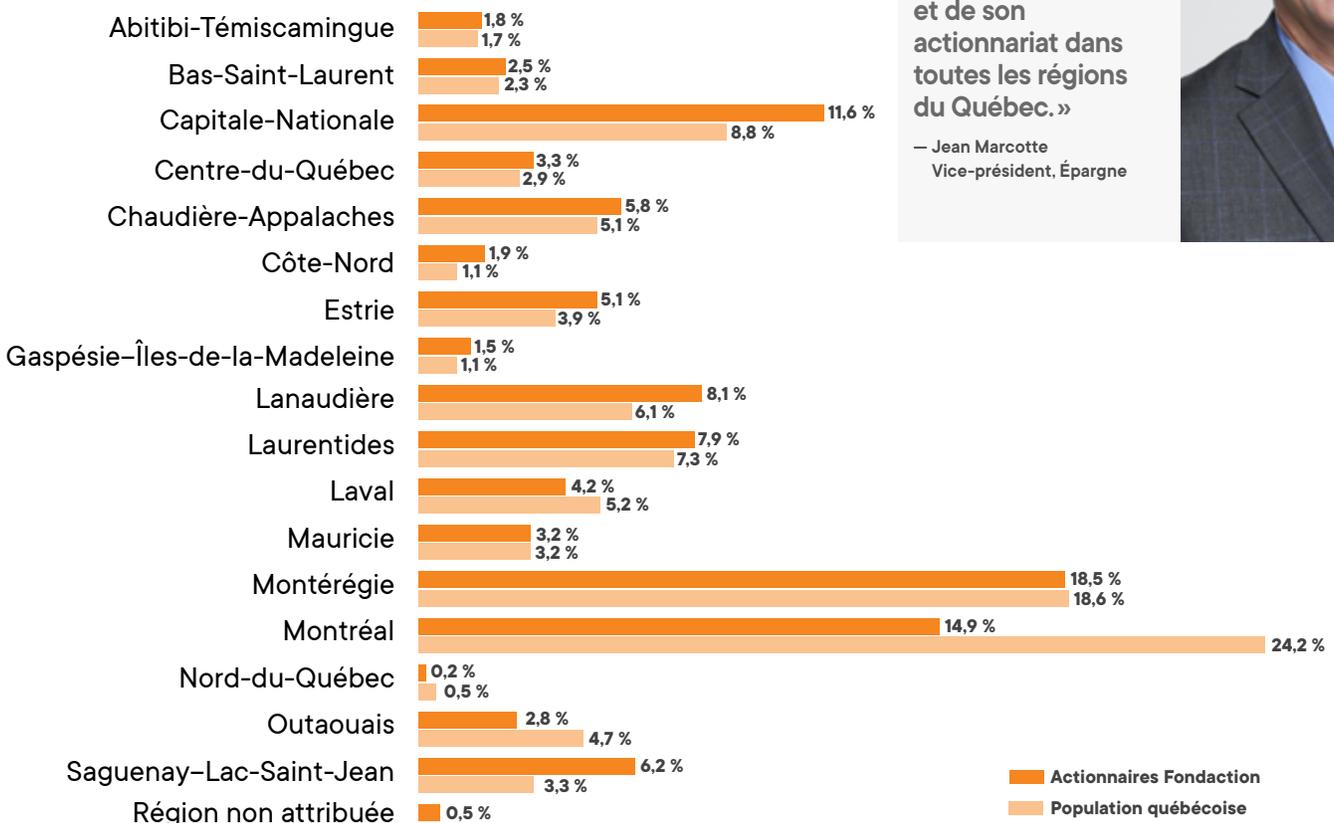
+ de 182 000

actionnaires qui contribuent à la transformation positive au Québec



Des épargnants dans toutes les régions du Québec

Répartition des actionnaires par région administrative au 31 mai 2021



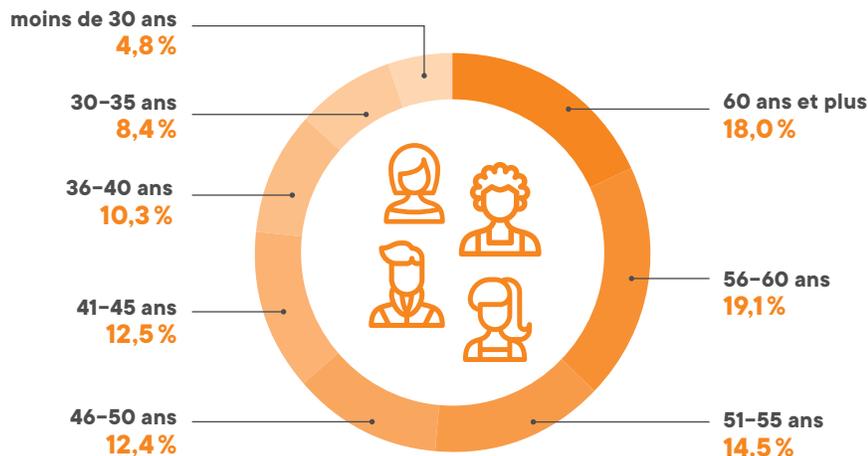
« La finance durable doit être accessible pour tout le monde. Je suis fier de la présence de Fondation et de son actionariat dans toutes les régions du Québec. »

— Jean Marcotte
Vice-président, Épargne





Répartition des actionnaires par groupe d'âge



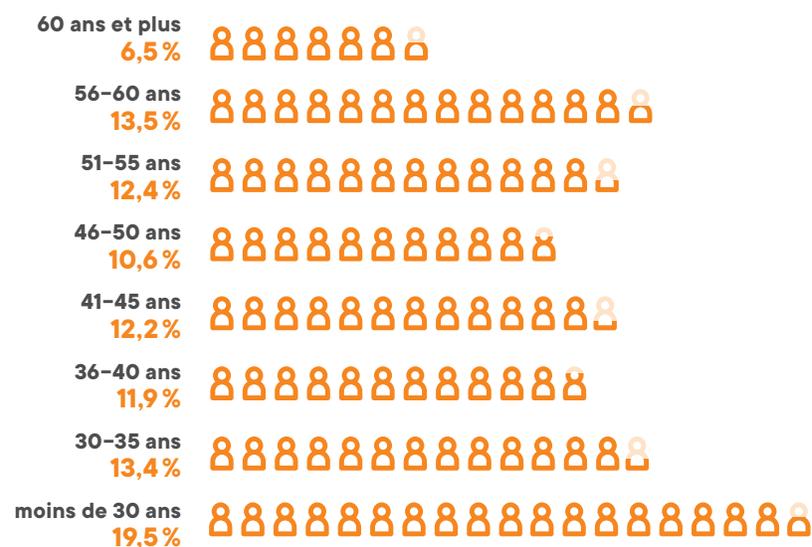
1201 nouveaux propriétaires

Plus de 1200 personnes ont pu se prévaloir avec Fondation du régime d'accèsion à la propriété (RAP) afin d'acheter une première maison

20%

Près de 20% de nos nouveaux actionnaires (1 sur 5) ont moins de 30 ans.

Répartition des nouveaux actionnaires par groupe d'âge





Profiter au maximum de sa retraite

Entre le 1^{er} juin 2016 et le 31 mai 2021, ce sont 34 385 actionnaires qui ont bénéficié de l'épargne qu'ils avaient confiée à Fondation afin d'avoir de meilleures conditions de vie à la retraite.



5 \$ par semaine qui pèsent dans la balance

La retenue sur le salaire (RSS) constitue une manière simple et avantageuse d'épargner avec Fondation puisque les crédits d'impôt sont applicables à chaque cotisation. En épargnant 5 \$ par semaine dans un REER à Fondation, une personne imposée au taux marginal le plus bas pourrait accumuler 612 \$ de cotisations en un an, montant sur lequel elle pourra faire du rendement selon la performance du Fonds.



Attrayant pour les jeunes épargnants

Pas besoin d'attendre la quarantaine pour commencer à épargner avec Fondation : c'est dans la tranche d'âge des moins de 30 ans que Fondation compte le plus de nouveaux actionnaires cette année.



Un 1^{er} choix pour plusieurs actionnaires

Notamment grâce au travail des Responsables Fondation dans les milieux de travail, l'épargne est rendue plus accessible pour les personnes ayant des revenus modestes, notamment les jeunes épargnants.

- ▶ Selon un récent sondage SOM*, 54 % de nos actionnaires âgés de 18 à 34 ans ont choisi Fondation comme premier produit d'épargne-retraite à vie.

* Sondage SOM réalisé en ligne pour Fondation du 22 au 28 septembre 2020 auprès d'un échantillon de 1031 actionnaires de Fondation; marge d'erreur de 3,5%.





Les Responsables Fondaction: enrichir les milieux de travail

Regroupant plus de 400 Responsables Fondaction (RF), dont 29 Responsables Fondaction régionaux (RFR), ce réseau de bénévoles est soutenu par une équipe de Fondaction qui coordonne ses activités et qui veille à l'outiller, même en temps de pandémie.

Le réseau militant joue un rôle essentiel au sein des milieux de travail pour sensibiliser les personnes à l'importance individuelle et collective de souscrire une épargne-retraite qui participe à la transformation positive de la société.

Nous avons organisé cette année deux forums réunissant les Responsables Fondaction (RF), l'un en décembre 2020, l'autre au mois de mai 2021, afin de garder cette connexion vivante, puisque les événements habituels comme le Grand rendez-vous des RF, le lac-à-l'épaule et la Tournée régionale en soutien aux RF ne pouvaient avoir lieu.

Chaque Forum du réseau militant a rassemblé une centaine de participants et participantes malgré le fait que plusieurs travailleurs et travailleuses n'ont pu se libérer à cause du manque de main-d'œuvre lié à la COVID-19, dont ceux et celles du réseau de la santé et des services sociaux. Toutes les régions et tous les secteurs d'activité étaient néanmoins représentés.

Quatre grands objectifs étaient visés lors du premier forum : informer, former, mobiliser et communiquer de la reconnaissance. Les RF ont participé à des ateliers où ils ont pu partager les méthodes développées pour joindre leurs collègues malgré le contexte de télétravail. Ce fut l'occasion pour eux de découvrir la nouvelle plateforme de formation qui leur est destinée. Il s'agit d'un espace permettant aux RF de se former et d'autant mieux accompagner et outiller leurs collègues dans le domaine de la littératie financière.

Le premier forum portait principalement sur les modes d'intervention et la reconnaissance. Le second portait sur la planification stratégique de Fondaction et sa vision 2025, une dimension fondamentale pour se projeter dans l'avenir. Ces événements ont été très appréciés des participantes et participants qui ont ressenti à quel point ils sont partie intégrante de la famille Fondaction malgré la distance due à la pandémie.

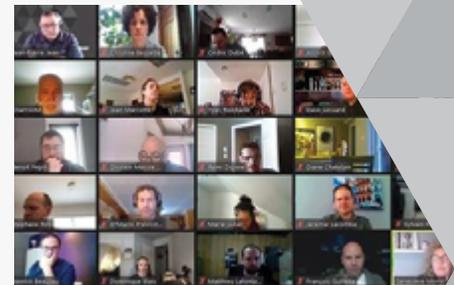
La présence des RF en milieu de travail : répondre à un vrai besoin

Près de 50% de nos actionnaires considèrent qu'il est important de tenir des rencontres en personne pour traiter de questions financières comparativement à 38% qui privilégient le courriel et 18% le téléphone. En étant présents dans les milieux de travail, les RF ouvrent un horizon d'épargne à des personnes qui seraient autrement moins bien informées sur l'importance d'acquiescer une telle habitude d'épargne.

Ce que les RF ont dit du 1^{er} Forum du réseau militant

« **Honnêtement, c'était le fun. On a pu réaliser des activités de groupe, recevoir de courtes formations et être testés sur nos connaissances.** »

— Éric Blanchette



« **Très belle alternative pour partager l'information! Je travaille dans le milieu de la santé et j'ai bien hâte qu'on puisse de nouveau échanger en personne, mais au moins on peut diriger nos collègues vers des solutions en ligne.** »

— Sandra Lessard

« **C'était vraiment plaisant de revoir tout le monde et de pouvoir échanger sur nos enjeux, même en virtuel!** »

— Bernard Ouellet

Les employeurs : se démarquer en facilitant l'épargne pour ses employés



+ 2 000

Nombre d'organisations proposant à leurs employés de cotiser à un REER à Fondation par retenue sur le salaire

« Dès le début du financement de notre entreprise par Fondation, nous avons offert aux membres de notre équipe la possibilité de souscrire un REER à Fondation. Nous avons ajouté une participation de l'employeur, cela traduit notre volonté que les employés et l'organisation grandissent ensemble dans la durée. »

— Eric Rocheleau, président Sièges Ducharme

Plus de 2 000 organisations au Québec offrent à leurs employés de cotiser à un REER à Fondation par retenue sur le salaire (RSS). Plusieurs y ajoutent même une part de l'employeur, ce qui bonifie la rémunération des salariés qui y participent. Cette manière concrète de démontrer l'importance qu'on accorde à ses employés est avantageuse tant pour les employés que pour l'employeur.

Particulièrement proactive et inclusive dans son approche, Sièges Ducharme, une entreprise manufacturière de Saint-Léonard qui fabrique des fauteuils pour les salles de spectacle, encourage ses employés, afin qu'ils cotisent et profitent de cet avantage.

L'Ancre des Jeunes lutte contre le décrochage scolaire et voit dans Fondation une organisation qui partage ses valeurs. 95 % des membres du personnel de l'OBNL situé dans le sud-ouest de Montréal participent au programme.

Photo du haut: Ancre des Jeunes
Photo du bas: Sièges Ducharme





Reprodoc mise sur une équipe mobilisée pour offrir un service d'impression rigoureux et sur mesure.

Reprodoc, une PME qui prend soin de la santé financière de ses employés

Innover dans un marché mature, retenir son personnel dans un secteur spécialisé grâce à un programme d'épargne-retraite et en retour goûter au succès et compter sur des employés engagés, c'est l'histoire à succès de Reprodoc.

En affaires depuis 26 ans, Reprodoc emploie une vingtaine d'employés spécialisés dans des métiers très techniques, devenus rares sur le marché de l'emploi. L'équipe réalise plus de 6 000 projets par années dans les secteurs tels que ceux de la santé, de la fabrication et de l'éducation.

Or, si l'imprimeur de la rue Ontario vient de remporter un important appel d'offres avec le CSSDM pour desservir 189 écoles du réseau pour la réalisation d'agendas scolaires personnalisés, c'est notamment grâce à l'engagement de son équipe, sans lequel cette prouesse technique et logistique n'aurait pas été pensable.

L'équivalent d'un abonnement à un gym

Dans un contexte de compétition et de raréfaction de la main d'œuvre, la décision de Reprodoc de bonifier la rémunération de ses employés en leur permettant d'épargner pour leur retraite avec le REER à Fondation a eu beaucoup d'impact. « Pour nous, le REER à Fondation est l'équivalent d'offrir à un membre de l'équipe un abonnement à un gym pour sa santé financière, affirme Marc Thériault, associé principal chez Reprodoc. Je ne pensais pas avoir les moyens d'offrir de l'épargne-retraite à mes employés, mais avec le REER à Fondation, j'en suis capable. Sur une période de 2 à 10 ans dans notre imprimerie, cela peut représenter un montant allant de 20 000 \$ à 50 000 \$ en épargne-retraite. »



62 %

Proportion des cotisations recueillies par épargne systématique cette année

L'épargne systématique, une affaire d'équipe

« En tant qu'employée et responsable des ressources humaines au sein d'une entreprise d'excavation située au Lac-Saint-Jean, je suis bien placée pour juger de l'impact positif d'offrir aux employés de cotiser à un REER par retenue sur le salaire. C'est bon pour l'entreprise, qui démontre par sa participation l'importance qu'elle accorde à son personnel, et c'est bon pour les employés, qui bénéficient d'une solution d'épargne-retraite non encombrante. De plus, notre conseiller à Fondation est très attentionné, il rend tout le processus très agréable. »

– Nathalie B., responsable RH

« J'ai commencé à épargner pour ma retraite à 25 ans en cotisant à un REER à Fondation par retenue sur le salaire. Quand l'entreprise où je travaillais a dû fermer ses portes, j'ai tout de même continué de cotiser. Lorsque mon nouvel employeur a voulu offrir ce type de solution à sa petite équipe, j'ai proposé Fondation. C'est vraiment stimulant de pouvoir se créer un capital pour une fraction de son salaire net. »

– Isabelle B., technicienne en comptabilité

« La mise en place d'un REER collectif est toute récente pour nous. Comme OBNL, nous apprécions la souplesse de Fondation qui permet d'augmenter le pourcentage de notre contribution en cours de route selon notre capacité. Les employés de la Maison des jeunes de Drummondville ont généralement moins de 30 ans : la retraite est encore loin, mais le fait de mettre de l'argent de côté dès maintenant leur permettra d'en avoir plus le moment venu. En tant qu'employeur, nous sommes fiers de pouvoir contribuer à leur bonheur actuel et futur ! »

– Mélanie L., directrice générale

Les entrepreneurs : grandir en participant à une économie durable

Fondation finance des entreprises qui partagent avec lui l'ambition de transformer positivement la société québécoise. Le capital seul ne peut suffire à transformer l'économie, ce sont des entrepreneurs audacieux et innovants qui sont les réels porteurs de changements.

Fondation mobilise capital, expertise et créativité pour accompagner ces PME québécoises dans la réalisation de leurs projets de croissance durable. Il les aide à mieux faire face aux enjeux actuels et futurs et à saisir de nouvelles opportunités tout en améliorant leur performance.

Alignant l'ensemble de ses activités sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies, Fondation finance et accompagne des PME qui génèrent des retombées sociales et environnementales positives et mesurables parallèlement à un rendement financier. Plus spécifiquement, le Fonds est devenu cette année le premier investisseur institutionnel québécois à se doter d'une équipe entièrement consacrée à l'investissement d'impact.



Photo du haut : Dominic Dubé et Claudia Poulin, propriétaires de l'entreprise Evive.
Photo du bas : Francis Lacombe, président de Technostrobe.

Ce qui distingue les entreprises que Fondation accompagne

- ▶ Majorité des emplois au Québec
- ▶ Compétence et expérience de l'équipe de gestion
- ▶ Pratiques de gestion responsables
- ▶ Fort potentiel de rendement et de retombées positives pour la société

Les projets accompagnés

- ▶ Croissance
- ▶ Innovation
- ▶ Rachat d'actions
- ▶ Relève
- ▶ Fusion et acquisition
- ▶ Création d'une coopérative de travailleurs-actionnaires (CTA)
- ▶ Développement à l'international



Luc Filiatreault,
président et
directeur général
de mdf commerce.



+1175

Nombre d'entreprises financées directement et indirectement par Fondation

Quelques entreprises que nous accompagnons



Waste Robotics

L'entreprise de Trois-Rivières développe et commercialise en Amérique du Nord et en Europe des systèmes robotisés de tri des matières résiduelles. Sa technologie intègre l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Elle permet d'augmenter le rendement, le taux de récupération et la qualité des matières résiduelles, ce qui favorise l'émergence de l'économie circulaire.

[En savoir plus ►](#)



Morille Québec et Canada Sauce

Ces deux entreprises sœurs sont situées au Saguenay-Lac-Saint-Jean. La première se spécialise dans la cueillette, la transformation et la distribution de produits forestiers non ligneux, tels que les champignons, les plantes et fleurs sauvages, ainsi que les fruits nordiques. On doit à la seconde le premier ketchup fait à 100 % de tomates du Québec.

[En savoir plus ►](#)



Arsenal Media

Plus grand consolidateur de radios régionales, il s'agit d'une des rares entreprises média qui parvient de façon totalement indépendante à rayonner à travers le Québec. Elle possède quinze stations de radio réparties dans plus de neuf régions, ce qui contribue à la liberté de presse autant qu'à la vitalité démocratique.



BCI

Les pièces en caoutchouc produites par Beauce Caoutchouc inc. (BCI) augmentent significativement la durée de vie d'équipements industriels, manufacturiers et agricoles. Cette performance réduit l'empreinte environnementale liée à la production de ces équipements.

[En savoir plus ►](#)



Boulangerie Humanité

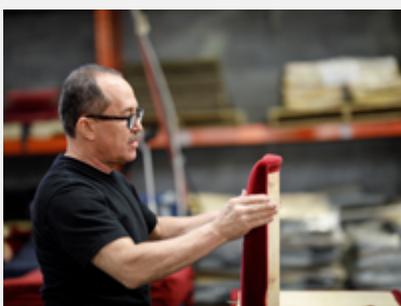
Boulangerie Humanité inc. est une plateforme d'investissement québécoise axée sur l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie spécialisée au Québec. Chaque entreprise détenue par Boulangerie Humanité est exploitée indépendamment et se dote d'un plan de développement durable basé sur l'environnement, le respect des gens et la contribution sociale.



Munvo

Cette firme de services-conseil en marketing technologique propose des solutions logicielles complémentaires aux produits vendus par des partenaires comme Adobe, HCL et SAS. L'entreprise montréalaise favorise l'inclusion, le partage de la propriété et l'acquisition de compétences.

[En savoir plus ►](#)



Ducharme

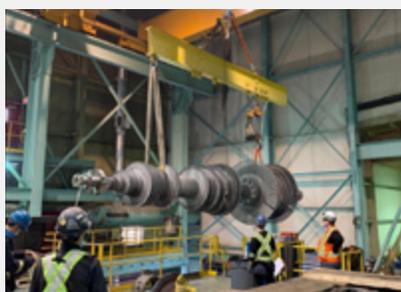
Concepteur et fabricant, Sièges Ducharme offre depuis 1959 des solutions pour l'installation de sièges de spectateurs dans un large éventail de lieux, comme les arénas, les cinémas, les stades, les salles de concert et les auditoriums. Son approche inclusive fusionne le travail de l'artisan à la production à grande échelle. Son marché est mondial et la grande majorité de ses fournisseurs sont situés au Québec. Ducharme utilise des bois certifiés FSC, des teintures à base d'eau ainsi que des colles et vernis sans solvant et à faible volatilité.

[En savoir plus ►](#)



Medfar

L'entreprise montréalaise met l'innovation au service de la santé. Sa plateforme intégrée unique, MYLE, offre un accès simple et complet au dossier médical des patients, minimise les tâches administratives et facilite la prise de décisions médicales complexes.



EnerServ

Il s'agit de la plus importante firme indépendante au Canada offrant des services mobiles d'inspection, d'entretien, de maintenance et de réparation d'urgence 24/7 de turbines et d'alternateurs, ce qui contribue à l'efficacité énergétique de sources renouvelables au pays. L'entreprise de Granby intervient principalement dans les centrales hydroélectriques et à la biomasse dont plusieurs équipements devront être mis à niveau dans les prochaines années.

[En savoir plus ►](#)



Société Laurentide

Établie à Shawinigan, pionnière dans l'industrie de la peinture et chef de file mondial en matière de recyclage et de revalorisation de peinture durable, la Société Laurentide est une entreprise manufacturière 100 % québécoise. Sa gamme de peinture recyclée Boomerang utilise moins d'eau et génère au minimum 4 fois moins de GES sur son cycle de vie que de la peinture vierge de qualité similaire.

Les partenaires : mettre en commun nos expertises

Pour Fondation, le dialogue pluriel est bénéfique pourvu qu'il permette la concertation et un passage efficace à l'action. Chacun comprend mieux la perspective de l'autre et, de là, on évolue, on se donne une direction commune, on développe les solutions les plus pertinentes et on les met en œuvre dans nos sphères d'activités respectives et dans l'intérêt commun.

C'est dans cet esprit que Fondation copilote le groupe de travail sur la lutte contre les changements climatiques du Global Impact Investing Network (GIIN), le plus important réseau international consacré à la finance d'impact.

Le Fonds a également participé de près à la création du G15+ au mois d'avril 2020, afin de nourrir les réflexions sur la relance et la transformation de l'économie. Cette initiative exceptionnelle a permis de réunir des leaders de tous les milieux — économiques, sociaux, syndicaux, environnementaux et régionaux — pour jeter les bases de choix de société rassembleurs et structurants. Dès l'été 2020, le collectif a produit un Cahier de propositions, incluant des fiches projets, à l'intention de plus d'une quinzaine de ministres, tant à Québec qu'à Ottawa. Les recommandations sont concrètes et touchent de nombreux domaines clés. De la promotion de collectivités résilientes à l'accessibilité au logement, de l'exemplarité sociale et environnementale des marchés publics au financement innovant, de la transformation du modèle de services fournis aux aînés au virage alimentaire local, l'horizon de transformation est vaste.

C'est en se penchant sur les véritables causes des enjeux que Fondation identifie les entreprises et projets qu'il souhaite financer pour pouvoir générer des retombées positives et mettre sur pied des solutions qui viennent combler les lacunes du marché. Plusieurs initiatives lancées dans la dernière année, tant dans le domaine de l'accessibilité au logement, de l'efficacité énergétique ainsi que de l'économie circulaire, traduisent cet engagement.

« Pour relever les défis auxquels nous faisons face, il est nécessaire que des leaders en action d'horizons divers s'engagent dans un dialogue pluriel. »

— Daniel Charron
Vice-président,
Engagement sociétal
et affaires publiques





Des impacts mesurables

- 23 Systématiser la mesure
- 24 L'approche de finance durable de Fondation
- 25 Des véhicules d'investissement innovants
- 27 Emplois et développement économique
- 28 Des impacts directs pour les épargnants

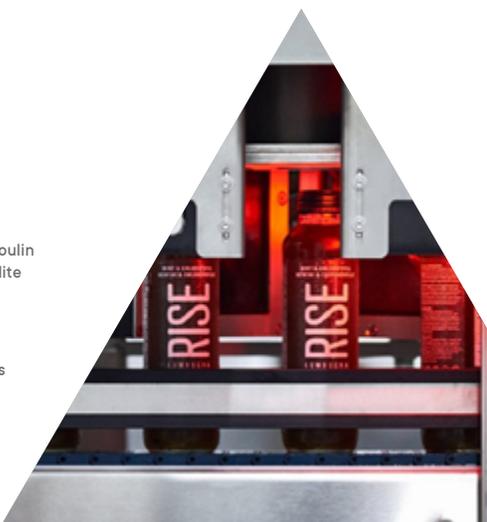


Photo ci-dessus: Parc Éolien de la Rivière-du-Moulin dont 5% appartient à la société en commandite Iohkwahs, créée par la Nation huronne-wendat et financée par Fondation.

Photo ci-contre: Financé par Fondation et Lyra Growth Partners, RISE Kombucha est le plus important producteur de kombucha au Canada.

Systematiser la mesure

Fondation fait le choix de travailler avec des entrepreneurs qui partagent avec lui l'ambition de transformer positivement la société québécoise. En fournissant capital et accompagnement, Fondation permet à ces entrepreneurs audacieux et innovants de déployer leur plein potentiel.

Les résultats que nous obtenons ensemble, tant financiers qu'extrafinanciers, démontrent clairement que prendre en considération les impacts sociaux et environnementaux de l'activité économique est la bonne chose à faire.

Les objectifs de développement durable de l'ONU (ODD) définissent les enjeux qu'il est nécessaire de prendre en compte pour construire une société plus durable, plus prospère et plus inclusive, à l'échelle mondiale.

En plus d'intégrer les ODD à son approche de la finance durable, Fondation établit depuis plusieurs années déjà des cibles à l'échelle de son portefeuille d'investissements pour plusieurs indicateurs, tels que les émissions de GES et les emplois créés et maintenus.

Fondation a identifié 35 mesures universelles pouvant s'appliquer à ses investissements, inspirées notamment de celles de l'IRIS+, un système normalisé de mesures d'impact développé par le GIIN (Global Impact Investing Network). L'objectif est de valider la performance extrafinancière de l'entreprise et d'assurer, par conséquent, que le portefeuille de Fondation rejoint des objectifs de durabilité.



Estimation de l'empreinte carbone du portefeuille de Fondation

Dans un souci de renforcement de la divulgation de notre approche en matière de gestion des risques financiers liés aux changements climatiques conformément au TCFD, Fondation publie l'estimation de l'empreinte carbone de son portefeuille pour la première fois. Pour ce faire, Fondation a adopté les normes du GHG Protocol, qui propose des directives et des outils de mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES), pour calculer l'empreinte carbone pour ses différents portefeuilles : investissement en capital de développement et autres investissements. La méthodologie utilisée permet d'estimer la moyenne des émissions liées à la détention des titres en fonction de la valeur d'entreprise et ainsi mesurer les émissions générées par million de dollars investis.

Méthodologie correspondant aux normes du GHG Protocol

$$\frac{\sum_i \left(\frac{\text{Juste valeur de l'investissement}_i}{\text{Valeur d'entreprise}_i} \right) \cdot \text{Émissions GES de catégories 1 et 2}_i}{\text{Valeur totale du portefeuille (M\$)}}$$

Cette méthode permet de calculer les émissions induites par les entreprises dans lesquelles Fondation investit, que ce soit sous la forme de capital-actions ou de dettes. Le calcul de l'empreinte carbone des entreprises se concentre, pour l'heure, sur les émissions de catégories 1 et 2 et toutes les classes d'actifs ont été considérées à l'exception des portefeuilles à rendement absolu et d'obligations gouvernementales en raison d'une absence de consensus méthodologique.

Des sources tierces (S&P MI ; MSCI ; Statistique Canada et CDP, auparavant connu sous le nom de Carbon Disclosure Project) ont été utilisées et les données officielles des sociétés ont été privilégiées lorsque disponibles.

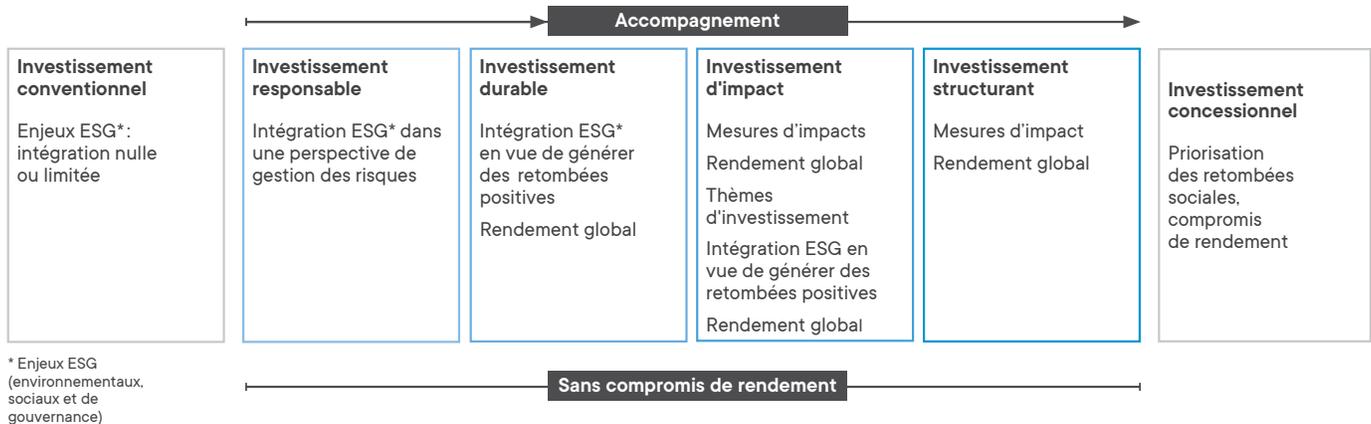
Au 31 mai 2021, Fondation estime que l'empreinte de son portefeuille s'élevait à 22,6 tonnes de GES équivalent CO₂ par millions de dollars investis. Ce résultat ne comprend que les émissions induites par les activités des entreprises des différents portefeuilles et n'inclut donc pas les émissions évitées ou séquestrées. À titre de référence, il est estimé que les titres de l'indice S&P TSX composé généraient une empreinte de 72,7 tonnes de GES équivalent CO₂ par millions de dollars de valorisation¹ à la même date.

Au cours des prochains mois, dans la foulée de cette première publication de l'estimation de l'empreinte carbone de son portefeuille, Fondation prévoit aller à la rencontre de plusieurs de ses parties prenantes pour discuter plus en détail des résultats, analyses et calculs associés à ceux-ci.

1. Valeur calculée selon les données disponibles de S&P CIQ au 31/05/2021.

L'approche de finance durable de Fondation

Fondation accompagne les entreprises et les projets vers un impact positif accru, sans jamais compromettre le rendement financier.



Une nouvelle équipe consacrée à l'investissement d'impact

Fondation est le premier investisseur institutionnel à mettre en place une équipe entièrement consacrée à l'investissement d'impact au Québec. Créée en juin 2020, la nouvelle équipe se compose d'experts, internes et externes, reconnus dans différents domaines. Sous la direction de Claire Bisson, chef adjointe de l'Investissement, l'équipe intervient sur quatre grands thèmes :

- ▶ Agroalimentaire durable
- ▶ Lutte contre les changements climatiques
- ▶ Villes et communautés durables
- ▶ Santé et bien-être

En plus de recourir à l'analyse ESG, l'investissement d'impact s'arrime étroitement aux ODD et s'appuie sur des critères de qualification précis qui permettent une estimation robuste du niveau global d'impact d'une entreprise.

Fondation vise à appuyer la croissance d'entreprises dont les activités provoquent un changement souhaitable allant au-delà des retombées sociales ou environnementales habituellement attribuables à ces activités.

Société Laurentide, plus importante productrice de peinture recyclée en Amérique du Nord ; Dion Herbes & Épices, une entreprise qui offre des produits nutritionnellement sûrs et sains, non irradiés et sans glutamate monosodique ; Waste Robotics, spécialisée dans la gestion automatisée des matières résiduelles, dont la technologie augmente le taux de récupération et favorise la réduction des émissions de GES, figurent parmi les organisations faisant partie du portefeuille de l'investissement d'impact.



« L'investissement d'impact intervient avec l'intention spécifique d'avoir un impact sur un enjeu social ou environnemental et s'engage à mesurer l'impact provoqué par l'investissement. »

— Claire Bisson
Chef adjointe de l'Investissement



Photo ci-contre: La Société de financement et d'accompagnement en performance énergétique fait en sorte que les anciens systèmes électromécaniques soient remplacés par des systèmes plus efficaces et moins polluants sans tracas ni déboursés.

Des véhicules d'investissement innovants et structurants

En complément de ses activités d'investissement direct, Fondation met en place des plateformes de financement innovantes qui rassemblent les partenaires pertinents autour d'enjeux sociaux et environnementaux spécifiques. Voici trois initiatives structurantes mises en œuvre cette année.

La SOFIAC : l'efficacité énergétique accessible

Lancée officiellement en janvier 2021, la Société de financement et d'accompagnement en performance énergétique (SOFIAC) aide les entreprises des secteurs commerciaux et industriels à accroître leur rentabilité et leur compétitivité par le développement, le financement et la mise en œuvre de projets en efficacité énergétique. Fruit du partenariat entre Econoler et Fondation, la SOFIAC a reçu dès le départ l'appui du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. Son déploiement s'inscrit dans l'atteinte des objectifs de la Politique énergétique 2030 du gouvernement du Québec qui vise à améliorer de 15% l'efficacité avec laquelle l'énergie est utilisée et à réduire de 40% la consommation de produits pétroliers. Elle s'inscrit également dans l'atteinte des engagements de réduction des émissions de GES du gouvernement fédéral.

Le modèle d'affaires innovant de la SOFIAC permet à ses clients de profiter immédiatement d'une portion des économies réalisées par la diminution de la consommation d'énergie et, ainsi, d'économiser sans dépenser.



« Beaucoup d'entreprises sont déterminées à améliorer leur bilan carbone grâce à l'efficacité énergétique, mais elles manquent de temps, d'expertise ou de financement adapté pour se lancer. L'audace de cette nouvelle formule d'accompagnement a le potentiel d'accélérer la transformation positive de notre économie. »

– Geneviève Morin, PDG de Fondation



En vidéo

[Extrait de la conférence de presse ►](#)

Des impacts mesurables



Avec une superficie de 7800 pi², les nouveaux espaces occupés par le manufacturier alimentaire Still Good, premier investissement du Fonds économie circulaire, lui permettront d'augmenter sa production et de transformer plus de 10 tonnes de drêches par jour.

Le Fonds économie circulaire : une première au Canada

Le Fonds économie circulaire finance et accompagne de jeunes entreprises partout au Québec. Il vise l'accélération de la transition écologique et la réduction des émissions de GES. Lancé en mars 2021 par Fondation et ses deux premiers partenaires, RECYC-QUÉBEC et la Ville de Montréal, ce fonds d'investissement de 30 millions de dollars est le premier du genre au Canada. L'apport supplémentaire de subventions accordées par RECYC-QUÉBEC aux entreprises soutenues augmente la portée financière du fonds à 33 M\$.

Les entreprises recherchées sont en phase de démarrage et ont un modèle d'affaires basé sur des produits, des services ou des technologies ancrés dans l'économie circulaire. Le Fonds encourage les échanges de nouvelles solutions de circularité entre ces jeunes entreprises innovantes et de grandes entreprises. Elles doivent démontrer un fort potentiel d'optimisation de l'utilisation des ressources ou de leur valorisation, engendrant ainsi la réduction ou la valorisation des matières résiduelles en plus de contribuer à une réduction des émissions de GES.

« Au moment où la transition écologique mondiale s'accélère comme jamais, la transition vers l'économie circulaire constitue une importante opportunité économique. Nous sommes convaincus que c'est en positionnant Montréal en tête de peloton que les solutions se développeront ici au bénéfice des entreprises montréalaises. »

– Valérie Plante, mairesse de Montréal



En vidéo
[Extrait de la conférence de presse ►](#)

FCAP : accéder à la propriété par la coopération

En collaboration avec la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), Fondation a participé à la mise en œuvre du Fonds Coop Accès Proprio (FCAP), un OBNL qui donne accès à une nouvelle forme de propriété immobilière coopérative, notamment pour les jeunes familles. Dans la foulée du projet Havre des pins, implanté à Sherbrooke et qui a servi de pilote en 2018, la Coop des prés a été inaugurée à Waterville en 2021.

Ce nouveau modèle d'accès à la propriété fait en sorte qu'on sépare la propriété physique du droit d'usage d'un lieu de vie. Seuls les membres de la coopérative peuvent faire l'achat du droit d'usage et d'usufruit d'une unité. Remboursable à un coût inférieur à celui d'un condominium de 25 % en moyenne, ce droit d'occupation devient un actif pouvant être racheté à sa juste valeur. La coopérative reste en tout temps propriétaire du bâtiment, tandis que le FCAP, gardien du modèle, demeure propriétaire du fonds de terrain, évitant ainsi la spéculation.



En balado
[Anaïs et Matthias ont accédé à la propriété grâce au modèle coopératif. Ils parlent de leur expérience à l'émission Lève-Tôt de Radio-Canada. ►](#)

« L'accès à la propriété n'est pas donné à tous, surtout en période de surchauffe du marché. Ce type d'investissement et de partenariat est particulièrement structurant, car il change les règles du jeu. Cela permet de créer des communautés durables, plus inclusives, plus humaines ».

– Marc-André Binette, Chef adjoint de l'Investissement

Emplois et développement économique

Fondation effectue chaque année une étude d'impact des retombées directes et indirectes de ses activités d'investissement. Depuis plusieurs années, l'étude est confiée à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC). Elle a pour objectif de cerner la part des retombées économiques attribuables aux interventions de Fondation. Le risque financier, l'importance du projet et les perspectives de croissance du secteur d'activité sont les variables utilisées et les données recueillies font l'objet de simulations économétriques par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Le portefeuille d'entreprises visées par l'étude pour l'année 2020-2021 compte 289 PME, entreprises privées, coopératives ou OBNL, et ce dans tous les secteurs d'activité où Fondation intervient, comparativement à 278 entreprises en 2019-2020. Ces entreprises sont implantées dans les différentes régions du Québec, là où la grande majorité des investissements de Fondation a lieu. De ce fait, les retombées hors Québec ne sont pas considérées comme significatives.

Ratios avantages-coûts pour les deux paliers de gouvernement en 2020-2021

On estime que ce sont 1 028,4 millions de dollars qui étaient investis dans les entreprises et les fonds ayant fait l'objet de l'étude d'impact réalisée par IRÉC. Cette étude ne comptabilise pas l'impact positif sur les finances publiques des investissements réalisés dans les entreprises québécoises publiques (EQP).

La méthodologie utilisée par IRÉC détermine que la part des recettes fiscales et parafiscales pour le gouvernement du Québec attribuables à Fondation s'élève respectivement à 104,1 millions de dollars et à 161,6 millions de dollars, ce qui totalise 265,7 millions de dollars. Les mêmes ratios sont appliqués aux recettes du gouvernement fédéral : 67,1 millions de dollars de recettes fiscales et des recettes parafiscales de 27,4 millions de dollars, totalisant 94,5 millions de dollars.

Le gouvernement du Québec offrait un crédit d'impôt de 20 % aux épargnants qui cotisaient au Fonds en 2020. L'émission d'actions à Fondation s'étant élevée à 287,1 millions de dollars pour l'année 2020-2021, la dépense fiscale a représenté 57,4 millions de dollars. Puisque les retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation sont de 265,7 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement du Québec par rapport aux activités de Fondation s'établit à 4,63 pour l'année financière 2020-2021. Le gouvernement fédéral octroyait, quant à lui, un crédit d'impôt de 15 % en 2020.

Ratios avantages-coûts	
Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada
Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation* 265,7 M\$	Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation** 94,5 M\$
Dépenses fiscales 57,4 M\$	Dépenses fiscales 43,1 M\$
Ratio avantages-coûts 4,63	Ratio avantages-coûts 2,20
<small>*Comprend les impôts sur salaires, taxes de vente et taxes spécifiques et RRQ, CNESST, RQAP et FSS</small>	<small>**Comprend les impôts sur le salaire, taxe de vente, taxes et droits d'accise et assurance-emploi</small>

Pour l'année financière 2020-2021, le crédit d'impôt fédéral a représenté une dépense de 43,1 millions de dollars. Avec des retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation de 94,5 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement fédéral a été de 2,20. Ainsi, pour chaque dollar en crédit d'impôt accordé aux épargnants de Fondation en 2020-2021, le gouvernement du Québec a récupéré 4,63 \$ et le gouvernement du Canada 2,20 \$ en revenus fiscaux et parafiscaux. L'étude démontre clairement que les deux paliers de gouvernement ont récupéré, dans la même année, beaucoup plus en recettes fiscales et parafiscales résultant des interventions de Fondation que le coût des crédits d'impôt octroyés aux épargnants.

Emplois maintenus et créés

Une fois les projets d'investissement comptabilisés dans l'exercice entièrement réalisés, on évalue que Fondation a maintenu ou créé 53 570 emplois. En y ajoutant une estimation des retombées issues des investissements réalisés par les fonds partenaires ou spécialisés, l'IRÉC conclut que les activités de Fondation auront contribué à maintenir ou à créer un total de 59 224 emplois au cours de l'exercice financier s'étant terminé le 31 mai 2021.

Emplois maintenus et créés			
2020-2021			
	Directs	Indirects	Totaux
Fondation	37 838	15 732	53 570
Fonds spécialisés	4 086	1 568	5 654
Totaux	41 924	17 300	59 224



Des impacts directs pour les épargnants

Les épargnants peuvent combiner les crédits d'impôt à la déduction REER pour les premiers 5 000 \$ par année versés dans leur REER Fondation. Ainsi pour une telle contribution, avec des crédits d'impôt en vigueur de 35 % en 2020, le coût net pouvait s'établir à 1 873,50 \$ ou moins, selon le niveau de revenu imposable alors qu'il faudrait déboursier au moins le double pour équivaloir à cette contribution avec un autre type de REER.

C'est pour cette raison que, pour un même dollar versé après avantages fiscaux, les fonds de travailleurs permettent généralement d'accumuler un capital plus important par rapport à d'autres véhicules de placement – et ce même quand ceux-ci obtiennent une meilleure performance sur le plan du rendement, car le rendement des fonds de travailleurs s'applique sur des contributions plus élevées. Dans l'exemple ci-contre, le rendement de Fondation s'applique sur les contributions réalisées avec un montant après avantages fiscaux de 1 000 \$. Que les crédits d'impôt soient de 35 %, ou de 30 % comme c'est le cas depuis le 1^{er} juin 2021, cela crée des conditions d'acquisition parmi les plus avantageuses sur le marché de l'épargne-retraite.

Il est pertinent de rappeler que les investissements en capital de développement, au cœur de la mission de Fondation, sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises non cotées en Bourse et auprès de fonds spécialisés. De plus, l'approche globale de Fondation en matière de gestion de l'actif vise à constituer un portefeuille diversifié.

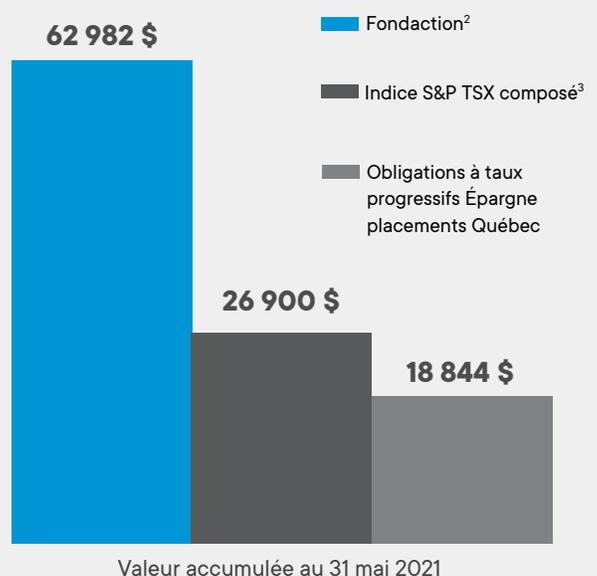


Outil

[Calculer les crédits d'impôt auxquels vous avez droit ►](#)

Comparaison de la valeur au REER au 31 mai 2021¹

(10 cotisations annuelles effectuées au 1^{er} janvier depuis 2012)



1. Cotisation annuelle réalisée au 1^{er} janvier de chaque année nécessitant un débours net de 1 000 \$ après avantages fiscaux. La dernière cotisation a été réalisée au 1^{er} janvier 2021. Le taux marginal d'imposition utilisé est de 40 %.
2. Calculs effectués selon le nombre d'actions détenues et la valeur de l'action selon les états financiers du 31 mai 2021. Le total d'actions détenues est déterminé avec les crédits d'impôt en vigueur et les valeurs réelles de l'action au moment des souscriptions.
3. Valeur accumulée calculée avec les rendements annuels de chaque année complète et le rendement à jour pour la fraction d'année écoulée depuis la dernière cotisation.

Source des rendements: Bloomberg.

Chaque taux de rendement indiqué est un taux de rendement total composé annuel historique qui tient compte des fluctuations de la valeur des actions et du réinvestissement de tous les dividendes, le cas échéant, et ne tient pas compte de l'impôt sur le revenu payable par un actionnaire, qui aurait pour effet de réduire le rendement. Le taux de rendement sert uniquement à illustrer les effets du taux de croissance historique et ne vise pas à refléter les valeurs futures des actions ou le rendement d'un placement dans les actions. La propriété des actions d'un fonds d'investissement donne lieu à des frais permanents. Les actions de Fondation ne sont pas garanties, il s'agit d'un placement dont la valeur et le rendement fluctuent, son rendement passé n'est pas indicatif de son rendement futur. Avant d'investir, veuillez consulter le prospectus au fondaction.com/prospectus.



Rapports financiers

30 Rapport de gestion annuel

30 Faits saillants

34 Contexte économique et financier

38 Analyse de la performance financière par la direction

54 États financiers

85 Relevé du coût des investissements en capital de développement

97 Relevé des autres investissements (non audité)

108 Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)



Rapport de gestion annuel

pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (« Fondation » ou le « Fonds »). Il explique, du point de vue de la direction, les résultats que Fondation a obtenus au cours de l'exercice visé par les états financiers ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les états financiers annuels complets peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en appelant au 514 525-5505 ou au 1 800 253-6665, en nous écrivant au 2175, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 103, Montréal (Québec) H2K 4S3, en consultant notre site Web (www.fondation.com) ou le site Web de SEDAR (www.sedar.com). Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.

Fondation est assujéti aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* publié par l'Autorité des marchés financiers et en applique les exigences notamment dans ce rapport de gestion. Ce règlement définit différentes normes de divulgation d'information dans les états financiers, le rapport de gestion, ainsi que les relevés et le répertoire liés à ceux-ci. De plus, il encadre le processus d'évaluation des investissements en capital de développement.

Les pages qui suivent présentent une analyse des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2021, ainsi que de l'information sur le contexte économique et financier qui prédominait au cours de cet exercice. L'analyse vise à permettre aux lecteurs de comprendre et d'apprécier l'évolution de Fondation ainsi que les changements survenus au cours de cette période.

Certaines informations prospectives peuvent figurer dans ce rapport de gestion. Ces informations reposent sur des hypothèses. Leur réalisation est intrinsèquement soumise à l'évolution des marchés et du contexte économique, ainsi qu'à des événements ou changements pouvant survenir indépendamment de la volonté de Fondation.

Faits saillants

Au cours de son exercice 2020-2021, le rendement à l'actionnaire a été de 22,7 % (9,8 % au deuxième semestre), comparativement à 3,6 % pour son exercice 2019-2020 (-0,6 % au deuxième semestre). La valeur de l'action a ainsi progressé pour s'établir à 15,45 \$ au 31 mai 2021, comparativement à 12,59 \$ au 31 mai 2020.

Au cours de l'exercice, Fondation a généré un résultat global de 542,4 M\$, comparativement à un résultat global de 85,7 M\$ au cours de l'exercice précédent. Cet écart dans le résultat s'explique principalement par les rendements plus élevés générés par les portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements.

Une partie des montants non utilisés du plafond des émissions annuelles des années antérieures qui s'ajoutait au plafond des émissions annuelles d'actions a permis à celles-ci d'atteindre 287,1 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2021, comparativement à 284,1 M\$ au cours de l'exercice précédent.

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 133,9 M\$, en baisse de 53,4 % comparativement à 287,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2020. Ceux-ci avaient connu une hausse importante lors de l'exercice précédent en raison des incertitudes générées par la volatilité qui prévalait sur les marchés financiers et qui semblent avoir incité certains actionnaires à la retraite ou de plus de 65 ans à retirer leurs fonds avant l'annonce de la valeur de l'action le 2 juillet 2020.

Au 31 mai 2021, l'actif net a atteint 2,96 G\$, en hausse de 30,7 % par rapport à 2,26 G\$ au 31 mai 2020.

Le nombre d'actionnaires a progressé, passant de 176 488 au 31 mai 2020, à 182 234 au 31 mai 2021, en hausse de 3,3 %.

Fondation avait cessé d'accepter des souscriptions par montant forfaitaire dès le 14 janvier 2021 afin de respecter la limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisé par le gouvernement du Québec. Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin 2021.

Crédits d'impôt aux personnes qui souscrivent à Fondation

Les fonds de travailleurs constituent un outil de développement économique important pour le Québec. Ils contribuent au financement des PME québécoises de tous les secteurs de l'économie et favorisent la création et le maintien d'un grand nombre d'emplois dans les régions du Québec.

L'appui des gouvernements prend la forme d'avantages fiscaux consentis aux contribuables lors de l'achat d'actions par l'octroi de crédits d'impôt. De plus, l'achat de ces actions est admissible au régime enregistré d'épargne-retraite. Le 25 mars 2021, le gouvernement du Québec a confirmé que le taux de crédit d'impôt provincial consenti aux actionnaires de Fondation passerait de 20 % à 15 % à compter du 1^{er} juin 2021.

De plus, Fondation pourra augmenter ses émissions annuelles d'actions à compter du prochain exercice, car le gouvernement du Québec a également confirmé que le plafond des émissions annuelles d'actions, établi à 275 M\$ pour l'exercice 2020-2021, ne serait pas reconduit à compter du 1^{er} juin 2021. Fondation pourra donc gérer lui-même le niveau de ses émissions et faciliter l'épargne-retraite pour un nombre croissant de Québécois et de Québécoises.

En épargnant avec Fondation, les contribuables québécois peuvent donc profiter de crédits d'impôt totalisant 30 % (15 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral).



Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant Fondation et ont pour objectif d'aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds.

Variation de l'actif net par action de catégorie A

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars)	2021	2020	2019	2018	2017
Actif net par action de catégorie A au début de l'exercice	12,59	12,15	11,82	11,22	10,43
Augmentation (diminution) provenant des activités opérationnelles ¹					
Produits: intérêts, dividendes et distributions, honoraires et autres revenus	0,66	0,50	0,53	0,45	0,39
Gains (pertes) réalisés	0,99	0,22	0,38	0,30	0,09
Gains (pertes) non réalisés	1,55	0,10	(0,16)	0,15	0,59
Charges opérationnelles	(0,31)	(0,37)	(0,31)	(0,26)	(0,26)
Provision reliée aux éventualités	-	-	-	-	(0,06)
Impôts sur le résultat	-	-	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Augmentation (diminution) provenant de l'autre élément du résultat global					
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des impôts	0,04	0,01	(0,08)	(0,01)	0,06
Variation attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,07)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,01)
Actif net par action de catégorie A à la fin de l'exercice²	15,45	12,59	12,15	11,82	11,22

1. L'augmentation provenant des activités opérationnelles est en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice considéré.

2. L'actif net par action est en fonction du nombre réel d'actions en circulation au moment considéré.

Ratios et données supplémentaires

Exercices terminés les 31 mai

(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)	2021	2020	2019	2018	2017
Produits	592,6	150,6	130,3	141,8	158,0
Résultat net	535,5	83,0	73,8	99,4	111,1
Résultat global	542,4	85,7	60,5	97,6	119,9
Juste valeur des investissements en capital de développement, incluant les engagements, garanties et cautionnements	1 940,4	1 517,0	1 450,9	1 265,1	1 179,2
Actif net	2 960,2	2 264,6	2 182,2	1 971,1	1 710,9
Émissions d'actions	287,1	284,1	272,7	267,5	202,6
Rachats d'actions	133,9	287,5	122,0	105,0	101,8
Actions de catégorie A en circulation (nombre, en millions d'actions)	191,6	179,9	179,6	166,8	152,5
Actionnaires (nombre, en milliers)	182,2	176,5	170,6	156,7	137,6
Ratio des charges opérationnelles ¹ (%)	2,06	2,93	2,56	2,21	2,30
Ratio des frais de transaction ² (%)	(0,00)	0,01	0,01	0,01	0,01
Taux de rotation du portefeuille ³ :					
Investissements en capital de développement (%)	17,64	14,88	18,82	17,57	13,10
Autres investissements (%)	103,69	155,53	302,89	113,15	167,04

1. Le ratio des charges opérationnelles est calculé en divisant les charges opérationnelles avant impôts par la moyenne de l'actif net des fins de semestres de l'exercice concerné. Ce calcul exclut l'autre élément du résultat global et la provision reliée aux éventualités.

2. Le ratio des frais de transaction, qui inclut les commissions et autres frais de transaction du portefeuille, est calculé et présenté de la même façon que le ratio des charges opérationnelles.

3. Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition du portefeuille; un taux de 100% signifiant que l'équivalent d'une fois le portefeuille a été acheté et vendu au cours de la période. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement du Fonds.

Contexte économique et financier

À l'international

La pandémie de la COVID-19, qui a frappé au début de l'année 2020, a mené à la fermeture de bon nombre de frontières et a poussé de nombreux pays vers un « Grand Confinement ». La réouverture graduelle de l'économie a été ralentie par deux autres vagues ainsi que par la prolifération et la multiplication de variants du virus.

Selon le Fonds monétaire international (« FMI »), la croissance économique mondiale a connu une contraction de 3,3 % en 2020 alors qu'il prédit une croissance du PIB mondial de 6 % pour 2021. En ce qui concerne la zone euro, il a évalué la contraction du PIB à 6,6 % pour 2020 et prédit une croissance de 4,4 % pour 2021. En 2020, le FMI évalue qu'environ 95 millions de personnes de plus sont tombées dans l'extrême pauvreté et que le nombre de personnes souffrant de malnutrition s'est accru de 80 millions.

Les gouvernements ont injecté des sommes records pour maintenir leur économie à flot durant cette crise, mais les blessures seront néanmoins profondes. À titre d'exemple, toujours selon le FMI, la croissance du PIB européen ne devrait pas revenir à son niveau antérieur à la pandémie avant 2022, en posant l'hypothèse cependant que les vaccins seront largement disponibles à l'été 2021 et tout au long de 2022. Des efforts majeurs seront encore nécessaires après la reprise. La façon de s'y prendre sera déterminante puisque cette relance pourrait certainement être l'occasion de transformer l'économie de façon à la rendre plus équitable, plus inclusive, plus verte et plus performante.

L'Union européenne prévoit de consacrer environ 30 % de son plan de sortie de crise à des mesures liées aux changements climatiques, notamment par l'émission d'au moins 240 milliards de dollars d'obligations vertes. En septembre 2020, la Chine s'est engagée à réduire ses émissions nettes de carbone à zéro d'ici 2060. Le Japon s'est engagé à être neutre en carbone d'ici 2050.

Dorénavant, on peut reconnaître assez largement que se profile une chance extraordinaire d'accélérer des transformations déjà nécessaires avant la crise, notamment en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques.

Aux États-Unis

C'est sur fond de tensions sociales provoquées par le racisme systémique dont sont victimes plusieurs membres de la communauté afro-américaine en parallèle avec la pandémie de la COVID-19 que s'est déroulée la campagne électorale aux États-Unis où les élections ont eu lieu le 3 novembre 2020. Le démocrate Joe Biden a défait le président sortant Donald Trump. Grâce à des actions exécutives, les États-Unis ont rejoint à nouveau l'Organisation mondiale de la Santé et l'Accord de Paris sur le climat. Biden a par la suite signé un plan d'aide de 1900 milliards de dollars pour faire face à la COVID-19. Puis, il a proposé de 2 000 à 3 000 milliards de dollars supplémentaires pour les infrastructures et d'autres dépenses susceptibles de déboucher notamment sur de grands changements structurels liés aux changements climatiques.

Le vaste projet qui doit notamment mettre les États-Unis sur le bon chemin tient sur deux objectifs : ramener à zéro les niveaux de pollution dans le secteur énergétique américain d'ici 2035 et atteindre une neutralité carbone d'ici 2050 au niveau de l'économie du pays. Le plan de Biden met l'accent sur la transformation du secteur automobile en misant, entre autres, sur la construction d'un réseau national de 500 000 stations de recharge pour voitures électriques d'ici 2030. Il propose aussi l'instauration d'une mesure obligeant les fournisseurs d'électricité à ce qu'une proportion donnée de l'énergie vendue provienne de sources n'émettant pas de CO₂.

Cela dit, de manière plus immédiate, la campagne de vaccination a été menée tout le long de la première moitié de 2021 et continue de battre son plein. L'impact de la pandémie se fait ressentir dans l'économie des États-Unis. Le produit intérieur brut (« PIB ») qui avait crû de 2,2 % en 2019 est prévu s'établir à -3,5 % pour 2020 et à 3,1 % en 2021. Bien entendu, leur taux de chômage a augmenté. Il a été évalué à 3,7 % en 2019, et devrait avoir grimpé à 8,1 % en 2020. Le FMI prévoit qu'il redescendra à 5,8 % en 2021.

Dans le cadre d'un sommet virtuel sur le climat des dirigeants mondiaux convoqué par le président américain Joe Biden, ce dernier s'est engagé à réduire les émissions de son pays de 50 à 52 % par rapport à la situation actuelle d'ici 2030.

Cependant, une hausse de l'inflation pourrait devenir un défi que l'administration Biden devra gérer. En effet, l'indice des prix à la consommation (« IPC ») a bondi de 0,8 % au mois d'avril dernier s'ajoutant au bond de 0,6 % en mars, loin de la prévision antérieure d'une augmentation mensuelle de 0,2 %. La variation annuelle passe donc de 2,6 % en mars dernier à 4,2 % en avril. L'inquiétude face aux pressions inflationnistes pourrait constituer un obstacle pour l'accroissement des dépenses gouvernementales nécessaires pour la lutte aux changements climatiques.

Au Canada

Durant la première vague de la pandémie, les gouvernements fédéral et provinciaux ont soutenu les ménages et les entreprises en mettant en place bon nombre de mesures durant la fermeture totale de l'économie, avec notamment une subvention salariale pour maintenir le lien d'emploi entre employeurs et employés, la Prestation canadienne d'urgence (« PCU »), une subvention aux loyers commerciaux, ainsi que des facilités d'endettement pour les entreprises leur permettant de maintenir un niveau relatif de liquidités. Certains de ces programmes ont été mis à jour à l'automne, comme la PCU qui a été remplacée par la Prestation canadienne de relance économique.

Les mesures de confinement et la fermeture de différents secteurs de l'économie ont eu des effets néfastes sur l'économie canadienne. Les vagues, la deuxième et la troisième vague ont mené à des restrictions plus sévères imposées au Canada au début de l'année 2021. Cependant, la campagne de vaccination de masse progresse au pays et selon la Banque du Canada, une immunité collective peut être envisagée d'ici la fin de l'année 2021, ce qui l'a incitée à maintenir son taux directeur à 0,25 % entre juin 2020 et mai 2021.

Les prévisions du Rapport sur la politique monétaire évoquent une croissance de l'ordre de 6,5 % cette année, puis d'environ 3,75 % en 2022 et 3,25 % en 2023. Il est à noter que le niveau des prix mesuré par l'IPC est passé d'un rythme annuel de 2,2 % en mars 2021 à 3,4 % en avril 2021, ce qui pourrait avoir un impact sur la politique monétaire privilégiée par la Banque du Canada. C'est la première fois en 10 ans que l'inflation dépasse la cible fixée par Banque du Canada qui se donne comme objectif de maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 %. Comme ailleurs, en raison de la pandémie, le taux de chômage demeure relativement élevé au Canada, même s'il est tout de même en baisse par rapport à la même date l'an dernier en raison de la réouverture de certains secteurs. En effet, en avril 2021, il était de 8,1 % alors qu'en avril 2020, ce taux se chiffrait à 13,1 %.

Le niveau d'endettement des Canadiens demeure relativement stable, mais de façon générale, la pandémie aura forcé les entreprises à s'endetter, provoquant une augmentation de leur ratio d'endettement tout en accentuant le risque pour la santé de l'économie canadienne. En effet, lorsque l'endettement privé est élevé, les consommateurs et les entreprises doivent consacrer une part accrue de leurs revenus au paiement des intérêts et du capital de cette dette, bénéficiant ainsi de moins de marge de manœuvre pour dépenser et investir dans l'économie. Cette situation pourrait peser sur la croissance économique et sur l'innovation, qui requiert en général de l'investissement. Une relance et une reprise économique pourront difficilement se faire en misant principalement sur une stimulation de la demande par le biais d'un endettement accru des ménages.

La stabilité du gouvernement minoritaire libéral, élu en octobre 2019, et sa capacité de mettre en œuvre les mesures de relance nécessaires dépendront de ses aptitudes à faire des alliances avec les partis d'opposition, comme ce fut le cas pour plusieurs des mesures adoptées dans les premières semaines de la crise. Le dernier budget propose 135 milliards de dollars en nouvelles dépenses au cours des cinq prochains exercices, dont la plupart seront effectuées au cours des trois prochaines années pour faire face à l'impact de la pandémie et pour stimuler l'économie lorsque les craintes par rapport au virus s'amointront.

Au Québec

La deuxième et la troisième vague n'ont évidemment pas épargné le Québec. Cependant, le gouvernement a cette fois pu éviter la fermeture totale de l'économie, optant plutôt pour la fermeture plus ciblée de certaines activités en fonction de la gravité de la contagion dans certaines zones administratives. Pour limiter la contagion, le gouvernement a également opté pour l'instauration d'un couvre-feu dans la plupart des régions administratives. Dans ces conditions, les secteurs de l'hébergement, de la restauration et de la culture ont encaissé une bonne partie des pertes d'emplois.

Comme prévu, le budget 2021-2022 du Québec, déposé en mars 2021, est déficitaire de 12,3 milliards de dollars. La dette brute du gouvernement du Québec calculée en pourcentage du PIB est passée de 43,2 % à 49,5 % du PIB durant la dernière année et devrait légèrement redescendre à 49,2 % d'ici le 31 mars 2022 selon les projections, permettant ainsi au gouvernement de repousser le retour à l'équilibre budgétaire à 2027-2028 et de maintenir certaines marges de manœuvre pour stimuler l'économie.

Au quatrième trimestre de 2020, le PIB réel du Québec aux prix du marché augmente de 1,5 % par rapport au trimestre précédent (+ 12,6 % au troisième trimestre) pour afficher une croissance annualisée de 6,3 %.

Le taux de chômage s'élevait à 6,6 % en avril 2021, en nette baisse par rapport au 17,8 % d'avril 2020. L'analyse des données nous permet de constater que les femmes semblent avoir été plus durement touchées depuis le début de la crise. Les impacts à plus long terme sur le tissu économique du Québec restent à évaluer.

Le gouvernement a déjà défini 40 % des mesures qu'il prévoit prendre pour atteindre son objectif de réduction de gaz à effet de serre de 37,5 % sous le niveau de 1990 d'ici 2030 pour possiblement atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Les montants engagés par le gouvernement dans les efforts de lutte aux changements climatiques dans le cadre du budget de mars 2020 ont été maintenus et même bonifiés dans le cadre de la mise à jour économique de novembre 2020.



Conclusion

La pandémie marque certainement un tournant dans notre rapport à l'économie. Il semble qu'une transformation vers une économie plus équitable, plus inclusive, plus verte et plus performante soit plus que jamais, pertinente, essentielle et souhaitée.

Il y aura un besoin pour une large concertation et une mobilisation alignée du capital privé et du capital public pour répondre aux défis qui se profilent. Les gouvernements n'arriveront pas à tout faire seuls, ne serait-ce qu'en raison de la pression élevée sur les finances publiques découlant des dépenses urgentes ainsi que des pressions inflationnistes, alors que les dépenses publiques ont été élevées.

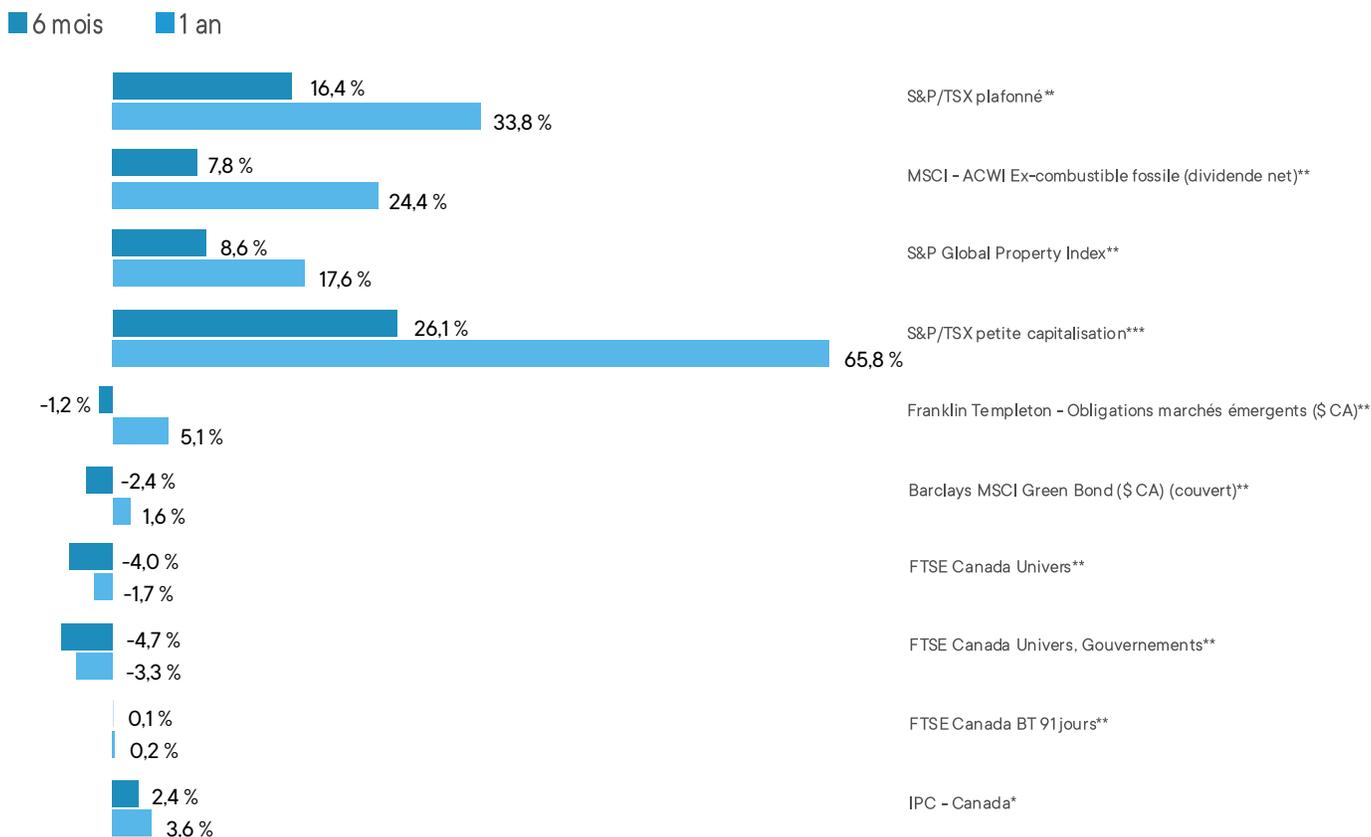
Le secteur financier doit saisir cette opportunité. Cette crise est une occasion d'accélérer les transformations qui avaient déjà été identifiées comme étant cruciales avant la récession. Elle a également montré que les entreprises sont beaucoup plus agiles qu'elles ne le pensaient au départ ; les plus résistantes sont celles qui s'inscrivent dans le cadre du développement durable et qui ont une vision large des opportunités et des risques, y compris des aspects environnementaux et sociaux. Les propriétaires d'actifs exigent donc des stratégies d'investissement plus durable, car ils attendent plus de rendement de ces investissements.

Il s'agit d'un changement radical par rapport aux années précédentes où se soucier de l'impact social et environnemental signifiait devoir faire un compromis sur les rendements financiers. Aujourd'hui, la situation est complètement inversée : ne pas prendre en considération les aspects sociaux ou environnementaux équivaldrait à mettre à risque ses futurs rendements financiers.

À l'heure où l'espoir d'un large déconfinement semble poindre, il faudra donner du sens à l'argent investi dans la relance à venir. En effet, si les gouvernements ont réagi rapidement pour soutenir les citoyens, les travailleurs et les entreprises directement affectés par la crise, c'est collectivement que nous devons maintenant travailler pour mettre en place les bases d'une économie transformée, résiliente et innovante. Pour y parvenir, il sera nécessaire de faire émerger un consensus positif autour de ce grand projet collectif et que tous se mobilisent pour que cette nouvelle économie devienne une réalité. Fondation est plus que jamais convaincu que l'économie doit profondément s'adapter, afin de mieux répondre aux besoins d'un nombre croissant de personnes tout en respectant les limites de la planète.

Performance des marchés financiers

Voici les rendements générés par quelques indices de référence au cours des périodes de six mois et un an en date du 31 mai 2021.



* IPC d'ensemble pour le Canada, non désaisonné, publié par Statistique Canada

** AON Hewitt inc.

*** Bloomberg

Les marchés financiers ont connu une forte croissance au cours des 12 derniers mois. À titre indicatif, l'indice S&P/TSX plafonné qui suit la capitalisation boursière des plus importantes sociétés canadiennes dont les titres sont négociés à la Bourse de Toronto a connu une progression de 33,8% durant cette période. L'indice S&P/TSX petite capitalisation qui suit la capitalisation boursière des plus importantes sociétés canadiennes de petites capitalisations dont les titres sont négociés à la Bourse de Toronto a connu une progression de 65,8% durant cette période.

Analyse de la performance financière par la direction

Résumé de la mission

Fondation est un fonds d'investissement entièrement et résolument engagé en faveur du développement durable, et ce, depuis son démarrage, il y a maintenant un peu plus de 25 ans.

En tant que fonds de travailleurs, Fondation stimule et recueille une épargne régulière en vue de la retraite auprès d'un large nombre de travailleuses et travailleurs, syndiqués ou non, et de la population en général. En rendant accessible une épargne-retraite peu coûteuse, Fondation aspire à contribuer à l'amélioration des conditions financières à la retraite d'un nombre grandissant de Québécois.

Fondation investit les épargnes recueillies dans des entreprises québécoises afin de contribuer au maintien et à la création d'emplois, ainsi qu'au développement d'une économie plus équitable, plus inclusive, plus verte et plus performante. En soutenant les entreprises de tous les secteurs qui sont engagées dans le développement durable, Fondation génère de la croissance pour les entreprises, un rendement financier pour les actionnaires et des retombées positives pour la société.

Plusieurs valeurs déterminent les modes de gouvernance, de gestion et de fonctionnement du Fonds. Parmi celles-ci se trouvent l'intégrité, le respect, l'authenticité, l'audace et l'engagement.

Objectifs et principales stratégies de gestion

Fondation se distingue par une vision globale où les fonctions de cueillette d'épargne, de dialogue social et d'investissement dans les entreprises, fonds et projets sont les trois fondements opérationnels de sa pertinence et de son impact. Précurseur en développement durable, Fondation mobilise son expertise, ses valeurs et sa force économique au service de la transformation positive de l'économie québécoise.

Ayant célébré cette année son 25^e anniversaire, Fondation a comme orientation de préparer l'avenir. C'est ainsi que Fondation a réalisé et complété au cours du dernier exercice financier un vaste exercice de planification stratégique avec la participation de l'ensemble de ses parties prenantes. Ce plan ambitieux devrait lui permettre d'accélérer sa croissance, améliorer son efficacité et augmenter son impact tout en améliorant ses outils de mesure en matière de performance extrafinancière. Dans ce même esprit au cours du dernier exercice, Fondation a posé les bases d'une

transformation numérique de ses activités, a modifié sa structure organisationnelle afin de favoriser l'imputabilité, l'efficacité et la collaboration, tout en révisant sa gouvernance à la lumière des meilleures pratiques.

Fondation offre aux travailleuses et aux travailleurs québécois un produit d'épargne performant, qui leur permet de donner du sens à leur argent tout en accumulant du capital pour leur retraite. Pour rendre cette épargne plus accessible, Fondation s'appuie principalement sur un réseau de personnes militantes, présentes dans les lieux de travail, qui sensibilisent leurs collègues à l'importance d'épargner pour la retraite et qui font connaître Fondation, dans toutes les régions du Québec. L'épargne systématique est particulièrement encouragée, par le biais de la retenue sur le salaire, offerte dans un grand nombre de milieux de travail, ainsi que par le débit préautorisé.

Dans ses investissements, Fondation se distingue par sa stratégie, entièrement axée sur la finance durable et par son approche positive face aux enjeux de société. Un diagnostic de performance globale est réalisé avant chaque investissement, un accompagnement est offert aux entreprises désireuses d'améliorer leurs pratiques et Fondation privilégie les entreprises, fonds et projets ayant des retombées sociétales positives, notamment en lien avec les quatre dimensions de la transformation positive, soit une économie plus équitable, inclusive, verte et performante.

Fondation s'assure de respecter le seuil minimal d'investissements (« Norme d'investissement » ou « Norme ») fixé par la loi l'ayant constitué. Partenaire de l'économie sociale, le Fonds soutient des approches collectives de propriété et de gestion. Une saine diversification est recherchée quant aux secteurs d'activité, aux stades d'évolution des entreprises ainsi qu'en ce qui concerne les produits utilisés.

Le portefeuille des autres investissements vise à compléter l'actif de manière à optimiser la relation rendement-risque de l'ensemble du Fonds sur un horizon de dix ans. Des efforts particuliers sont consacrés à diminuer le risque de rendement négatif à court terme. Fondation exige de ses conseillers en valeurs externes qu'ils intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») dans leurs processus de placement. De plus, l'exclusion des titres d'entreprises détenant des réserves d'énergie fossile, les efforts pour réduire l'empreinte carbone et l'ajout d'obligations vertes sont des exemples de l'application des principes du développement durable à ce portefeuille.

Gestion des risques

Gouvernance

Fondation dispose d'une ligne directrice en matière de gouvernance, recommandée par le comité de gouvernance et d'éthique et adoptée par le conseil d'administration. En plus d'établir les rôles et responsabilités du conseil d'administration, elle vise à apporter des précisions, entre autres, sur la composition et l'indépendance du conseil, ainsi que sur l'évaluation périodique de sa performance et à réaffirmer l'engagement des membres en vertu du code d'éthique et de conduite de Fondation. La ligne directrice en matière de gouvernance fait également état des dispositions à prendre lors de l'élection ou de la désignation des membres, de la *Politique de jetons de présence et de remboursement de dépenses des membres du conseil d'administration et des comités*, de même que des processus de formation continue.

De façon générale, le rôle du conseil d'administration est de déterminer les choix stratégiques de Fondation, de gérer toute question nécessaire au bon fonctionnement de ses activités et de contrôler et vérifier tous les points qu'il estime devoir surveiller. Les politiques, le budget annuel et les orientations stratégiques de Fondation sont donc adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et s'assure de recevoir une reddition de compte adéquate de la direction.

Afin de faciliter l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, d'assurer un suivi plus régulier à certaines activités et de voir à l'application de codes, de normes ou de politiques, le conseil d'administration a mis en place plusieurs comités. Ces derniers ont le pouvoir de décider ou de formuler des recommandations au conseil. Les comités sont composés de membres du conseil d'administration, et, le cas échéant, de membres externes reconnus pour leur expertise.

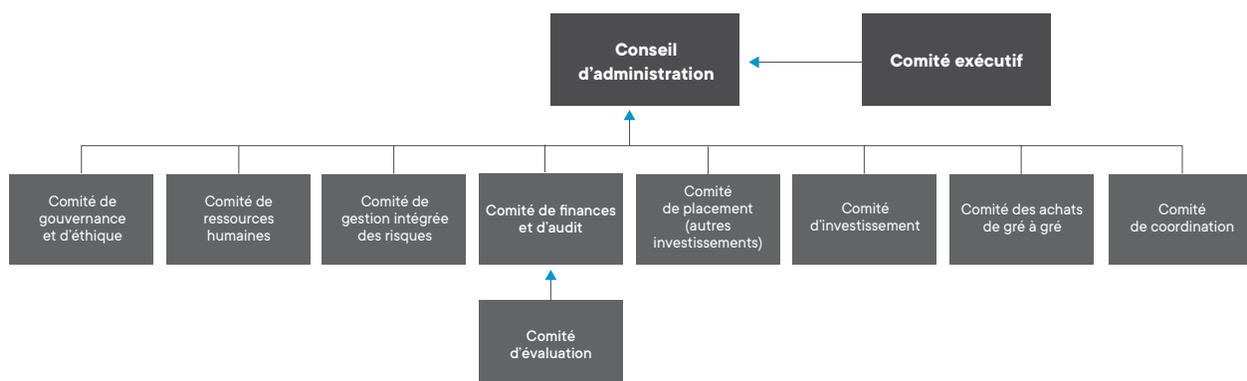
Comité de gouvernance et d'éthique: le comité est composé exclusivement de membres du conseil d'administration. Ils sont au nombre de trois et ils ne peuvent délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes. Le comité a pour mandat de s'assurer que Fondation maintient les bonnes pratiques en matière de gouvernance et d'éthique, et qu'il en fait rapport au conseil. Il est aussi responsable de revoir la structure, la composition, l'évaluation et le fonctionnement du conseil et de ses comités.

Comité de ressources humaines: le comité est composé exclusivement de membres du conseil d'administration. Ils sont au nombre de trois et ils ne peuvent délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes. Le comité a pour mandat de maintenir les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines. Il est responsable d'examiner les orientations et stratégies en cette matière, notamment en ce qui a trait à la nomination de la présidence-direction générale, l'évaluation du rendement de la présidence-direction générale et de la direction, leur rémunération, la planification de la relève et les pratiques générales de ressources humaines.

Comité de gestion intégrée des risques: le comité est composé de trois membres du conseil désignés par le conseil d'administration. Le comité a pour mandat de s'assurer que Fondation a un cadre de gestion des risques qui prend en compte une vue intégrée et globale de l'ensemble des risques auxquels fait face l'organisation eu égard à ses activités. Le comité a aussi pour mandat de veiller à ce que des politiques et des systèmes de contrôle efficaces soient en place. Ces politiques et systèmes de contrôle doivent viser à maintenir à un niveau approprié les risques réputationnels, les risques d'affaires ainsi que les risques opérationnels, dont ceux en matière technologique, de sécurité de l'information et de cybersécurité de Fondation.

Comité de finances et d'audit: le comité est composé de trois membres du conseil désignés par le conseil d'administration. La majorité des membres qui composent le comité doivent être des membres indépendants. Aucun employé ou dirigeant de Fondation ne peut être membre du comité. Le comité doit compter parmi ses membres, une ou des personnes détenant un titre professionnel (CPA ou équivalent) ou une expertise en matière de comptabilité financière (ci-après, membres « indépendants qualifiés »). Le comité a pour mandat de s'assurer que Fondation a un cadre de contrôle adéquat et rigoureux en matière de comptabilité et de gestion financière. Il veille notamment aux budgets et au processus de planification budgétaire. Il exerce une surveillance du processus d'information financière et de la communication de cette information, des travaux de l'auditeur indépendant et des mandats visant l'audit interne des activités lorsqu'il le juge approprié. Il veille à l'efficacité des contrôles internes ainsi qu'à la conformité avec les lois et les règlements. Il examine également la gestion des risques financiers, l'information financière, l'appétit pour le risque et s'assure que la répartition d'actifs adoptée par le conseil est respectée et optimisée. Finalement, il examine la rémunération de l'auditeur indépendant et s'assure d'un processus d'approbation pour les services non liés à l'audit fournis par l'auditeur indépendant.

L'organigramme suivant présente les comités créés par le conseil d'administration.



Rapports financiers

Comité d'évaluation: le comité est composé de trois membres désignés par le conseil d'administration dont un est désigné parmi les membres du conseil d'administration et deux sont des membres externes possédant une expertise à titre d'évaluateurs qualifiés indépendants au sens de la réglementation applicable. Le comité a pour mandat d'agir à titre consultatif pour le conseil d'administration dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur des investissements en capital de développement réalisés par Fondation.

Comité de placement (autres investissements): le comité est composé de trois membres désignés par le conseil d'administration dont deux sont désignés parmi les membres du conseil d'administration et un est un membre externe. Aucun employé ou dirigeant de Fondation ne peut être membre du comité. Le comité doit compter parmi ses membres une ou des personnes ayant une expertise pertinente en placement. Le comité a pour mandat de surveiller l'application de la *Politique de placement (autres investissements)* de Fondation et de la *Politique d'investissement pour les actions d'entreprises québécoises publiques (EQP)*. Il veille notamment à leur respect et au suivi. Il exerce une surveillance de la gestion des mandats confiés aux conseillers et gestionnaires externes en valeurs mobilières, évalue leurs performances, examine et fait le suivi des portefeuilles incluant celui dans les entreprises québécoises publiques (EQP) et procède à la révision de leur mandat. Dans le respect de la répartition d'actif établie, il examine au besoin, l'ajout de gestionnaires externes ou la nécessité de modifier ou de terminer les mandats en cours et autorise ou retire les mandats des conseillers et gestionnaires externes.

Comité d'investissement: le comité est composé de trois membres permanents et six membres sectoriels. Tous les membres sont désignés par le conseil d'administration, dont un est membre du conseil d'administration. Les trois membres permanents sont convoqués à toutes les réunions. Ils siègent uniquement à trois pour l'autorisation d'investissements ou de réinvestissements où le cumulatif au coût par émetteur est de 3 M\$ et moins. Deux des six membres sectoriels sont convoqués pour s'ajouter aux membres permanents pour l'autorisation d'investissements ou de réinvestissements où le cumulatif au coût par émetteur est supérieur à 3 M\$, et ce, jusqu'à 20 M\$, ainsi que pour la recommandation pour approbation au conseil d'administration d'investissements de plus de 20 M\$. Les deux membres sectoriels sont choisis en fonction des expertises pertinentes au dossier à l'étude. Périodiquement, l'ensemble des membres du comité d'investissement participe à une rencontre visant à faire le point sur les activités d'investissement.

Tout membre du comité peut en tout temps demander que toute question qu'il juge importante soit transmise au conseil plutôt que d'être traitée par le comité.

La présidence-direction générale peut également en tout temps demander qu'un investissement soit soumis au conseil d'administration pour autorisation.

Ce comité a débuté son mandat au mois de janvier 2021. Du 1^{er} juin 2020 au 31 décembre 2020, le comité exécutif autorisait les investissements de 5 M\$ et moins et le conseil d'administration, les investissements dont le montant cumulatif excédait 5 M\$.

Comité des achats de gré à gré: composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité

est responsable de l'application de la politique d'achat de gré à gré et de la politique de transfert des actions ou des fractions d'action de catégorie A.

Comité de coordination: le comité est composé des personnes qui occupent les fonctions suivantes: la présidence et la vice-présidence du conseil d'administration, de même que des présidences des comités suivants: Finances et audit, Gouvernance et éthique, Ressources humaines et Gestion intégrée des risques.

Ce comité coordonne l'action des instances de gouvernance dans le cadre de situations particulières, complexes ou nécessitant une intervention rapide en vertu des mandats qui lui sont confiés à l'occasion par le conseil d'administration. Il coordonne également les plans d'action avec les situations particulières à la demande du conseil d'administration.

Comité exécutif: composé du président du conseil d'administration, du président-directeur général et de trois autres membres du conseil d'administration, ce comité exerce les pouvoirs et responsabilités du conseil d'administration entre les réunions du conseil.

D'autres comités, à caractère plus opérationnel, participent à la gestion des différents risques auxquels Fondation est exposé, dont:

Comité de direction: présidé par la présidente-directrice générale et regroupant les vice-présidences, ce comité dirige les activités de manière à assurer la réalisation de la mission de l'organisation, l'atteinte des objectifs prioritaires et le suivi des résultats. Il a notamment pour fonctions de débattre des choix stratégiques et formuler des recommandations au conseil d'administration, voir à une allocation optimale des ressources, gérer le portefeuille de projets, favoriser la collaboration entre les équipes et assurer la circulation de l'information au sein de l'entreprise.

Comité de gestion: présidé par la présidente-directrice générale et composé de l'ensemble des vice-présidences et des directions de l'organisation, le comité de gestion est le lieu privilégié de consultation et de réflexion en amont des décisions stratégiques. Il favorise la collaboration entre les équipes ainsi que la circulation de l'information au sein de l'entreprise. Il a également pour fonctions d'effectuer un suivi régulier de l'évolution du plan d'exécution.

Stratégies

Fondation a adopté une approche globale de gestion des risques. La *Politique de gestion intégrée des risques* adoptée par le conseil d'administration du Fonds précise que l'objectif de la gestion des risques est de donner l'assurance raisonnable que les risques encourus n'excèdent pas les seuils acceptables. S'adressant à l'ensemble des employés et dirigeants ainsi qu'à tous les secteurs d'activité, cette politique réitère la responsabilité de chacun dans la gestion des risques qui les concernent. Enfin, la politique rappelle le rôle central du conseil d'administration en ce qui concerne l'adoption et le suivi de la *Politique de gestion intégrée des risques* ainsi que de la tolérance aux risques de Fondation.

Note :

Les sections suivantes, intitulées *Risque de marché*, *Risque de crédit et de contrepartie*, *Risque de concentration* et *Risque de liquidité*, font partie intégrante des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2021 qui ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Elles doivent être lues conjointement avec ces états financiers audités pour obtenir un portrait complet des informations rendues disponibles au sujet de la gestion des risques financiers. Ces sections visent à fournir des informations complémentaires sur les risques découlant des instruments financiers utilisés par Fondation et les mesures mises en place pour gérer ces risques, conformément à l'IFRS 7 - *Instruments financiers : informations à fournir* du Manuel de CPA Canada.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que Fondation subisse une perte financière en raison de l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs éléments de conjoncture. Le risque de marché inclut trois principaux types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

Fondation tient compte de ces risques dans le choix de sa répartition globale d'actifs. Plus spécifiquement, il en atténue les effets par une diversification de ses actifs entre plusieurs marchés financiers (obligations, investissements directs dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, les marchés boursiers, etc.), différents produits dont les profils de risque varient (titres participatifs, à revenu fixe ou à rendement absolu, etc.), ainsi qu'entre les secteurs d'activité (consommation discrétionnaire et biens de consommation de base, industries, technologies de l'information, communications et santé, immobilier et services aux collectivités et autres).

Les investissements en capital de développement étant par nature concentrés au Québec, le Fonds recherche une certaine diversification géographique en négociant une portion des autres investissements (placements) sur les marchés mondiaux. Cette diversification représente 28,7 % de l'actif net au 31 mai 2021 (30,3 % au 31 mai 2020).

Enfin, en investissant régulièrement chaque année, tant directement dans les entreprises que dans les fonds partenaires ou spécialisés, Fondation diminue l'impact des variations de conjoncture sur le prix payé à l'entrée dans les dossiers de capital de développement de sorte que le rendement obtenu à la sortie repose sur la valeur réelle ajoutée.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a une incidence directe sur la juste valeur des titres à échéance déterminée dans le portefeuille des autres investissements. Ce risque est atténué par une gestion active du portefeuille par laquelle la répartition des échéances des obligations est régulièrement révisée en fonction de l'anticipation du mouvement des taux d'intérêt. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour protéger la valeur du portefeuille ou profiter des fluctuations des taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les résultats du Fonds, avant impôts, d'une augmentation ou d'une baisse immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille d'obligations détenu en date des 31 mai 2021 et 2020.

Sensibilité des résultats à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire

Impact sur le résultat avant impôts (en millions de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
Hausse de 1 % des taux d'intérêt	- 45,4	- 32,3
Baisse de 1 % des taux d'intérêt	+ 45,3	+ 33,1

Le rendement généré par d'autres actifs pourrait aussi être influencé par une variation des taux d'intérêt, notamment le rendement des actions non participantes, des prêts et des avances consentis aux entreprises du portefeuille des investissements en capital de développement. L'impact de cette variation sur la juste valeur serait cependant tributaire d'autres facteurs, dont le risque de crédit, rendant moins pertinente une analyse de sensibilité reliée à cette seule variable pour ces actifs. Fondation a donc fait le choix de ne pas présenter d'analyse de sensibilité à cet égard puisque plusieurs contrats de prêts et avances consentis comportent des clauses d'ajustement périodique de taux d'intérêt, notamment lorsqu'ils sont consentis pour des périodes à long terme.

Par conséquent, il est important de noter que dans la mesure où Fondation conserve ces actifs jusqu'à leur échéance, les variations des taux d'intérêt du marché n'auront pas d'impact significatif sur le rendement à terme. À titre indicatif, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,50\%$ entraînerait une variation de la juste valeur peu significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Risque de devise

Les fluctuations du taux de change affectent la valeur des titres libellés en devises étrangères que peut détenir Fondation, ainsi que celle des parts de fonds communs qui, bien que libellés en dollars canadiens, peuvent détenir des titres en devises étrangères se rapportant à des marchés internationaux. La gestion de ces fonds communs est confiée à des conseillers en valeurs externes dont certains ont la possibilité de couvrir leurs différents risques de devises, cette décision pouvant constituer une source de valeur ajoutée. En accord avec la *Politique de gestion des devises* adoptée par le conseil d'administration, Fondation utilise des produits dérivés pour couvrir de manière plus ou moins importante selon les circonstances, l'exposition du Fonds au dollar américain, diminuant ainsi la sensibilité des résultats aux variations de cette devise. Fondation est peu exposé aux risques de fluctuations d'autres devises étrangères, écartant ainsi la nécessité d'élargir la portée des opérations de couverture à ces autres devises.

Au 31 mai 2021, une variation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur le portefeuille détenu directement ou indirectement par le Fonds en devise américaine aurait affecté les résultats avant impôts de 9,6 M\$, à la hausse comme à la baisse (6,9 M\$ au 31 mai 2020). Ce calcul tient compte des outils de couverture en place aux 31 mai 2021 et 2020, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée.

Rapports financiers

Risque lié aux marchés boursiers

Parce qu'une partie des actifs de Fondation se négocie sur différents marchés boursiers, allant des entreprises québécoises publiques aux actions mondiales de grandes sociétés, la volatilité de ces marchés boursiers influence donc la valeur des actions du Fonds. Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % du cours de tous les titres cotés en Bourse détenus directement ou indirectement par le Fonds au 31 mai 2021, aurait augmenté ou diminué ses résultats avant impôts de 93,6 M\$, comparativement à 69,4 M\$ au 31 mai 2020. Cette hausse est proportionnelle à la croissance de l'actif net de Fondation au cours de l'exercice qui a atteint 30,7%.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille des investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tient compte des conditions du marché, tels que la croissance économique et les écarts de crédit à la date d'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet d'une de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée par Fondation comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats.

Fondation est d'avis qu'une analyse de sensibilité au risque lié aux marchés boursiers sur le prix des titres privés de son portefeuille d'actions des investissements en capital de développement ne serait pas représentative du risque inhérent à cet instrument financier.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie correspond à la possibilité de subir des pertes financières découlant de l'incapacité d'une entreprise, d'un émetteur ou d'une contrepartie d'honorer ses engagements financiers envers Fondation. Ce risque est particulièrement présent dans le portefeuille des investissements en capital de développement puisque l'évolution des entreprises et des fonds partenaires ou spécialisés dans lesquels Fondation investit est sujette à différents risques qui peuvent les empêcher de respecter leurs engagements. Au nombre de ceux-ci, notons l'évolution du cycle économique, le risque d'exploitation, la volatilité des marchés financiers, les risques technologiques et l'introduction, la modification ou l'abolition de mesures législatives ou réglementaires.

L'adéquation des critères d'analyse et de sélection, la qualité de l'accompagnement des entreprises dans leur évolution, ainsi que la constance du suivi des investissements directs en entreprise et des fonds partenaires ou spécialisés sont les facteurs clés qui contribuent à atténuer ce risque pour chacun des investissements. La diversification du portefeuille par secteur d'activité, par stade de développement, et ce, au sein de différentes entreprises, contribue également à diminuer la volatilité liée au risque de difficultés financières dans le portefeuille des investissements. Le Fonds n'a que très rarement recours à la prise de garanties pour sécuriser ses investissements en capital de développement. La présence d'une garantie disqualifie un investissement aux fins du calcul de la Norme d'investissement décrite ultérieurement dans ce rapport.

Une cote de risque interne est systématiquement attribuée à chacun des investissements en capital de développement puis révisée périodiquement par la suite. Les cotes de 1 à 4

constituent une gradation d'un niveau de risque à l'intérieur de ce qui est perçu comme acceptable. La cote 5 est attribuée aux entreprises dont le risque est plus élevé à cause des défis et difficultés qu'elles traversent ou parce qu'elles se situent à un tournant de leur développement. Les cotes 6 et 7 qualifient les entreprises dont la situation financière est précaire ou qui sont en situation d'insolvabilité. Au 31 mai 2021, la valeur des entreprises bénéficiant d'une cote de 1 à 4 représente 90,5 % du portefeuille des investissements en capital de développement alors qu'au 31 mai 2020, elle en constituait 87,8 %. La baisse qui avait été observée au cours du deuxième semestre de l'exercice précédent était directement attribuable au contexte particulier lié à la pandémie de la COVID-19 qui prévalait alors, générant ainsi un niveau d'incertitude plus élevé pour certains secteurs de l'économie. Le niveau d'incertitude s'est depuis généralement quelque peu atténué.

Répartition des investissements en capital de développement (incluant les engagements, garanties et cautionnements) par cote

(en millions de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
Cotes 1 à 4	1 755,8	1 332,1
Cote 5	184,6	184,9
Cotes 6 et 7	—	—
Total	1 940,4	1 517,0

En ce qui concerne le portefeuille des autres investissements, Fondation ne transige qu'avec des contreparties de bonne qualité, principalement de grandes banques canadiennes. La *Politique de placement (autres investissements)* limite l'exposition par émetteur et par secteur dans le portefeuille obligataire, en plus d'imposer des normes minimales de cotes de crédit. La cote de crédit d'un titre est déterminée selon la méthodologie de l'indice de référence. On entend par cote de crédit l'évaluation d'un titre de dette émise par *Dominion Bond Rating Service* (« DBRS »), *Standard & Poor's* (« S&P ») ou *Moody's*.

Advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par deux agences de notation, l'évaluation la plus basse sera considérée. Par ailleurs, advenant le cas où des cotes de crédit aient été émises par les trois agences de notation, l'évaluation majoritaire de la cote de crédit sera considérée ou si toutes les évaluations sont différentes, l'évaluation médiane sera considérée.

Au 31 mai 2021, la répartition présentée ci-dessous regroupe le portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments de marché monétaire et elle est conforme à la *Politique de placement (autres investissements)*. Ce portefeuille est constitué à 93,6 % d'actifs cotés A ou mieux (93,5 % au 31 mai 2020).

Rapports financiers

Répartition du portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments du marché monétaire par cote de crédit

(en millions de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
AAA	42,2	40,3
AA	102,7	103,8
A	91,6	82,3
BBB	16,3	15,8
Total	252,8	242,2

Risque de concentration

Le risque de concentration correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des engagements financiers de Fondation soit attribuable à une seule entreprise, à un seul produit financier ou à un seul secteur économique ou géographique, ce qui pourrait rendre Fondation vulnérable aux difficultés de cette entreprise, de ce produit ou de ce secteur.

La section *Risque de marché* présentée précédemment fait déjà état des efforts de Fondation pour diversifier son actif entre différents marchés financiers, produits, secteurs d'activité, ainsi que la diversification géographique au sein du portefeuille des autres investissements. Le tableau suivant présente le poids en pourcentage de l'actif net de Fondation, des cinq participations les plus importantes de chacun des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements.

Concentration par émetteur

(en % de l'actif net)	31 mai 2021	31 mai 2020
Poids des cinq plus importantes participations du portefeuille des investissements en capital de développement	13,7%	12,4%
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements	24,1%	25,6%

Du côté des investissements en capital de développement, 14,9% des sommes investies au 31 mai 2021 dans les cinq principaux émetteurs étaient investies dans des sociétés qui sont elles-mêmes diversifiées entre plusieurs investissements ou actifs immobiliers (16,1% au 31 mai 2020). Puisque les déboursés reliés aux engagements liés à ces investissements peuvent généralement s'étaler sur un horizon de cinq à dix ans, Fondation les exclut de ces calculs afin de ne pas fausser l'analyse présentée.

Les cinq plus importants émetteurs du portefeuille des autres investissements ne sont pas garantis par les gouvernements en date du 31 mai 2021 et du 31 mai 2020.

Risque de liquidité

Ce risque se rapporte à la capacité de Fondation d'effectuer des déboursements au fur et à mesure que ceux-ci sont requis sans devoir recourir à des méthodes coûteuses et inopportunes.

Les principales sorties de fonds pouvant être requises concernent les investissements en capital de développement, particulièrement les déboursements liés aux sommes engagées, le paiement des charges, ainsi que l'achat de gré à gré et le rachat des actions détenues par les actionnaires.

Fondation dispose des actifs liquides requis pour faire face à ses engagements, d'autant plus qu'année après année, exception faite de l'exercice terminé le 31 mai 2020, les nouvelles émissions de capital demeurent supérieures aux rachats et que le Fonds n'a aucune dette à long terme. La composition du portefeuille des autres investissements constitue une protection puisqu'on y retrouve essentiellement des titres liquides: encaisse, marché monétaire, obligations et titres cotés. Le portefeuille des investissements en capital de développement («ICD») contient également certains titres cotés liquides. Au 31 mai 2021, les titres liquides des deux portefeuilles, incluant l'encaisse et les équivalents de trésorerie, totalisaient 59,5% de l'actif net (58,1% au 31 mai 2020).

Fondation a également à sa disposition une marge de crédit de 5,5 M\$ lui permettant de faire face aux besoins temporaires de liquidité immédiate. Cette marge n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés le 31 mai 2021 et 2020.

Risque opérationnel

Ce risque correspond au risque d'encourir des pertes financières directes ou indirectes découlant de la défaillance notamment des ressources humaines de Fondation, de ses procédures opérationnelles, de ses systèmes, ou découlant d'événements externes comme des vols, des fraudes, de la cybercriminalité ou des sinistres ou pandémies. Ce risque est atténué par les politiques, directives et procédures mises en place, l'amélioration des systèmes d'information, de gestion et de contrôle, la compétence du personnel et le maintien d'une culture d'intégrité. La participation à des fonds partenaires ou spécialisés, ainsi que le recours à des conseillers en valeurs externes qualifiés ont pour effet de diversifier les responsabilités liées à la gestion des actifs, contribuant à atténuer ce risque.

Soulignons que Fondation assure lui-même la gestion de ses actifs et est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. De plus, Fondation est assujéti à différentes lois, normes et réglementations de même qu'à certaines obligations spécifiques liées à son statut de fonds de travailleurs.

Risques associés à la cybersécurité

Les risques associés à la cybersécurité auxquels font face le Fonds, les fournisseurs de services et les actionnaires ont augmenté au cours des dernières années en raison de la prolifération des cyberattaques ciblant les ordinateurs, les systèmes informatiques, les logiciels, les données et les réseaux. Les effets potentiels des cyberattaques comprennent le vol ou la perte de données, l'accès non autorisé à des renseignements personnels et commerciaux et la divulgation de ces renseignements, l'interruption du service, les coûts de remise en état, la hausse des coûts associés à la cybersécurité, la perte de revenus, des litiges et l'atteinte à la réputation pouvant avoir une incidence importante sur le Fonds. Fondation surveille de manière continue les menaces à la sécurité

Rapports financiers

de ses systèmes informatiques et met en place des mesures pour gérer ces menaces.

Risques externes

Fondation reconnaît également être exposé à différents risques externes sur lesquels son contrôle est plus limité. Parmi ces risques nous retrouvons notamment la conjoncture économique et la concurrence, ainsi que la réglementation, qu'il s'agisse de la *Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi* («Loi constituant Fondation»), de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la réglementation en valeurs mobilières et des normes comptables.

Fondation maintient une veille sur ces aspects et incorpore une analyse de l'environnement externe à son processus annuel de planification stratégique.

Norme publiée, mais non encore entrée en vigueur

À la date d'approbation de ces états financiers, une nouvelle norme publiée par l'*International Accounting Standards Board* («IASB») devant entrer en vigueur ultérieurement est susceptible d'être pertinente pour les états financiers de Fondation.

Un amendement à la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, publiée en janvier 2020, concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Fondation n'a pas commencé l'évaluation des incidences de l'application de cet amendement. Celui-ci entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2023.

Résultats d'exploitation

Rendement annuel brut par type d'activités et catégorie d'actifs

Exercices terminés les	31 mai 2021			31 mai 2020		
	Actif pondéré sous gestion (M\$)	Pondération %	Rendement %	Actif pondéré sous gestion (M\$)	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds partenaires ou spécialisés	1 028,4	44,4	19,4	990,7	43,7	4,2
Titres cotés	238,8	10,3	89,8	221,0	9,8	-0,6
	1 267,2	54,7	32,6	1 211,7	53,5	3,3
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	482,2	20,8	0,5	465,5	20,5	5,1
Actions et autres titres	568,5	24,5	31,0	588,8	26,0	14,7
	1 050,7	45,3	17,0	1 054,3	46,5	10,4
Rendement brut			25,5			6,6

Le rendement brut généré par les actifs sous gestion s'est élevé à 25,5% durant l'exercice, comparativement à 6,6% au cours de l'exercice précédent. Ce rendement, supérieur à l'exercice précédent, est attribuable aux rendements plus élevés générés par le portefeuille d'investissements en capital de développement et le portefeuille des autres investissements.

Investissements en capital de développement

Les investissements en capital de développement (ICD), au cœur de la mission de Fondation, sont axés sur l'activité économique réelle des PME québécoises et sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises cotées et non cotées, ainsi que de fonds partenaires ou spécialisés. Ces investissements se composent principalement de prêts généralement non garantis, d'actions et de parts dans des fonds permettant une saine diversification du portefeuille.

Les ICD ont généré un rendement brut de 32,6% pour l'exercice, comparativement à 3,3% pour la même période l'année précédente. Bien que le succès boursier d'un des investissements en particulier ait généré un rendement exceptionnel au cours du semestre, il ressort de cela que l'ensemble des catégories d'investissement de tous les secteurs dans lesquels Fondation a investi a contribué à cette bonne performance. De façon plus spécifique, cette augmentation du rendement s'explique par :

- ▶ la hausse du rendement brut des titres privés et fonds partenaires ou spécialisés a atteint 19,4% au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2021, par rapport à 4,2% durant la même période l'année dernière; et
- ▶ la hausse du rendement brut généré par les titres cotés qui s'établit à 89,8% au cours de l'exercice, par rapport à -0,6% généré au cours de l'exercice précédent. Cette catégorie d'investissement est principalement composée de titres plus volatils détenus dans des entreprises québécoises publiques qui ont généré un rendement exceptionnel dans une période de forte hausse. À titre de comparatif, soulignons que l'indice S&P/TSX petite capitalisation qui suit la capitalisation boursière des plus importantes sociétés

canadiennes de petites capitalisations dont les titres sont négociés à la Bourse de Toronto, a connu une progression de 65,8% durant cette période.

Autres investissements

Les autres investissements sont principalement composés des portefeuilles d'obligations, d'actions et de divers fonds canadiens et mondiaux, ainsi que du marché monétaire et des instruments financiers dérivés. Ils permettent de diversifier le portefeuille des investissements en capital de développement tout en assurant la disponibilité des liquidités nécessaires au maintien des activités du Fonds.

Les autres investissements ont généré un rendement brut de 17,0% au cours de l'exercice, comparativement à un rendement brut de 10,4% pour la même période de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par :

- ▶ la hausse du rendement brut généré par les actions et autres titres qui s'établit à 31,0% pour l'exercice terminé le 31 mai 2021, comparativement à un rendement brut de 14,7% durant l'exercice précédent. La hausse provient majoritairement des fonds investis en actions tous pays qui ont bien performé, surpassant même de façon importante l'indice de référence;

compensée en partie par :

- ▶ la baisse du rendement brut généré par les titres à revenu fixe incluant des obligations et des dettes de marchés émergents. Le rendement brut généré dans cette catégorie d'actifs a atteint 0,5% pour l'exercice terminé le 31 mai 2021, comparativement à 5,1% au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont principalement constituées des frais encourus afin d'assurer le service aux actionnaires, incluant les activités de souscription et de registrariat, des frais reliés au processus d'investissement dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, à l'accompagnement et au suivi de ceux-ci, des frais relatifs à la gestion des autres investissements, ainsi que des frais reliés à l'administration et à la gouvernance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2021, les charges opérationnelles ont totalisé 57,3 M\$, comparativement à 68,0 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020. Cette diminution de 10,7 M\$ s'explique principalement par :

- ▶ une diminution de 5,3 M\$ des honoraires des gestionnaires externes à la suite d'une diminution des primes à la performance payées directement à certains de ceux-ci;
- ▶ une diminution des frais d'occupation et loyer de 3,1 M\$ expliquée par la suspension du projet de reconstruction du bâtiment lors de l'exercice précédent qui avait entraîné la passation en charge des coûts associés à un loyer temporaire; et,
- ▶ une diminution de 1,8 M\$ des frais de fonctionnement principalement liée aux circonstances exceptionnelles dans lesquelles s'est déroulé l'exercice, qui ont rendu difficile la tenue d'activités en milieu de travail par les responsables Fondation et réduit substantiellement les déplacements et autres frais connexes.

Le ratio des charges opérationnelles, calculé conformément au mode de calcul prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, se situe à 2,06 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2021, comparativement à 2,93 % pour l'exercice précédent. La diminution est attribuable à la baisse des charges opérationnelles dans un contexte de croissance importante de l'actif net de Fondation au cours de l'exercice.

Évolution du portefeuille global d'actifs sous gestion

Investissements en capital de développement

Chacun des investissements de Fondation vise à promouvoir, soutenir et encourager le développement durable en privilégiant les investissements qui ont des retombées sociétales importantes. Parmi ceux-ci, Fondation s'est engagé auprès du gouvernement du Québec, en contrepartie du maintien de la bonification du taux du crédit d'impôt consenti à ses actionnaires, à investir sur une période de trois ans débutant le 1^{er} juin 2018, un minimum de 100 M\$ dans des projets, des fonds ou des entreprises, qui contribuent plus spécifiquement à :

- ▶ la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles;
- ▶ rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale; et,

- ▶ la réussite des stratégies de développement des créneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

Au 31 mai 2021, soit à la fin de la période de trois ans prévue, Fondation a dépassé de façon importante cet objectif d'investissement.

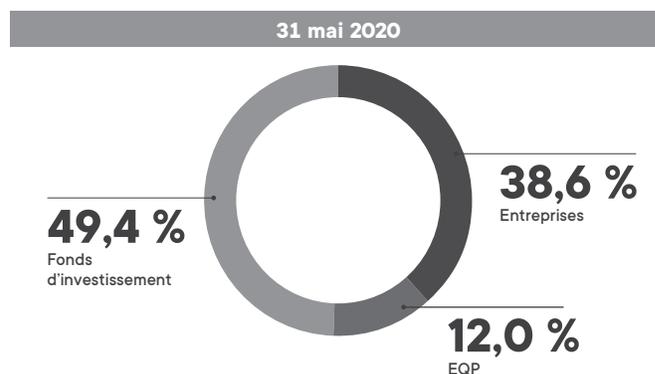
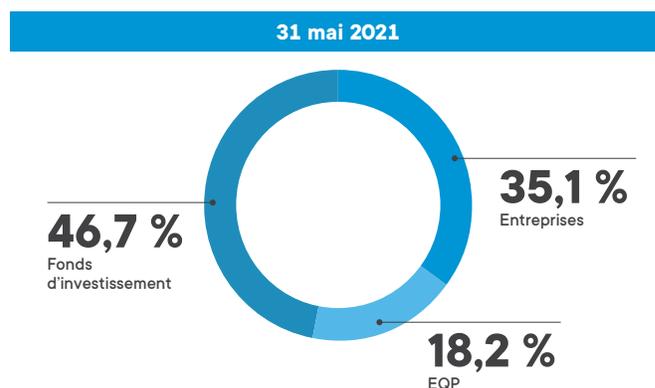
Les investissements en capital de développement, excluant les engagements, garanties et cautionnements, totalisent 1,60 G\$ au 31 mai 2021, soit 54,7 % du portefeuille global d'actifs sous gestion, comparativement à 1,21 G\$ au 31 mai 2020 (52,9 % du portefeuille). La pondération légèrement en croissance s'explique principalement par l'accroissement de la valeur du portefeuille enregistrée au cours de l'exercice, combinée aux nouvelles opportunités d'investissement qui se sont matérialisées.

En considérant les engagements, garanties et cautionnements, les investissements en capital de développement sont passés de 1,52 G\$ au 31 mai 2020 à 1,94 G\$ au 31 mai 2021, représentant une hausse de 27,9 %.

La répartition du portefeuille d'ICD varie d'un exercice à l'autre en fonction des objectifs établis par le Fonds, des opportunités qui se matérialisent, du niveau des engagements, garanties et cautionnements, des désinvestissements et des variations enregistrées de la juste valeur de chacun des investissements.

Les analyses qui suivent, en lien avec la répartition du portefeuille des ICD, tiennent compte des engagements, garanties et cautionnements.

Répartition par catégorie d'investissements



Rapports financiers

Les investissements en capital de développement se subdivisent en trois catégories: les participations directes en entreprise (« Entreprises »), un portefeuille de titres d'entreprises québécoises publiques cotées en Bourse (« EQP ») et les souscriptions à des fonds partenaires ou spécialisés (« Fonds d'investissement »).

Participations directes en entreprise

Les participations directes en entreprise qui constituent du capital patient où prime particulièrement le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à dix ans correspondent à 35,1% du portefeuille des ICD au 31 mai 2021, comparativement à 38,6% au 31 mai 2020. Cette catégorie est composée de 141 investissements au 31 mai 2021 (125 au 31 mai 2020).

Entreprises québécoises publiques (« EQP »)

Les investissements dans 41 titres d'entreprises québécoises publiques correspondent à 18,2% du portefeuille des ICD au 31 mai 2021, comparativement à 43 titres au 31 mai 2020, représentant 12,0% du portefeuille. L'augmentation de la pondération est due à l'introduction en Bourse d'une entreprise auparavant incluse dans le portefeuille de participations directes en entreprise.

Ce portefeuille vise l'appréciation du capital à moyen et à long terme par la gestion active de titres de sociétés québécoises publiques, tout en tentant de limiter la volatilité lorsque possible, notamment par une souspondération des titres reliés aux secteurs plus cycliques.

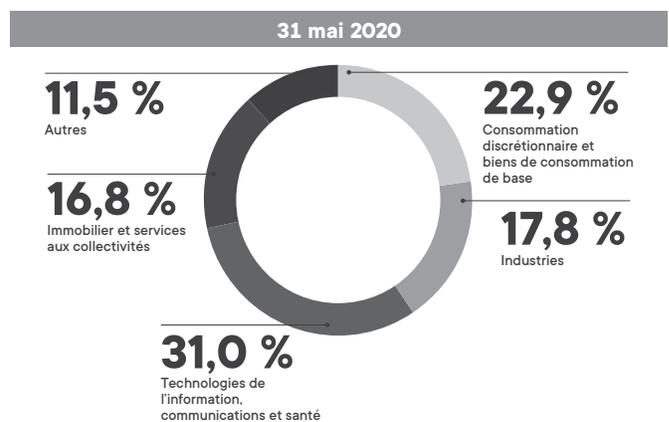
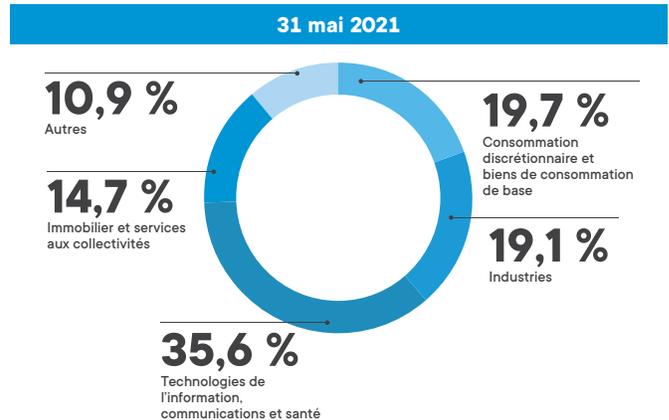
Fonds partenaires ou spécialisés

Afin de rendre possible une offre adaptée de produits financiers pour différents secteurs ou clientèles, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation souscrit à différents fonds partenaires ou spécialisés. Dans ses choix d'investissement à cet égard, Fondation tient compte de la complémentarité des fonds avec sa propre activité d'investissement direct, que ce soit en matière de stades de développement ou de secteurs d'activité financés, ainsi que des effets bénéfiques potentiels de son association avec ces fonds et leurs réseaux pour ses entreprises partenaires. Des investissements réalisés dans des sociétés qui développent ou détiennent un portefeuille immobilier, dans un fonds alternatif, ainsi qu'un fonds traditionnel sont aussi inclus dans cette catégorie.

Au 31 mai 2021, les 81 investissements dans ces fonds correspondent à 46,7% du portefeuille d'ICD, comparativement à 76 investissements ou 49,4% du portefeuille au 31 mai 2020.

Répartition par secteur d'activité

Le mode de classification du portefeuille d'ICD par secteur d'activité utilisé par Fondation a été modifié au cours de l'exercice afin de mettre l'accent sur l'exposition aux différents marchés auxquels le portefeuille est exposé.



Le poids relatif des investissements dans le secteur des technologies de l'information, communications et santé avancées s'est légèrement accru, comparativement à l'exercice précédent, alors que le poids relatif des investissements dans tous les autres secteurs, à l'exception du secteur industries, a quelque peu diminué. Ces variations s'expliquent principalement par une meilleure performance et un accroissement de valeur des investissements reliés aux entreprises du secteur des technologies et de la biotechnologie qui ont généralement mieux performé dans le contexte de la crise COVID-19 par rapport aux entreprises des autres secteurs.

Consommation discrétionnaire et biens de consommation de base

Le secteur de consommation discrétionnaire et de biens de consommation de base regroupe les entreprises dont les biens sont vendus directement aux consommateurs. Bénéficiant d'un marché souvent plus local, les biens de consommation de base subissent moins les contrecoups de la conjoncture et ont un effet généralement stabilisateur sur le portefeuille alors que les entreprises de consommation discrétionnaire sont plus affectées par les variations cycliques. Les investissements et les engagements financiers pour ce secteur totalisent 381,6 M\$, soit 19,7% du portefeuille (346,8 M\$ représentant 22,9% du portefeuille au 31 mai 2020).

Rapports financiers

Industries

Ce secteur est, entre autres, caractérisé par une recherche d'amélioration de la productivité et le développement de nouveaux marchés de façon à maintenir des emplois de façon durable. Les initiatives les plus prometteuses sont fréquemment reliées à des investissements importants dans la modernisation des équipements, ainsi que dans le développement de nouvelles technologies plus performantes et plus respectueuses de l'environnement. Les entreprises du secteur industries représentent 19,1% du portefeuille d'ICD avec 370,7 M\$ en investissements et engagements financiers (270,3 M\$ pour 17,8% du portefeuille au 31 mai 2020).

Technologies de l'information, communications et santé

Les investissements dans cette économie de l'avenir sont concentrés dans des entreprises de technologies de l'information et de technologies propres susceptibles de générer des plus-values importantes et de nouveaux emplois de qualité dans l'avenir, dont notamment les biotechnologies. Secteur plus volatil où il est plus complexe d'identifier et d'appuyer les projets les plus porteurs, Fondation y investit, entre autres, par l'entremise de fonds spécialisés appuyés par des équipes et des réseaux avec lesquels des relations de confiance ont déjà été établies grâce à des investissements déjà réalisés.

Les entreprises du secteur des technologiques de l'information, communications et santé représentent des investissements et des engagements financiers totalisant 690,2 M\$, soit 35,6% du portefeuille (469,9 M\$ représentant 31,0% du portefeuille au 31 mai 2020).

Immobilier et services aux collectivités

Le secteur Immobilier et services aux collectivités regroupe les actifs immobiliers et les infrastructures de production d'énergie renouvelable. Les investissements et les engagements financiers totalisent 285,6 M\$, soit 14,7% du portefeuille des ICD, comparativement à 255,0 M\$ représentant 16,8% du portefeuille au 31 mai 2020.

Autres

Le secteur Autres regroupe les investissements dans les secteurs des finances, de l'énergie et des matériaux. Les investissements et les engagements financiers dans celui-ci totalisent 212,3 M\$, soit 10,9% du portefeuille des ICD, comparativement à 175,0 M\$ représentant 11,5% du portefeuille au 31 mai 2020.

Investissements hors Québec

Certaines entreprises ou certains fonds qui ont ou auront un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec peuvent avoir des activités hors Québec. En s'associant à ces entités hors Québec, Fondation contribue à la venue de fonds étrangers au Québec et facilite l'accès pour les entreprises de son portefeuille à une expertise et des réseaux précieux pour leur expansion éventuelle sur les marchés extérieurs.

C'est pourquoi la *Politique d'investissement hors Québec*, adoptée par Fondation, permet ce type d'investissement. En vertu de cette politique, quatre types d'investissements hors Québec sont admissibles, soit les investissements dans :

- ▶ des entreprises, qui de l'avis de la direction de Fondation, ont ou auront un impact économique au Québec;

- ▶ des entreprises qui réinvestissent les fonds dans une filiale québécoise ou un projet d'investissement au Québec;
- ▶ des fonds privés hors Québec qui ont ou auront des retombées favorables suffisantes au Québec; et,
- ▶ des immeubles neufs ou faisant l'objet de rénovations importantes qui sont situés hors Québec, mais qui ont ou visent des retombées suffisantes au Québec.

À ce jour, Fondation a investi dans un seul type d'investissement hors Québec, soit dans des fonds privés spécialisés. Les analyses effectuées et les engagements obtenus de ceux-ci permettaient d'anticiper qu'ils investiraient tous dans des entreprises québécoises un montant au minimum équivalant à ceux investis par Fondation dans leurs fonds. Au 31 mai 2021, Fondation détient des participations dans 20 fonds hors Québec correspondant à des investissements et engagements totalisant 139,9 M\$ (19 fonds au 31 mai 2020 totalisant 123,5 M\$).

Au 31 mai 2021, les retombées immédiates au Québec de ces investissements hors Québec totalisaient 134,1 M\$ dans des entreprises québécoises, comparativement à 97,5 M\$ au 31 mai 2020.

Nonobstant ce qui précède, la Loi limite à 10% de l'actif net du fonds en date de fin d'exercice précédent les investissements pouvant être ainsi inclus à la Norme d'investissement traité plus amplement dans une section subséquente.

Autres investissements

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
Titres à échéance non déterminée		
Actions, parts et autres titres de participation	1 070 154	834 836
Titres à échéance déterminée		
Obligations	246 383	234 232
Instruments financiers dérivés	1 241	2 802
Marché monétaire	5 173	5 163
	252 797	242 197
Total des autres investissements	1 322 951	1 077 033

Les sommes qui ne sont pas investies dans du capital de développement sont placées dans les marchés financiers avec comme objectifs principaux la diversification du portefeuille global, la préservation du capital et le maintien de liquidités permettant de répondre promptement aux engagements du Fonds en matière d'investissements en capital de développement et de rachats d'actions. En adéquation avec la mission de Fondation qui recherche des investissements à haut rendement sociétal, le portefeuille des autres investissements exclut les titres en actions d'entreprises détenant des réserves d'énergies fossiles.

Ce portefeuille totalise 1,32 G\$ et représente 45,3% du portefeuille global d'actifs sous gestion au 31 mai 2021, comparativement à 1,08 G\$ représentant 47,1% au 31 mai 2020, en hausse de 245,9 M\$ ou 22,8%. La pondération a légèrement

Rapports financiers

diminué, comparativement à celle de l'exercice précédent, pour les raisons expliquées précédemment.

Titres à échéance non déterminée

Les titres à échéance non déterminée sont composés d'actions et de participations dans divers fonds canadiens et internationaux qui s'élevaient à 1 070,2 M\$ au 31 mai 2021, en hausse de 235,3 M\$ comparativement au 31 mai 2020. Ceux-ci sont gérés par neuf conseillers en valeurs externes au 31 mai 2021, comparativement à dix au 31 mai 2020.

Fondation effectue régulièrement des ajustements dans les pondérations en fonction de l'évolution de la conjoncture et de ses objectifs en termes de répartition optimale du portefeuille global, et ce, à l'intérieur des balises prévues par la *Politique de placement (autres investissements)*.

Titres à échéance déterminée

Les titres à échéance déterminée regroupent les obligations de sociétés, d'institutions financières et gouvernementales, les instruments financiers dérivés et les titres reliés au marché monétaire. Ils s'élevaient à 252,8 M\$ au 31 mai 2021, comparativement à 242,2 M\$ au 31 mai 2020, en hausse de 10,6 M\$. Deux conseillers en valeurs externes se partagent la gestion du portefeuille obligataire au 31 mai 2021, tel qu'au 31 mai 2020.

Juste valeur des actifs financiers (instruments financiers) et gestion des risques financiers

Fondation s'est doté d'une *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement*, de procédures et de ressources spécialisées afin d'établir la juste valeur des investissements à la date des états financiers. Cette politique qui est conforme aux principes d'évaluation reconnus est revue périodiquement et adoptée par le conseil d'administration du Fonds.

Le processus en vigueur est conforme à celui prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et est suivi par des personnes dont les compétences répondent aux normes prévues par ce même règlement. À cet effet, la présidente-directrice générale et le vice-président et chef de la direction financière signent semestriellement une attestation, laquelle est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers comme le prévoit le règlement.

Fondation comptabilise ses autres investissements et ses investissements en capital de développement selon la méthode de la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Cette méthodologie, conforme aux *Normes internationales d'information financière*, entraîne une certaine volatilité des résultats dans un contexte où le Fonds évalue les investissements en capital de développement deux fois par année, et ce, malgré une gestion axée sur le moyen et le long terme.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est établie selon des

techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1:

justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2:

justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3:

justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Aux 31 mai 2021 et 2020, les instruments financiers étaient classés comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
Niveau 1	471 237	232 046
Niveau 2	1 264 214	1 074 068
Niveau 3	1 186 649	984 040
Total	2 922 100	2 290 154

Au 31 mai 2021, le pourcentage des instruments financiers qui se retrouvent aux niveaux 1, 2 et 3 totalise respectivement 16,1%, 43,3% et 40,6%. Au 31 mai 2020, il représentait respectivement 10,1%, 46,9% et 43,0%. Les variations observées sont principalement dues au transfert d'un investissement antérieurement classé au niveau 3 vers le niveau 1 à la suite de son inscription sur les marchés boursiers.

Souscriptions et crédits d'impôt

Le 25 mars 2021, le gouvernement du Québec a confirmé que le taux de crédit d'impôt consenti aux actionnaires de Fondation passerait de 20% à 15% à compter du 1^{er} juin 2021.

De plus, Fondation pourra augmenter ses émissions annuelles d'actions à compter de l'exercice 2021-2022, car le gouvernement du Québec a également confirmé que le plafond des émissions annuelles d'actions, établi à 275 M\$ pour l'exercice 2020-2021, ne serait pas reconduit à compter du 1^{er} juin 2021. Fondation pourra donc gérer lui-même le niveau de ses émissions et faciliter l'épargne-retraite pour un nombre croissant de Québécois et de Québécoises.

En considérant le crédit de 15% du gouvernement fédéral, l'achat d'actions de Fondation donne droit à deux crédits d'impôt totalisant 30% du montant versé pour acquérir un maximum admissible aux crédits de 5 000\$ de ces actions.

Fondation a atteint le nombre de 182 234 actionnaires au 31 mai 2021, soit une augmentation de 3,3%, comparativement à 176 488 au 31 mai 2020.

Rapports financiers

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 287,1 M\$, soit à un niveau légèrement en hausse comparativement aux 284,1 M\$ de l'exercice précédent.

Soulignons que le montant recueilli par voie d'épargne systématique (majoritairement des retenues sur le salaire) poursuit sa croissance, malgré le contexte particulier relié à la crise COVID-19 et représente toujours la plus grande part des souscriptions de l'exercice. Fondation encourage ce mode de souscription qui rend l'épargne accessible et permet l'acquisition régulière d'actions.

Le Fonds qui était soumis à une limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisé par le gouvernement du Québec jusqu'au 31 mai 2021 a décidé de suspendre l'acceptation des cotisations par montant forfaitaire le 14 janvier 2021, lors de la dernière campagne REER. Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin dernier.

Il est conseillé aux personnes qui souhaitent souscrire à des actions au cours du prochain exercice, de s'inscrire à l'un ou l'autre des modes de souscription périodique disponibles ou d'effectuer leurs contributions par montant forfaitaire le plus tôt possible.

Rachats et achats de gré à gré

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 133,9 M\$, comparativement à 287,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2020. Ceux-ci avaient connu une hausse importante lors de l'exercice précédent en raison des incertitudes générées par la volatilité qui prévalait sur les marchés financiers et qui semblent avoir incité certains actionnaires à la retraite ou de plus de 65 ans à retirer leurs fonds avant l'annonce de la valeur de l'action le 2 juillet 2020.

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020	Variations
Flux liés aux activités opérationnelles	(98 693)	(25 394)	(73 299)
Flux liés aux activités d'investissement	(2 512)	(3 765)	1 253
Flux liés aux activités de financement	115 489	27 841	87 648
Flux nets générés (utilisés)	14 284	(1 318)	15 602

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles correspondent aux sorties de liquidités liées aux activités courantes, incluant les activités reliées à la gestion des portefeuilles d'actifs. L'augmentation des sorties de liquidités de 73,3 M\$ liée aux activités opérationnelles s'explique par :

- ▶ des investissements nets de 74,8 M\$ dans le portefeuille des autres investissements au cours de l'exercice, alors que Fondation avait effectué des sorties de fonds nettes de 43,2 M\$ de ce portefeuille au cours de l'exercice précédent ;

atténuée par :

- ▶ des investissements nets de 11,3 M\$ provenant du portefeuille des investissements en capital de développement au cours de l'exercice alors que Fondation y avait investi, au net, 32,0 M\$ au cours de l'exercice précédent ; et,
- ▶ une augmentation du résultat net incluant les éléments sans effet sur la trésorerie et la variation des éléments hors caisse de 24,0 M\$.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent essentiellement aux fonds investis dans les immobilisations. Ceux-ci sont légèrement en baisse à 2,5 M\$ au cours de l'exercice, comparativement à 3,8 M\$ au cours de l'exercice précédent.

Les flux liés aux activités de financement correspondent aux liquidités générées par l'émission d'actions, nettes des rachats effectués au cours de l'exercice. Ils ont été plus élevés de 87,6 M\$ au cours de l'exercice, comparativement à la même période de l'exercice précédent en raison de la diminution des rachats d'actions au cours de l'exercice, tel qu'expliqué précédemment.

Norme d'investissement

La Loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens de l'exercice doivent représenter 65 % de l'actif net moyen du Fonds de l'année précédente.

Celle-ci précise quels investissements sont admissibles, ainsi que le mode de calcul devant être utilisé pour valider le respect de cette Norme. L'une des caractéristiques d'admissibilité est que les investissements n'aient pas de garantie ; on peut donc qualifier l'ensemble des investissements admissibles comme étant plus risqué.

Les investissements admissibles sont présentés à l'intérieur du poste *Investissements en capital de développement* à l'état de la situation financière. Le nom de chacune des entreprises dans lesquelles Fondation détenait un investissement au 31 mai 2021, ainsi que les détails relatifs aux coûts de ces investissements sont présentés dans le Relevé du coût des investissements en capital de développement qui est audité et disponible sur SEDAR (www.sedar.com), ainsi que sur le site Web de Fondation (www.fondaction.com). Des informations concernant des investissements réalisés par certains fonds partenaires ou spécialisés, dans lesquels Fondation a investi, sont également présentées dans un document disponible sur SEDAR (www.sedar.com) et sur le site Web de Fondation (www.fondaction.com), soit le *Répertoire de la quote-part de*

Rapports financiers

Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité).

À titre indicatif, le non-respect éventuel de la Norme par Fondation entraînerait l'obligation pour celui-ci de limiter les émissions d'actions dans le futur, ralentissant par le fait même la croissance potentielle du Fonds.

Au 31 mai 2021, en tenant compte des investissements admissibles en date de fin d'exercice, Fondation dépasse la moyenne minimum requise qui était de 1,43 G\$.

Au 31 mai 2022, la moyenne des investissements admissibles devra être supérieure à 1,69 G\$, seuil qui devrait être atteint lorsque l'on considère les sommes admissibles au 31 mai 2021.

Régime de retraite et charge liée à la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi

Le résultat global au 31 mai 2021 inclut un gain de 6,9 M\$ lié à la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des impôts, qui résulte essentiellement d'une amélioration des rendements générés par les actifs des régimes par rapport aux prévisions et de l'évolution de certaines hypothèses actuarielles (gain de 2,7 M\$ au 31 mai 2020).

Événement récent

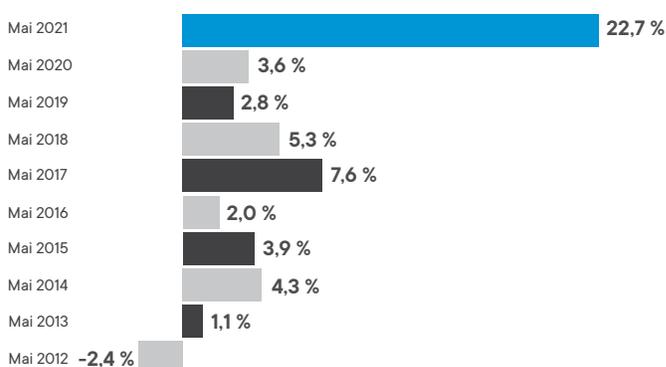
Tous les événements significatifs susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur Fondation, survenus depuis la publication du rapport annuel en date du 31 mai 2020, ont été traités dans les sections précédentes.

Rendement passé

Cette section présente des informations sur le rendement passé, calculé conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Les données calculées ne tiennent pas compte des frais d'adhésion de 25 \$ qui étaient exigés une fois à vie, jusqu'en date du 29 août 2019, date à partir de laquelle Fondation a aboli ceux-ci pour ses nouveaux épargnants. Le rendement passé n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

Rendements annuels à l'actionnaire

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel à l'actionnaire pour chacun des dix derniers exercices terminés les 31 mai et fait ressortir les variations d'une année à l'autre.



Le Fonds calcule le rendement annuel à l'actionnaire en composant les rendements semestriels. Le rendement semestriel est calculé en divisant l'écart du prix de l'action entre le début et la fin du semestre par le prix au début du semestre. Ces rendements ainsi calculés tiennent compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu au cours de l'exercice et qui ont un effet dilutif ou relutif sur le résultat par action, selon le cas.

Rendements composés annuels à l'actionnaire

Le tableau suivant présente le rendement composé calculé sur la base de la variation de la valeur de l'action entre sa valeur au début de chacune des périodes indiquées et la valeur de 15,45\$ au 31 mai 2021. Ce calcul suppose que l'action a été acquise au début de la période il y a un, trois, cinq ou dix ans et détenue ensuite durant toute cette période, sans autre achat.

10 ans	5 ans	3 ans	1 an
4,9%	8,2%	9,3%	22,7%

Équivalent de rendement composé annuel, en tenant compte des crédits d'impôt, pour un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique

Les rendements composés annuels à l'actionnaire soumis précédemment ne tiennent pas compte des crédits d'impôt consentis aux personnes qui souscrivent à Fondation ni de l'effet des réinvestissements réguliers.

En tenant compte des crédits d'impôt totalisant 30 %, 35 % ou 40 %, selon les périodes, et ce, sans considérer l'avantage que peut procurer la déduction pour REER, un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique, déduit aux deux semaines et en début de période, aurait dégagé l'équivalent du rendement composé annuel suivant :

10 ans
15,9%

Aperçu du portefeuille

Au 31 mai 2021, les actifs sous gestion de Fondation étaient répartis dans les catégories suivantes des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements. Il est à noter que la composition des portefeuilles ainsi que les principaux investissements détenus, tels que présentés dans cette section, peuvent changer en tout temps en raison des opérations effectuées par Fondation.

Composition des portefeuilles des investissements en % de l'actif net au 31 mai 2021

	% de l'actif net
Investissements en capital de développement	
Participations directes en entreprise	22,3
Fonds partenaires ou spécialisés	19,9
Portefeuille d'entreprises québécoises publiques (EQP)	11,9
Autres investissements	
Marché monétaire et instruments financiers dérivés	0,2
Obligations et autres titres à revenu fixe	18,5
Fonds d'actions mondiales (tous pays) et d'immobilier mondial	21,5
Fonds à rendement absolu et stratégies alternatives	4,5

Rapports financiers

Liste des principaux investissements détenus en % de l'actif net au 31 mai 2021

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements en capital de développement (12 émetteurs)*	18,8
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Monrusco Bolton	7,0
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	5,4
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	5,1
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	3,8
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity	2,9
Fonds Mirova d'obligations mondiales vertes - Canada	2,6
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	2,2
Province de l'Ontario	1,9
Vanguard REIT ETF	1,5
Fonds Formula Growth Alpha	1,4
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	1,3
FNB Desjardins marchés boursiers neutres	1,2
Fonds MBI TCC Multi Strategies	1,1

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 18,8% de l'actif net au 31 mai 2021 sont les suivants (par ordre alphabétique) :

- ▶ Agropur coopérative
- ▶ Equisoft inc.
- ▶ Fonds immobilier Angus, s.e.c.
- ▶ Fonds PGEQ, s.e.c. – classe L
- ▶ Novacap Industries IV, s.e.c.
- ▶ Novacap TMT V Co-Investissement (Nuvei), s.e.c.
- ▶ Novacap TMT V, s.e.c.
- ▶ Services préhospitaliers Paraxion inc.
- ▶ Société immobilière Solar s.e.c.
- ▶ Sollio groupe coopératif
- ▶ Technopôle Angus II, s.e.c.
- ▶ Telecon inc.



États financiers

31 mai 2021

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le « Fonds »), qui comprennent les états de la situation financière aux 31 mai 2021 et 2020, les états du résultat global, les états des variations de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mai 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion excluant les informations de la section de gestion des risques faisant partie intégrante des états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- ▶ Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- ▶ Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- ▶ Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- ▶ Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec
Le 22 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118581

États de la situation financière

Aux 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Notes	2021	2020
		\$	\$
Actif			
Encaisse et équivalents de trésorerie		25 030	10 746
Débiteurs et autres actifs	5	49 722	30 959
Autres investissements	6	1 322 951	1 077 033
Investissements en capital de développement	7	1 600 338	1 211 477
Immobilisations corporelles et incorporelles	11	19 444	20 273
Impôts différés	20	7 974	8 161
		3 025 459	2 358 649
Passif			
Créditeurs et autres passifs	15	32 478	57 730
Passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi	21	32 830	36 357
		65 308	94 087
Actif net		2 960 151	2 264 562
Nombre d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 en circulation (en milliers)	16	191 585	179 884
Actif net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		15,45	12,59

Engagements et éventualités (notes 7, 12 et 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration



Jacques Létourneau
Administrateur



Geneviève Morin
Administrateur

États du résultat global

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Notes	2021	2020
		\$	\$
Produits			
Intérêts		33 801	31 689
Dividendes et distributions		85 960	58 843
Honoraires et autres revenus		2 228	1 526
		121 989	92 058
Gains sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisés		184 146	40 188
Non réalisés		286 442	18 330
		470 588	58 518
		592 577	150 576
Charges opérationnelles	18	57 308	67 993
Résultat avant impôts		535 269	82 583
Impôts sur le résultat	20	(205)	(454)
Résultat net		535 474	83 037
Autre élément du résultat global qui ne sera pas reclassé au résultat net			
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des impôts	21	6 891	2 682
Résultat global		542 365	85 719
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 (en milliers)		185 048	186 114
Résultat net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		2,89	0,45

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des variations de l'actif net

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars,
sauf si autrement spécifié)

	Note	Capital-actions de catégorie A		Surplus d'apports	Résultats nets non distribués	Actif net
		Série 1	Série 2			
	16	\$	\$	\$	\$	\$
2021						
Solde au début		1 761 619	26 199	—	476 744	2 264 562
Résultat net		—	—	—	535 474	535 474
Autre élément du résultat global		—	—	—	6 891	6 891
Émissions d'actions		283 164	3 950	—	—	287 114
Rachats d'actions		(104 374)	(2 344)	—	(27 172)	(133 890)
		178 790	1 606	—	515 193	695 589
Solde à la fin		1 940 409	27 805	—	991 937	2 960 151
2020						
Solde au début		1 708 308	29 489	—	444 440	2 182 237
Résultat net		—	—	—	83 037	83 037
Autre élément du résultat global		—	—	—	2 682	2 682
Émissions d'actions		279 495	4 587	—	—	284 082
Rachats d'actions		(226 184)	(7 877)	—	(53 415)	(287 476)
		53 311	(3 290)	—	32 304	82 325
Solde à la fin		1 761 619	26 199	—	476 744	2 264 562

Les résultats nets non distribués comprennent un solde débiteur relié au cumul de l'autre élément du résultat global de 4,6 M\$ (solde débiteur de 11,5 M\$ au 31 mai 2020).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Notes	2021	2020
		\$	\$
Activités opérationnelles			
Résultat net		535 474	83 037
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Gains sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisées		(184 146)	(40 188)
Non réalisés		(286 442)	(18 330)
Intérêts et distributions capitalisés		(79 743)	(55 703)
Variation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi		4 098	(2 591)
Amortissements	11	2 753	2 100
Perte sur radiation d'immobilisation corporelles	11	588	—
Impôts différés	20	(547)	(908)
		(7 965)	(32 583)
Variation des éléments hors caisse	22	(4 600)	(3 962)
		(12 565)	(36 545)
Investissements en capital de développement			
Acquisitions		(257 166)	(210 395)
Produits de cessions		245 851	178 382
Autres investissements			
Acquisitions		(1 273 763)	(1 689 265)
Produits de cessions		1 198 950	1 732 429
		(86 128)	11 151
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(98 693)	(25 394)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	(2 512)	(3 765)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(2 512)	(3 765)
Activités de financement			
Émissions d'actions		280 614	284 082
Rachats d'actions		(165 125)	(256 241)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		115 489	27 841
Augmentation (diminution) de l'encaisse et équivalents de trésorerie		14 284	(1 318)
Encaisse et équivalents de trésorerie au début		10 746	12 064
Encaisse et équivalents de trésorerie à la fin		25 030	10 746

1 Loi constitutive

Statut et fonctions du Fonds

Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le « Fonds » ou « Fondation »), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (*L.R.Q., chapitre F-3.1.2*) (la « Loi »), est une société de placement à fonds social ayant principalement pour fonctions :

- a. de favoriser l'investissement dans des entreprises en garantissant ou en se portant caution de toute obligation contractée par cette dernière ou en investissant directement dans le but de promouvoir la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois;
- b. de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleuses et les travailleurs et les autres ressources du milieu à participer à ce développement par la souscription d'actions du Fonds;
- c. de développer des aptitudes à la gestion des travailleuses et travailleurs d'entreprises autocontrôlées et de favoriser leur implication active dans le développement économique du Québec;
- d. d'aider les entreprises à se conformer aux lois et règlements en matière d'environnement;
- e. de favoriser le développement auprès des entreprises de politiques environnementales.

Fondation a pour objectif principal d'effectuer des investissements en capital de développement dans des entreprises admissibles dans le but d'obtenir une appréciation du capital à long terme.

2 Sommaire des principales méthodes comptables

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont été approuvés pour publication le 22 juin 2021 par le conseil d'administration.

2.2 Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur sauf en ce qui concerne les immobilisations corporelles et incorporelles qui sont évaluées selon la base du coût historique. Les présents états financiers sont les seuls états financiers présentés par le Fonds.

2.3 Entité d'investissement

Le Fonds répond à la définition d'entité d'investissement aux termes de l'IFRS 10, États financiers consolidés (« IFRS 10 »), car les conditions suivantes sont rencontrées :

- a. le Fonds obtient des capitaux de plusieurs investisseurs dans le but de gérer leur épargne;
- b. le Fonds déclare à ses investisseurs que ses investissements en capital de développement et ses autres investissements (« investissements ») ont pour objectif de générer du rendement sur le capital et de procurer des revenus d'investissement, conformément à sa mission;
- c. le Fonds mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur.

Le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés.

2.4 Présentation des états de la situation financière

Le Fonds présente ses états de la situation financière par ordre décroissant de liquidité. Tous les actifs et passifs du Fonds sont des actifs et passifs non courants, étant donné qu'ils ne sont pas principalement détenus à des fins de transaction, à l'exception des éléments courants suivants : encaisse et équivalents de trésorerie, débiteurs et autres actifs, créditeurs et autres passifs à l'exception de la provision pour éventualités. Les notes 6 et 7 présentent les montants que le Fonds s'attend à recouvrer dans les douze prochains mois relativement à ses investissements.

2.5 Filiales et entreprises associées

Les participations dans les filiales et les entreprises associées sont comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

2.6 Instruments financiers – Comptabilisation et classement

Les instruments financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont comptabilisés à la date de transaction lorsque le Fonds devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Ils sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que de l'intention du Fonds au moment de leur comptabilisation initiale.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les investissements en capital de développement, les autres investissements, les sommes à recevoir sur cession d'investissement en capital de développement et autres investissements ainsi que les sommes à payer sur acquisition d'autres investissements sont tous des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion intégrée des actifs financiers et les informations sont fournies en interne sur cette base aux principaux dirigeants du Fonds.

Ces actifs sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur sont constatées par le biais du résultat net. Les frais de transactions sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont engagés.

2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

2.6 Instruments financiers – Comptabilisation et classement (suite)

Le coût des autres investissements et le coût des investissements en capital de développement présentés aux notes 6 et 7 correspondent aux montants payés et sont établis en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transactions. Plus précisément, la date de transaction de leur comptabilisation initiale ou de leur décomptabilisation correspond à la date à laquelle le Fonds s'engage à acheter ou à vendre ceux-ci. La note 7 présente également les engagements non provisionnés visant l'acquisition de titres supplémentaires.

Actifs et passifs financiers évalués au coût amorti

L'encaisse, les équivalents de trésorerie et les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances, et les comptes créditeurs sont classés comme autres passifs. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur étant donné leur nature et leur courte échéance.

L'évaluation initiale comprend les coûts de transaction directement attribuable à l'acquisition ou à l'émission de l'actif financier ou du passif financier.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque le Fonds n'a plus les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie sur cet actif. Un passif financier est décomptabilisé à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou expirée.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités, le Fonds peut utiliser des contrats à terme afin de se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises et des taux d'intérêt ou pour tirer avantage de ces fluctuations.

Les dérivés sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur sont constatées par le biais du résultat net. Les frais de transactions sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont engagés.

2.7 Instruments financiers – Évaluation de la juste valeur

Les investissements en capital de développement et les autres investissements ont été établis à la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Titres et dérivés cotés ou négociés sur des marchés actifs

La juste valeur des participations en actions, des placements en obligations, des parts de sociétés, des instruments financiers dérivés et autres titres de participation ainsi que des titres de marché monétaire est établie en fonction du cours de clôture des principales Bourses ou des principaux marchés à la date des états de la situation financière, incluant les intérêts courus. Le Fonds utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-

vendeur, le Fonds détermine le point de l'écart acheteur-vendeur le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et des circonstances en cause.

Titres non cotés

La juste valeur des participations en actions, des parts de sociétés et autres titres de participation est établie selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant principalement la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la valeur nette de réalisation, la capitalisation des flux monétaires ou des bénéfices ou l'actualisation des flux monétaires. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables incluant celles retenues pour déterminer les flux monétaires ou les taux de capitalisation et le niveau de risque associé à ces éléments. Ces hypothèses sont également influencées par les conditions de marché en vigueur à la date des états de la situation financière, dont les taux d'intérêt des obligations du Canada, les écarts de crédit et l'évolution de sociétés comparables cotées en Bourse. Les parts de fonds sont principalement évaluées à la valeur établie par leur gestionnaire respectif selon des méthodes d'évaluation appropriées au type d'investissements. La juste valeur des actifs et des passifs tient compte des nouvelles informations disponibles et des événements importants survenus entre la date de l'état de la situation financière de l'entité émettrice, ou du fonds, et la date d'évaluation.

Prêts, avances, garanties et cautionnements

La juste valeur des prêts et des avances est principalement déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs au taux d'intérêt du marché à la date des états de la situation financière pour des titres similaires. S'il y a lieu, une provision pour pertes relatives aux garanties et aux cautionnements consentis par le Fonds est inscrite aux états financiers dans les créditeurs pour tenir compte de la probabilité de subir une perte.

2.8 Encaisse et équivalents de trésorerie

L'encaisse et les équivalents de trésorerie sont constitués des comptes de caisse et bancaires, des montants déposés auprès d'une institution financière et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

2.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, s'il y a lieu. Le coût comprend les charges qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront au Fonds et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges par le biais du résultat net lorsqu'ils sont encourus.

2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

2.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

Principales catégories d'immobilisations

	Méthode	Durée
Corporelles		
Bâtiments	Linéaire	20 à 60 ans
Mobilier et équipement de bureau	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 à 6 ans
Incorporelles		
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Développement informatique	Linéaire	10 ans

Le Fonds ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation entre ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. La valeur comptable d'une partie remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus à chaque date de présentation de l'information financière et ajustés au besoin.

Dépréciation des actifs non financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Fonds revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. De plus, le Fonds comptabilise les reprises de valeur, s'il y a lieu.

2.10 Avantages postérieurs à l'emploi

Les coûts et les charges reliées aux prestations de retraite gagnées et au régime d'assurances collectives du personnel sont comptabilisés par le biais du résultat net et se composent du coût des services courants, du coût des services passés et des intérêts nets sur les passifs nets reliés aux régimes.

Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi comprennent les gains et pertes actuariels des régimes ainsi que l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes de retraite et le rendement prévu à l'exclusion des revenus d'intérêts. Les gains et pertes actuariels résultent des modifications apportées aux hypothèses financières utilisées pour déterminer les obligations reliées aux régimes et des gains ou des pertes d'expérience sur ces mêmes obligations. Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisées à l'autre élément du résultat global et sont présentées distinctement dans l'état des variations de l'actif net.

2.11 Capital-actions

Les actions de catégorie A du Fonds sont rachetables au gré du détenteur, sujet à certaines conditions, et elles sont classées à l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- ▶ elles accordent au porteur le droit à une quote-part de l'actif net du Fonds en cas de liquidation de celui-ci;
- ▶ elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments du Fonds;
- ▶ elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- ▶ à l'exception de l'obligation contractuelle pour le Fonds de racheter ou de rembourser l'instrument contre de la trésorerie ou un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en instruments de capitaux propres du Fonds;
- ▶ le total des flux de trésorerie attendus, attribuables aux actions sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur la variation de l'actif net.

Les émissions et les rachats d'actions sont comptabilisés comme des transactions portant sur l'actif net. Le montant reçu en contrepartie de l'émission d'actions est inclus au capital-actions. Les rachats d'actions sont comptabilisés lorsque les demandes sont approuvées en vertu des critères de rachat à la valeur de rachat en cours, et les actions sont décomptabilisées sur la base du coût moyen.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation au cours de l'exercice.

2.12 Devise fonctionnelle et conversion de devises

Le dollar canadien constitue la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les écarts de conversion sont présentés sous les postes « Gains réalisés et non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global.

2.13 Constatation des produits

Dividendes et distributions

Les dividendes non cumulatifs et les distributions sont comptabilisés à la date de leur déclaration et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement.

Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes ou escomptes selon cette méthode est comptabilisé sous le poste « intérêts ».

2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

2.13 Constatation des produits (suite)

Gains et pertes réalisés et non réalisés

Les gains et les pertes réalisés résultant de la cession d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous le poste « Gains réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût, déterminé selon la méthode du coût moyen. Tous les gains et les pertes non réalisés résultant des évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur et présentés sous le poste « Gains non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements ».

2.14 Impôts

Le Fonds est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son résultat. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable.

La charge d'impôts sur le résultat comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés au résultat net, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement sous l'autre élément du résultat global; en pareil cas, les impôts sont comptabilisés directement au net de l'autre élément du résultat global.

Les impôts exigibles correspondent au montant des impôts payables sur le résultat imposable de l'exercice, calculé selon les taux d'impôts adoptés ou quasi adoptés à la clôture de l'exercice de présentation de l'information financière et tout ajustement des impôts à payer à l'égard des exercices antérieurs.

Les impôts différés sont reliés aux différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Les impôts différés sont calculés sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de la présentation de l'information financière et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif relié aux impôts différés sera réalisé ou le passif relié aux impôts différés sera réglé. Un actif relié aux impôts différés est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Pour l'impôt fédéral, le Fonds peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou à des virements des résultats nets non distribués au capital-actions. Aux fins de l'impôt provincial, les gains en capital ne sont pas imposables.

Le Fonds se considère en substance exempté de l'impôt fédéral et provincial sur les résultats reliés aux gains en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun

passif relié aux impôts différés relativement aux gains ou pertes non réalisés sur les investissements ni d'actif relié aux impôts différés équivalents relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital.

2.15 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, le Fonds apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

En tant que preneur, le Fonds comptabilise à titre de charge opérationnelle à l'état du résultat global les paiements sur les contrats de location à court terme et sur les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat. De plus, le Fonds applique la mesure de simplification permettant de ne pas séparer les composantes locatives et les composantes non locatives d'un contrat.

2.16 Normes comptables publiées, mais non encore adoptées

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. L'information sur celle qui est susceptible d'être pertinente pour les états financiers du Fonds est fournie ci-après.

IAS 1, Présentation des états financiers

Un amendement à la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, publiée en janvier 2020, concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans les états de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Le Fonds n'a pas débuté l'évaluation des incidences de l'application de cet amendement. Celui-ci entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2023.

3 Hypothèses, estimations comptables et jugements critiques

Au cours du deuxième semestre de l'exercice terminé le 31 mai 2020, la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été reconnue comme pandémie et les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle mondiale pour limiter la propagation ont perturbé l'économie mondiale et se sont traduites par une volatilité des marchés des capitaux.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige l'utilisation d'estimations comptables et le recours au jugement lors de l'application des méthodes comptables. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La pandémie a accru le degré d'incertitude à l'égard des estimations et hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et des marchés et de ses incidences sur les estimations importantes. La direction estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les états financiers du Fonds présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

3.1 Évaluation de la juste valeur des titres non cotés sur un marché actif et des dérivés

La *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* (la « Politique ») adoptée par le conseil d'administration du Fonds énonce les principes appliqués par celui-ci pour établir la juste valeur de ses investissements sur une base continue. La direction des Finances voit au respect de la Politique, à son application et propose les modifications pouvant être requises.

Le Fonds doit émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'il évalue la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif. Des jugements importants sont posés dans les choix de techniques d'évaluation et dans les hypothèses retenues à l'intérieur de ces techniques d'évaluation. Conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, le Fonds a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable.

Afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers conformément aux principes d'évaluation adoptés par le Fonds, l'équipe d'évaluateurs du Fonds, laquelle est composée d'employés des équipes finances et investissement, effectue semestriellement le suivi de la performance des sociétés composant son portefeuille et est constamment à la recherche d'informations relatives aux affaires et aux activités des sociétés prises en considération dans le processus d'évaluation. Les évaluateurs effectuent, le cas échéant, le suivi des données sur les sociétés comparables, des résultats de transactions récentes et des notations d'instruments et de société similaires.

Dans la mesure du possible, les modèles font appel à des données observables. La juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables)

qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation.

L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part des évaluateurs du Fonds afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information possible dans les circonstances. Le Fonds considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché visé. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément à la Politique, toute information pertinente concernant les évaluations à la juste valeur est soumise à un comité d'évaluation indépendant dont la majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants du Fonds. Ce comité passe en revue les informations et fait rapport au comité d'audit avant la publication des états financiers annuels ou intermédiaires. La présidente-directrice générale ainsi que le vice-président et chef de la direction financière signent une attestation concernant l'évaluation des investissements en capital de développement qui est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers. Cette attestation confirme notamment le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille des investissements en capital de développement.

3.2 Évaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi

Le Fonds doit émettre des hypothèses pour l'utilisation de données statistiques et d'autres paramètres visant à évaluer les passifs nets reliés aux régimes de retraite et d'assurances collectives. Ces hypothèses incluent, entre autres, le taux d'actualisation des obligations de retraite et assurances collectives et du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, le taux attendu d'augmentation des salaires ainsi que la table de mortalité.

Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle du montant du coût des régimes porté au résultat net et à l'autre élément du résultat global ainsi que des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi présentés aux états de la situation financière. Une firme d'experts indépendants procède à l'établissement de la juste valeur de ces passifs nets.

4 Risques associés aux instruments financiers

Les informations sur la gestion des risques financiers font partie intégrante de ces états financiers. Elles sont présentées en détail dans la section intitulée « Gestion des risques » du rapport de gestion qui est disponible au siège social du Fonds, sur son site Web (www.fondaction.com) et sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).

5 Débiteurs et autres actifs

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
	\$	\$
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements	788	2 883
Dividendes et intérêts courus d'investissements en capital de développement et autres investissements	6 115	9 033
Impôts sur le résultat	—	9 870
Impôt en main remboursable	34 403	7 166
Souscriptions à recevoir	6 500	—
Autres	1 916	2 007
Total	49 722	30 959

6 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* (non audité), qui énumère le détail des titres détenus, est présenté distinctement de ces états financiers et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Web (www.fondaction.com) et sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 mai 2021			31 mai 2020		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Titres à échéance non déterminée						
Actions, parts et autres titres de participation	973 442	96 712	1 070 154	765 664	69 172	834 836
Titres à échéance déterminée						
Obligations						
Gouvernements	206 137	(1 597)	204 540	187 290	11 313	198 603
Institutions financières	18 904	112	19 016	13 955	338	14 293
Sociétés	22 550	277	22 827	20 538	798	21 336
	247 591	(1 208)	246 383	221 783	12 449	234 232
Instrument financiers dérivés ¹	—	1 241	1 241	—	2 802	2 802
Marché monétaire						
Gouvernements	785	—	785	775	—	775
Institutions financières	4 388	—	4 388	4 388	—	4 388
	5 173	—	5 173	5 163	—	5 163
	252 764	33	252 797	226 946	15 251	242 197
Total des autres investissements²	1 226 206	96 745	1 322 951	992 610	84 423	1 077 033

1 Au 31 mai 2021, les actifs rattachés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 1,2 M\$ (2,8 M\$ au 31 mai 2020) et sont présentés avec les autres investissements. Les passifs rattachés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 1,7 M\$ (1,0 M\$ au 31 mai 2020) et sont présentés sous le poste « Crédoiteurs et autres passifs » (note 15).

2 Au 31 mai 2021, les autres investissements incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 82,7 M\$ (49,8 M\$ au 31 mai 2020).

6 Autres investissements (suite)

Répartition des autres investissements par échéance

Obligations

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2021					
Valeur nominale	5 914	87 441	46 329	88 550	228 234
Juste valeur	5 936	90 040	48 216	102 191	246 383
Taux moyen effectif (%)	0,22%	1,03%	1,67%	2,60%	1,79%
Taux moyen nominal (%)	0,97%	2,28%	2,63%	3,87%	2,94%
31 mai 2020					
Valeur nominale	1 816	82 048	48 659	71 640	204 163
Juste valeur	1 837	85 249	56 083	91 063	234 232
Taux moyen effectif (%)	0,74%	1,29%	1,63%	2,08%	1,67%
Taux moyen nominal (%)	2,77%	2,45%	3,72%	3,85%	3,24%

Marché monétaire

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2021			
Juste valeur	3 980	1 193	5 173
Taux moyen effectif (%)	0,60%	1,60%	0,83%
31 mai 2020			
Juste valeur	3 970	1 193	5 163
Taux moyen effectif (%)	1,45%	2,25%	1,63%

Instruments financiers dérivés

(en milliers de dollars)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2021			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 449,6M\$	(149)	—	(149)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 190,0M\$	(316)	—	(316)
	(465)	—	(465)
31 mai 2020			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 434,4M\$	28	—	28
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 222,1M\$	1 759	—	1 759
	1 787	—	1 787

7 Investissements en capital de développement

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement*, accompagné d'un rapport de l'auditeur indépendant, fournit le détail des investissements réalisés. Il est présenté distinctement des états financiers audités et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Web (www.fondaction.com) et sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 mai 2021			31 mai 2020		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Non garantis						
Actions participantes	786 908	347 411	1 134 319	706 096	94 025	800 121
Actions non participantes	193 166	12 618	205 784	191 914	(7 730)	184 184
Prêts et avances	281 271	(26 859)	254 412	246 142	(23 811)	222 331
	1 261 345	333 170	1 594 515	1 144 152	62 484	1 206 636
Garantis						
Prêts et avances	11 022	(5 199)	5 823	9 652	(4 811)	4 841
	1 272 367	327 971	1 600 338	1 153 804	57 673	1 211 477

Au 31 mai 2021, les investissements en capital de développement incluent des titres libellés en dollars américains d'une juste valeur de 68,2 M\$ (48,8 M\$ au 31 mai 2020).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat. Le Fonds peut exercer ces options et procéder à des échanges non monétaires d'instruments financiers dans le cours normal de ses activités.

Répartition par échéance et taux moyens effectifs des prêts et avances

(en milliers de dollars)	Taux variables	Taux fixes			Total	Total
	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans		
	\$	\$	\$	\$		
31 mai 2021						
Non garantis	5 810	13 491	151 912	83 199	248 602	254 412
Taux moyen effectif (%)	7,00%	6,78%	11,59%	9,70%		
Garantis	2 627	1 257	1 939	—	3 196	5 823
Taux moyen effectif (%)	3,76%	6,00%	8,18%	—		
31 mai 2020						
Non garantis	16 109	19 396	126 818	60 008	206 222	222 331
Taux moyen effectif (%)	9,02%	6,54%	9,47%	9,37%		
Garantis	2 601	1 701	306	233	2 240	4 841
Taux moyen effectif (%)	0,62%	4,42%	9,36%	10,00%		

Certains prêts et avances portent, en plus du rendement à taux fixe, un rendement à taux variable selon des indicateurs de rendement.

Les encaissements en capital prévus au cours des douze prochains mois sont de 23,2 M\$ (30,0 M\$ au 31 mai 2020).

7 Investissements en capital de développement (suite)

Répartition des investissements et des engagements financiers par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Consommation discrétionnaire et bien de consommation de base	Industries	Technologies de l'information, communications et santé	Immobilier et services aux collectivités	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	
31 mai 2021						
Investissements, au coût	363 444	251 240	313 185	194 803	149 695	1 272 367
Plus-value (moins-value) non réalisée	(20 220)	99 237	210 258	22 886	15 810	327 971
	343 224	350 477	523 443	217 689	165 505	1 600 338
Garanties et cautionnements	—	—	—	6 500	—	6 500
Engagements ¹	38 390	20 265	166 731	61 456	46 745	333 587
Risque maximal	381 614	370 742	690 174	285 645	212 250	1 940 425
31 mai 2020						
Investissements, au coût	345 954	208 728	287 383	171 581	140 158	1 153 804
Plus-value (moins-value) non réalisée	(48 669)	40 759	47 840	14 964	2 779	57 673
	297 285	249 487	335 223	186 545	142 937	1 211 477
Garanties et cautionnements	—	—	—	3 000	—	3 000
Engagements ¹	49 467	20 796	134 681	65 462	32 072	302 478
Risque maximal	346 752	270 283	469 904	255 007	175 009	1 516 955

1. Les engagements représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes sont réservées à même les autres investissements. Ces sommes peuvent généralement être exigées à quelques jours d'avis, dans la mesure où les conditions prévues aux ententes sont respectées. Dans les faits, ceux-ci sont déboursés par tranche sur une durée pouvant aller jusqu'à dix ans dans le cas des fonds d'investissement qui constituent la majorité des engagements aux 31 mai 2021 et 2020.

Le Fonds a modifié la présentation des secteurs d'activité afin de mieux représenter l'exposition aux différents marchés auxquels le portefeuille d'investissements en capital de développement est exposé. Les chiffres de l'exercice précédent ont été modifiés afin de respecter la nouvelle présentation.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers

Classement des instruments financiers

Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants:

Niveau 1:

justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2:

justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3:

justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Un actif ou un passif financier est inclus intégralement dans l'un des trois niveaux d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui sera important pour l'évaluation. De plus, le classement entre les niveaux hiérarchiques est établi au moment de l'évaluation initiale de la juste valeur de l'instrument financier et est revu à chaque date de présentation de l'information financière.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Le tableau suivant présente la hiérarchie des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur:

(en milliers de dollars)	31 mai 2021				31 mai 2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de développement (note 7)								
Actions participantes	353 022	60 667	720 630	1 134 319	182 289	45 148	572 684	800 121
Actions non participantes	—	—	205 784	205 784	—	—	184 184	184 184
Prêts et avances non garantis	—	—	254 412	254 412	—	—	222 331	222 331
Prêts et avances garantis	—	—	5 823	5 823	—	—	4 841	4 841
Autres investissements (note 6)								
Actions, parts et autres titres de participations	118 215	951 939	—	1 070 154	49 757	785 079	—	834 836
Obligations	—	246 383	—	246 383	—	234 232	—	234 232
Instruments financiers dérivés	—	1 241	—	1 241	—	2 802	—	2 802
Marché monétaire	—	5 173	—	5 173	—	5 163	—	5 163
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements (note 5)	—	788	—	788	—	2 883	—	2 883
Sommes à payer sur acquisitions d'autres investissements (note 15)	—	(271)	—	(271)	—	(224)	—	(224)
Instruments financiers dérivés (note 15)	—	(1 706)	—	(1 706)	—	(1 015)	—	(1 015)
	471 237	1 264 214	1 186 649	2 922 100	232 046	1 074 068	984 040	2 290 154

Transferts

Les transferts entre niveaux sont réputés s'être produits lorsque l'information sous-jacente ou les cours utilisés pour l'évaluation des actifs ou des passifs deviennent plus ou moins dépendants de données de marché observables, tel qu'il est précédemment indiqué dans la détermination des niveaux 1, 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs du Fonds.

Aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1 et 2 au cours des exercices terminés les 31 mai 2021 et 2020.

Un instrument financier d'une juste valeur de 33,6 M\$ a été transféré du niveau 3 vers le niveau 1 au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2021, puisque toutes les données d'entrée importantes sont dorénavant fondées sur les cours d'un marché actif. Il n'y a eu aucun transfert affectant le niveau 3 au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020.

Le transfert entre niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, aux fins de préparation du tableau présenté ci-dessous, est réputé s'être produit à l'ouverture de l'exercice visé.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Investissements en capital de développement

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie:

(en milliers de dollars)	Actions		Prêts et avances		Total
	participantes	non participantes	garantis	non garantis	
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2021					
Juste valeur au début	572 684	184 184	4 841	222 331	984 040
Transfert hors niveau 3	(33 648)	—	—	—	(33 648)
Acquisitions	135 283	22 262	1 782	60 584	219 911
Dispositions	(88 386)	(21 044)	(845)	(36 635)	(146 910)
Intérêts et distributions capitalisés	—	33	433	15 263	15 729
Gains (pertes)					
Réalisés	28 838	—	—	(4 083)	24 755
Non réalisés	105 859	20 349	(388)	(3 048)	122 772
Juste valeur à la fin	720 630	205 784	5 823	254 412	1 186 649
31 mai 2020					
Juste valeur au début	534 009	151 762	6 034	255 157	946 962
Acquisitions	124 259	36 901	1 636	29 672	192 468
Dispositions	(115 064)	(239)	(1 887)	(57 944)	(175 134)
Intérêts et distributions capitalisés	—	41	235	14 395	14 671
Gains (pertes)					
Réalisés	55 893	—	—	—	55 893
Non réalisés	(26 413)	(4 281)	(1 177)	(18 949)	(50 820)
Juste valeur à la fin	572 684	184 184	4 841	222 331	984 040

La plus-value non réalisée liée aux investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2021, pour lesquels il y a des données d'entrée importantes qui ne sont pas toutes fondées sur des informations de marchés observables (niveau 3), a augmenté de 121,7 M\$. Elle a diminué de 50,0 M\$ au 31 mai 2020.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Utilisation des données non observables pour évaluer les instruments financiers de niveau 3

Les instruments financiers de niveau 3 sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation qui incorporent des hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Le tableau suivant présente les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

Description	Technique(s) d'évaluation	Juste valeur (\$)		Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)	
		31 mai 2021	31 mai 2020		31 mai 2021	31 mai 2020
Investissements en capital de développement						
Actions participantes et parts non cotées	Capitalisation des flux monétaires	79 592	37 464	Taux de capitalisation	7,7%–13,9% (9,7%)	8,1%–12,9% (9,5%)
				% de BAIIA ¹	9,5%–34,2% (17,4%)	9,1%–25,9% (15,8%)
	Multiple de BAIIA	21 212	61 425	Multiple de BAIIA	6,0–10,1 (8,6)	4,2–9,9 (8,3)
	Actif net redressé	487 784	358 106	Actif net redressé	s.o. ²	s.o. ²
	Autres ³	62 741	39 168			
Actions non participantes, prêts et avances	Actualisation des flux monétaires	318 576	352 701	Taux de rendement exigé	0,0%–26,0% (8,3%)	0,0%–20,0% (8,4%)
				Actif net redressé	2 154	1 688
	Transactions récentes	53 691	22 824			
	Autres ³	91 598	34 143			
		1 186 649	984 040			

1. En raison des tailles très variées des entreprises composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en termes de pourcentage du BAIIA sur les ventes.

2. Puisque les redressements effectués à l'actif net sont de nature très différente selon les investissements, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net redressé.

3. Les autres techniques d'évaluation regroupent principalement les méthodes de valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

Des analyses de sensibilité ont été produites pour les instruments financiers évalués selon les techniques de la capitalisation des flux monétaires et de l'actualisation des flux monétaires. Ces techniques d'évaluation sont celles où le jugement de l'évaluateur qualifié du Fonds revêt une importance significative dans l'établissement de la juste valeur.

Les techniques d'évaluation de l'actif net redressé, de transactions récentes et de la valeur de rachat ne se prêtent pas à l'analyse de sensibilité étant donné l'absence ou le peu d'hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer la juste valeur. Parmi ces techniques, celle de l'actif net redressé est la plus utilisée. Dans la majeure partie des cas, elle est utilisée pour l'établissement de la juste valeur des parts détenues dans des fonds d'investissement. Cette juste valeur repose essentiellement sur la quote-part de l'avoir des commanditaires selon les derniers états financiers audités de ces fonds, ajustée des résultats intermédiaires et des transactions subséquentes réalisées jusqu'à la date d'évaluation.

Dans une moindre mesure, le Fonds utilise d'autres méthodes d'évaluation où le jugement de l'évaluateur est mis à contribution et où certaines hypothèses sont employées soit principalement, la valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation. Ces techniques sont utilisées pour évaluer des instruments financiers d'une juste valeur combinée de 154,3 M\$ au 31 mai 2021 (105,7 M\$ au 31 mai 2020) et ainsi la direction juge qu'il n'est pas pertinent d'effectuer des analyses de sensibilité sur ces techniques d'évaluation.

Pour les actions non participantes, prêts et avances, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,5\%$ entraînerait une variation de la juste valeur non significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Bien que le Fonds juge que les évaluations à la juste valeur sont appropriées, pour les actions et parts non cotées évaluées selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, le recours à des variables différentes liées à la marge de BAIIA caractéristique et au taux de capitalisation entraînerait une augmentation ou une diminution de la juste valeur qui pourrait être significative selon les cas.

En pratique, les évaluateurs qualifiés du Fonds déterminent un intervalle de valeurs plausibles pour chacun des titres évalués et le milieu de la fourchette est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. Ainsi, le bas de l'intervalle est le reflet du pire scénario et le haut, le reflet du meilleur scénario pour un investissement donné. Cette pratique constitue la façon la plus répandue d'estimer l'impact financier de la substitution des principales hypothèses par d'autres hypothèses raisonnablement acceptables.

Au 31 mai 2021, l'écart entre le haut et le bas de la fourchette de valeurs acceptables par rapport à la valeur mitoyenne est de l'ordre de 4,7% (5,2% au 31 mai 2020). Le Fonds est d'avis que

cette variation de la valeur des actions et parts non cotées est théorique et improbable, car la diversification du portefeuille en termes notamment de secteurs d'activité, de maturité et de taille fait en sorte que la valeur des investissements n'évolue pas de façon unidirectionnelle. Le Fonds n'a donc pas recours à cette variable pour estimer l'incidence de l'utilisation d'hypothèses alternatives sur la juste valeur des actions et parts non cotées évaluées par le biais de la méthode de la capitalisation des flux monétaires. Le Fonds a établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement plausibles n'entraînerait pas de justes valeurs significativement différentes.

9 Participations dans les filiales et dans les entreprises associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, le Fonds a déterminé qu'il détient le contrôle, le contrôle conjoint ou qu'il exerce une influence notable sur le nombre suivant de sociétés en exploitation et d'entités d'investissement :

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	31 mai 2021		31 mai 2020	
	Nombre	Juste valeur	Nombre	Juste valeur
	\$		\$	
Filiales				
Sociétés en exploitation	4	45 465	4	44 966
Entités d'investissement	6	65 048	7	68 096
Entreprises associées				
Sociétés en exploitation	36	281 871	27	223 071
Entités d'investissement	3	5 975	2	22 176

L'établissement principal des filiales, des coentreprises et des entreprises associées est principalement au Québec. Le pourcentage des titres de participation détenus par le Fonds (directement ou indirectement) dans les filiales est généralement de plus de 50%, dans les coentreprises il est de 50% et il se situe de 20% à 50% pour les entreprises associées. Les sociétés en exploitation sont exploitées activement et les entités d'investissement fournissent des services de gestion d'investissements avec l'objectif de générer des revenus de différentes natures. Dans certaines circonstances, il y a des conditions qui pourraient limiter la capacité d'une filiale à transférer des montants au Fonds tels que le respect de certains ratios ou l'approbation d'un versement par une autre institution financière ou d'autres actionnaires.

10 Informations entre parties liées

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des parties liées qui sont des filiales et entreprises associées. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des parties liées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts, de dividendes, de distributions sur les investissements et de certains revenus, notamment de loyer. Les tableaux suivants présentent les soldes et les transactions avec les parties liées :

Filiales

(en milliers de dollars)

États de la situation financière	31 mai 2021	31 mai 2020
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	110 513	113 062
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	21	15
Engagements	32 134	44 584

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	87	127
Gains sur investissements en capital de développement	2 820	1 087
Produits de location de bâtiment et autres produits	122	235

Entreprises associées

(en milliers de dollars)

États de la situation financière	31 mai 2021	31 mai 2020
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	287 846	245 247
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	246	857
Garanties et cautionnements	6 500	3 000
Engagements	37 878	25 209

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	7 893	6 302
Gains sur investissements en capital de développement	24 545	11 597
Produits de location de bâtiment et autres produits	2 824	1 177

11 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les tableaux qui suivent présentent l'évolution du coût et du cumul des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles :

(en milliers de dollars)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisations corporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2021									
Coût	5 037	14 517	827	5 968	26 349	5 751	7 795	13 546	39 895
Cumul des amortissements	—	(8 741)	(667)	(4 324)	(13 732)	(3 075)	(3 644)	(6 719)	(20 451)
Valeur comptable nette	5 037	5 776	160	1 644	12 617	2 676	4 151	6 827	19 444
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	5 037	5 796	733	1 074	12 640	3 054	4 579	7 633	20 273
Acquisitions	—	411	—	115	526	1 661	325	1 986	2 512
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	—	(164)	(424)	—	(588)	—	—	—	(588)
Transfert	—	—	—	1 328	1 328	(1 328)	—	(1 328)	—
Dotation aux amortissements	—	(267)	(149)	(873)	(1 289)	(711)	(753)	(1 464)	(2 753)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	5 776	160	1 644	12 617	2 676	4 151	6 827	19 444

(en milliers de dollars)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisations incorporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020									
Coût	5 037	14 324	3 530	4 525	27 416	5 418	7 470	12 888	40 304
Cumul des amortissements	—	(8 528)	(2 797)	(3 451)	(14 776)	(2 364)	(2 891)	(5 255)	(20 031)
Valeur comptable nette	5 037	5 796	733	1 074	12 640	3 054	4 579	7 633	20 273
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608
Acquisitions	—	—	21	903	924	2 841	—	2 841	3 765
Dotation aux amortissements	—	(213)	(159)	(589)	(961)	(392)	(747)	(1 139)	(2 100)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	5 796	733	1 074	12 640	3 054	4 579	7 633	20 273

Des immobilisations corporelles ont subi une perte de valeur au 31 mai 2021 pour un montant de 0,6 M\$. Le montant de ces pertes de valeur est comptabilisé dans les charges opérationnelles au résultat net. Aucune immobilisation corporelle et incorporelle n'a subi de perte de valeur au 31 mai 2020.

12 Fonds réservés pour garanties et cautionnements consentis

Au 31 mai 2021, le Fonds a consenti des garanties d'un montant total de 6,5 M\$ (3,0 M\$ au 31 mai 2020), dans le cadre de cautions adossées à des prêts et à des marges de crédit d'exploitation octroyées à des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une société ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée habituelle de l'échéance de ces cautions, s'il y a lieu, est inférieure à un an.

Au 31 mai 2021, conformément à l'article 23 de la loi constitutive, des fonds de 3,3 M\$ (1,5 M\$ au 31 mai 2020) sont réservés à même les autres investissements, soit 50 % des garanties et cautionnements à cette date.

Au 31 mai 2021, aucun montant n'a été comptabilisé (ni au 31 mai 2020) dans les créiteurs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

13 Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à diverses actions et réclamations. Par conséquent, le Fonds comptabilise une provision à cet effet. Le Fonds prend les moyens pour assurer, lorsque requis, sa défense et éviter de devoir déboursier le montant provisionné.

Le Fonds indemnise, contre des réclamations en dommages et intérêts liées à l'exercice de leurs fonctions, ses administrateurs, dirigeants et membres de comités ainsi que toute personne qui agit à sa demande à titre d'administrateur pour une entreprise dont Fondation est actionnaire ou créancier. Le Fonds a souscrit à une assurance responsabilité à cet effet.

14 Marge de crédit

Le Fonds dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5,5 M\$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins et renouvelable annuellement au mois de novembre. Cette marge ne comporte aucune clause restrictive et elle n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés les 31 mai 2021 et 2020.

15 Créiteurs et autres passifs

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
	\$	\$
Sommes à payer sur acquisition d'autres investissements	271	224
Provision pour éventualités	1 900	8 000
Autres charges à payer	11 933	17 256
Rachats d'actions à payer	—	31 235
Impôts sur le résultat	16 668	—
Instruments financiers dérivés (note 6)	1 706	1 015
	32 478	57 730

16 Capital-actions

Autorisé

Actions de catégorie A en série

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie A, série 1 et série 2, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds « participantes », avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, sans valeur nominale.

Les actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie A, série 2, prennent rang également entre elles, à titre d'actions de cette catégorie, quant au paiement de dividendes, au partage de biens advenant la dissolution du Fonds, à sa liquidation, à la répartition des résultats nets ou à la distribution de tout ou d'une partie de son actif parmi les porteurs d'actions et, le cas échéant, au paiement de tout prix d'achat et de rachat. Le droit de vote qui s'y rattache s'exerce en une seule et même assemblée, sans égard à leurs séries respectives, et leurs porteurs peuvent être convoqués à cette assemblée, donner procuration et généralement y agir indistinctement, sauf lorsque la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, le cas échéant, requièrent un vote séparé.

Actions de catégorie A, série 1

Les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert immédiat à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou tout autre régime enregistré reconnu par la Loi. Elles ne peuvent être détenues que dans le cadre d'un tel régime.

Actions de catégorie A, série 2

Les actions de catégorie A, série 2, ne seront émises qu'à des personnes qui ne demanderont pas leur transfert à un fiduciaire.

Actions de catégorie B

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie B, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration. Les actions de catégorie B détenues par un fiduciaire pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie B détenues par une personne physique pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 2, et ce, sur la base d'une action de catégorie B pour une action de catégorie A, série 1, ou, selon le cas, une action de catégorie A, série 2, sans valeur nominale.

16 Capital-actions

Autorisé (suite)

Actions de catégorie G

Nombre illimité d'actions de catégorie G, sans droit de dividende, non participantes, sans droit de vote, non transférables, rachetables au gré du détenteur à une valeur égale au moindre de la valeur d'émission ou de la valeur aux livres. En cas de déficit, les détenteurs de ces actions assument en priorité, jusqu'à concurrence de la contrepartie versée sur ces actions, tout déficit et toute moins-value non matérialisée et, en cas de dissolution, de liquidation ou de toute autre cession totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions de catégories A et B ont été remboursés.

Actif net de catégorie A et séries d'actions

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Série 1		Série 2		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
31 mai 2021						
Actif net au début	177 500	2 234 547	2 384	30 015	179 884	2 264 562
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	21 566	283 164	297	3 950	21 863	287 114
Rachats d'actions	(9 932)	(130 880)	(230)	(3 010)	(10 162)	(133 890)
Résultats de la période						
Résultat global	—	535 453	—	6 912	—	542 365
	11 634	687 737	67	7 852	11 701	695 589
Actif net à la fin	189 134	2 922 284	2 451	37 867	191 585	2 960 151

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Série 1		Série 2		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
31 mai 2020						
Actif net au début	176 759	2 148 263	2 795	33 974	179 554	2 182 237
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	22 845	279 495	372	4 587	23 217	284 082
Rachats d'actions	(22 104)	(277 618)	(783)	(9 858)	(22 887)	(287 476)
Résultats de la période						
Résultat global	—	84 407	—	1 312	—	85 719
	741	86 284	(411)	(3 959)	330	82 325
Actif net à la fin	177 500	2 234 547	2 384	30 015	179 884	2 264 562

Aux 31 mai 2021 et 2020, aucune action de catégorie B et de catégorie G n'était émise.

16 Capital-actions (suite)

Virements

Conformément à une décision prise lors de l'assemblée générale du 29 septembre 2007, le Fonds peut, de temps à autre, par simple résolution des administrateurs et sans autre formalité :
i) augmenter ou réduire le montant du capital-actions émis et payé afférent aux actions de catégorie A, série 1, en circulation, sans distribution ni versement aux porteurs de ces actions, d'un montant ainsi ajouté au compte de capital-actions émis et payé ou déduit de ce dernier, selon le cas, ou ii) imputer tout surplus d'apports pour éliminer ou réduire le déficit.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2021, aucun virement n'a été approuvé par les administrateurs (ni au cours de l'exercice précédent).

Surplus d'apports

Le surplus d'apports provient de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions.

Modalités de rachat

Le Fonds doit racheter les actions de catégorie A dans les circonstances prévues par la Loi ou les acheter de gré à gré dans les circonstances exceptionnelles prévues dans la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* adoptée par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministre des Finances du Québec. Outre ces circonstances, une action ou une fraction d'action de catégorie A ne peut pas être rachetée.

Le prix de rachat des actions et des fractions d'action de catégorie A est fixé deux fois par année par le conseil d'administration sur la base de la valeur du Fonds au 31 mai et au 30 novembre.

17 Informations relatives au capital

Le Fonds recueille du capital afin d'effectuer des investissements conformément à sa mission, tout en maintenant les liquidités requises pour répondre aux demandes de rachats présentées par les actionnaires. Le Fonds a comme politique de réinvestir tous les bénéfices générés par son opération et ne prévoit pas verser de dividendes à ses actionnaires. Le Fonds n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles qui régissent l'émission et le rachat de ses actions.

Les règles régissant l'émission et le rachat des actions sont présentées dans le prospectus déposé annuellement auprès de l'Autorité des marchés financiers. La *Loi sur les impôts* du Québec prévoit que le Fonds peut être appelé à payer une pénalité s'il achète de gré à gré au cours d'un même exercice, plus de 2% du capital versé, certains critères d'achat étant exclus de ce calcul. Le Fonds a toujours respecté cette limite et entend continuer à le faire à l'avenir.

Aux 31 mai 2021 et 2020, le Fonds respectait l'ensemble des règles régissant l'émission et le rachat de ses actions.

Norme d'investissement

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens doivent représenter au minimum 65% de l'actif net moyen de l'année précédente du Fonds (Norme d'investissement).

Si le Fonds faisait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage dans une année donnée, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant seraient limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le respect de cette norme est validé sur une base annuelle, au 31 mai de chaque année. Aux 31 mai 2021 et 2020, Fondation respectait la Norme d'investissement.

18 Charges opérationnelles

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Traitements et charges sociales	32 803	34 781
Frais de communication aux actionnaires	786	977
Frais de fonctionnement	2 818	4 619
Frais de garde, registrariat et fiducie	569	605
Frais de publicité et d'information	1 153	1 808
Honoraires des gestionnaires externes	5 061	10 368
Frais d'occupation et loyer	3 367	6 469
Honoraires professionnels	10 041	9 143
Produits de location de bâtiments	(2 631)	(2 877)
Amortissements (note 11)	2 753	2 100
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles (note 11)	588	—
	57 308	67 993

À compter de l'exercice terminé le 31 mai 2021, le Fonds a cessé de présenter ses charges opérationnelles par secteur d'activité aux états du résultat global. Comme pour les exercices précédents, le détail des charges opérationnelles est présenté par nature. Le Fonds estime que la présentation de ses charges par nature, par voie de note, fournit une information adéquate pour les utilisateurs de ses états financiers.

19 Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la composition de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la haute direction :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel à court terme	2 591	3 131
Avantages postérieurs à l'emploi	290	288
Rémunération du conseil d'administration	343	172
	3 224	3 591

La rémunération inclut tous les avantages du personnel dans le cours normal des activités. Les avantages du personnel désignent toutes les formes de contrepartie payées, payables ou fournies par l'entité ou au nom de celle-ci, en échange de services rendus à l'entité.

20 Impôts

Le Fonds est imposé selon des règles similaires à une société de placement à capital variable et, par conséquent, aux fins de la *Loi sur le revenu du Canada*, l'impôt fédéral exigible sur les gains en capital est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués ou lors de rachats d'actions.

De plus, le Fonds a le statut de société privée et, par conséquent, une partie de l'impôt fédéral exigible sur ses revenus de placement est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués. Au cours des exercices terminés les 31 mai 2021 et 2020, aucun montant n'a été appliqué en augmentation des impôts sur le résultat à recevoir.

Les impôts différés sur les gains ou pertes non réalisés ne sont pas présentés distinctement aux états financiers puisque ces impôts sont remboursables. Ils font l'objet d'une compensation avec l'impôt en main remboursable futur correspondant. Au 31 mai 2021, le montant des impôts compensés de la sorte s'élève à 59,5 M\$ (18,8 M\$ au 31 mai 2020).

Impôts sur le résultat

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Exigibles	342	454
Différés	(547)	(908)
	(205)	(454)

Les impôts sur le résultat diffèrent du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial). Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2021	2020
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 50,17% (50,23% en 2020)	268 544	41 482
Dividendes non imposables	(8 802)	(8 534)
Partie non imposable ou non déductible sur le gain ou la perte en capital	(215 896)	(32 935)
Écart de taux	(11 566)	(2 253)
Impôt en main remboursable	(32 111)	1 441
Renversement des pertes reportées	(261)	—
Charges non déductibles et autres éléments	(113)	345
	(205)	(454)

Actifs d'impôts différés

Les éléments donnant lieu aux actifs d'impôts différés se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mai 2021	31 mai 2020
	\$	\$
Avantage fiscal attribuable au report de pertes, échéant jusqu'en 2040	766	851
Frais d'émission d'actions	888	1 146
Avantages postérieurs à l'emploi	3 759	3 970
Immobilisations	1 895	1 555
Autres éléments	666	639
	7 974	8 161

Au 31 mai 2021, le Fonds n'a aucune perte fiscale reportée au fédéral et dispose d'un solde de 22,2 M\$ au provincial pouvant servir à réduire le résultat imposable des exercices ultérieurs. Les pertes fiscales reportées au provincial expirent comme suit :

(en milliers de dollars)	Provincial
	\$
2029	3 642
2030	6 385
2031	741
2032	8 313
2033	2 127
2036	905
2040	95
	22 208

21 Avantages postérieurs à l'emploi

Le Fonds possède deux régimes de retraite à prestations déterminées, dont un n'est pas capitalisé, et un régime d'avantages complémentaires de retraite. Le Fonds a procédé, en date du 2 juin 2018, au retrait du régime de retraite capitalisé à entités multiples (ancien régime). Au cours de l'exercice précédent, le Fonds a obtenu l'approbation des autorités pour le retrait et réglé les étapes administratives. Le Fonds a acquitté sa juste part du déficit tel que fixé rétroactivement en date du 2 juin 2018 par le versement d'une cotisation spéciale de 6,8 M\$. L'obligation reliée au régime de retraite à prestations déterminées de Fondation ainsi que la juste part des actifs du régime ont été transférés de l'ancien régime pour les services avant le 2 juin 2018, et ce, pour les participants qui ont opté pour ceci. Le nouveau régime offre essentiellement les mêmes avantages à ses salariés participants et à ses retraités et est administré par un nouveau comité de retraite qui est accompagné par divers professionnels externes indépendants.

21.1 Particularités des régimes

Les régimes de retraite à prestations déterminées sont destinés à toutes les personnes salariées qui satisfont à certaines conditions. Les prestations de ces régimes sont fondées sur les années de service et sur les salaires de fin de carrière. Une évaluation de capitalisation et de solvabilité est produite chaque année, déterminant ainsi le niveau des cotisations que le Fonds doit verser au régime de retraite capitalisé.

Le calcul des obligations au titre des prestations constituées de ces régimes est basé sur des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2021 en ce qui concerne le régime non capitalisé et du 31 décembre 2019 dans le cas du régime capitalisé. Les actuaires indépendants ont recours à des extrapolations lorsque les dates des dernières évaluations actuarielles effectuées ne coïncident pas avec la date des états financiers présentés. La prochaine évaluation actuarielle complète devrait être effectuée au plus tard en date du 31 décembre 2022 dans le cas du régime capitalisé.

Le régime d'assurances collectives est un régime non contributif d'assurance maladie, d'assurance vie ainsi que d'assurance dentaire, destiné aux mêmes personnes que celles des régimes de retraite. Les obligations au titre des prestations constituées de ce régime, évaluées par des actuaires indépendants, ont été extrapolées au 31 mai 2021, en se basant sur les données des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2020. La prochaine évaluation actuarielle complète sera effectuée au plus tard en date du 31 mai 2023.

Le régime de retraite non capitalisé et le régime d'assurances collectives ne sont pas enregistrés et ne sont donc pas soumis à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec*.

21 Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

21.1 Particularités des régimes (suite)

Les tableaux suivants présentent les composantes des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi aux 31 mai 2021 et 2020.

(en milliers de dollars)	Exercice terminé le 31 mai 2021						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(65 250)	41 958	(23 292)	(13 065)	—	(13 065)	(36 357)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(6 179)	—	(6 179)	(1 203)	—	(1 203)	(7 382)
Transfert	(142)	142	—	—	—	—	—
Produit (charge) d'administration	—	(163)	(163)	—	—	—	(163)
d'intérêts	(2 128)	1 440	(688)	(422)	—	(422)	(1 110)
Incidence sur le résultat net	(8 449)	1 419	(7 030)	(1 625)	—	(1 625)	(8 655)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	5 703	5 703	—	—	—	5 703
Gain découlant des changements dans les hypothèses financières	1 778	—	1 778	1 445	—	1 445	3 223
Gain (perte) liée à l'expérience	(1 944)	—	(1 944)	643	—	643	(1 301)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	(166)	5 703	5 537	2 088	—	2 088	7 625
Cotisations :							
Du Fonds	—	4 390	4 390	—	167	167	4 557
Participants aux régimes	(1 286)	1 286	—	—	—	—	—
Prestations versées	953	(953)	—	167	(167)	—	—
	(333)	4 723	4 390	167	—	167	4 557
Solde à la fin	(74 198)	53 803	(20 395)	(12 435)	—	(12 435)	(32 830)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations déterminées et au régime d'assurances collectives au cours du prochain exercice s'élèvent respectivement à 4,1M\$ et 0,1M\$.

21 Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

21.1 Particularités des régimes (suite)

(en milliers de dollars)	Exercice terminé le 31 mai 2020						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(58 861)	30 332	(28 529)	(13 216)	—	(13 216)	(41 745)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(6 665)	—	(6 665)	(1 444)	—	(1 444)	(8 109)
Transfert	(316)	316	—	—	—	—	—
Produit (charge) d'intérêts	(1 842)	996	(846)	(414)	—	(414)	(1 260)
Incidence sur le résultat net	(8 823)	1 312	(7 511)	(1 858)	—	(1 858)	(9 369)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(880)	(880)	—	—	—	(880)
Gain découlant des changements dans les hypothèses financières	479	—	479	803	—	803	1 282
Gain découlant des changements dans les hypothèses démographiques	2 730	—	2 730	1 055	—	1 055	3 785
Perte liée à l'expérience	(1 390)	—	(1 390)	—	—	—	(1 390)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	1 819	(880)	939	1 858	—	1 858	2 797
Cotisations :							
Du Fonds	—	11 809	11 809	—	151	151	11 960
Participants aux régimes	(1 295)	1 295	—	—	—	—	—
Prestations versées	1 910	(1 910)	—	151	(151)	—	—
	615	11 194	11 809	151	—	151	11 960
Solde à la fin	(65 250)	41 958	(23 292)	(13 065)	—	(13 065)	(36 357)

21 Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

21.2 Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	31 mai 2021		31 mai 2020	
	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,40%	3,40%	3,25%	3,25%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Taux d'augmentation des salaires	3,50%	—	3,50%	—
Table de mortalité	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé
Coûts constatés au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,25%	3,25%	3,15%	3,15%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Taux d'augmentation des salaires	3,25%	—	3,25%	—
Table de mortalité	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé

Au 31 mai 2021, la durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies est de 24,6 années (26,1 années au 31 mai 2020) pour les régimes de retraite et de 22,8 années (22,5 années au 31 mai 2020) pour le régime d'assurances collectives.

21.3 Analyse de sensibilité

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux changements d'hypothèses indiquées. L'analyse de sensibilité a été faite en faisant varier chacune des hypothèses individuellement. En fonction des variations réelles observables dans le futur, il est fort possible que certaines de ces hypothèses soient corrélées, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations définies (régimes de retraite)			
Taux d'actualisation	1	(13 099)	17 873
Taux d'inflation	1	3 715	(5 195)
Taux d'augmentation des salaires	1	3 717	(3 582)
Taux de mortalité	10	(1 481)	1 636
Incidence sur l'obligation au titre des prestations d'assistance médicale postérieure à l'emploi (régime d'assurances collectives)			
Taux d'actualisation	1	(2 396)	3 266
Taux d'inflation	1	3 238	(2 421)
Taux de mortalité	10	(475)	534

21 Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

21.4 Répartition des actifs

La juste valeur des actifs des régimes a été répartie comme suit :

	31 mai 2021	31 mai 2020
	%	%
Actifs cotés en Bourse		
Actions canadiennes	12,9	12,3
Actions étrangères	44,1	45,2
Actifs non cotés en Bourse		
Obligations	28,2	28,0
Autres	14,8	14,5
	100,0	100,0

21.5 Risques associés aux avantages postérieurs à l'emploi

Les principaux risques associés aux avantages postérieurs à l'emploi sont :

- ▶ **Risque d'investissement**
L'obligation au titre des prestations constituées est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements des actifs de la caisse sont inférieurs à ce taux d'actualisation, un déficit sera créé.
- ▶ **Risque de taux d'intérêt**
Une variation des taux obligataires affectera la valeur des obligations reliées aux avantages postérieurs à l'emploi.
- ▶ **Risque de longévité**
Une amélioration plus importante de l'espérance de vie que celle prévue dans les tables utilisées augmentera la valeur des obligations reliées aux avantages postérieurs à l'emploi.
- ▶ **Risque d'inflation**
Les obligations reliées aux avantages postérieurs à l'emploi sont calculées en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de ces obligations.

21.6 Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des impôts

	Exercices terminés les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2021	2020
	\$	\$
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages postérieurs à l'emploi	7 625	2 797
Impôts différés	(734)	(115)
	6 891	2 682

22 Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

	Exercices terminés les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2021	2020
	\$	\$
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs et autres actifs	3 009	503
Impôt en main remboursable	(27 237)	6 560
Créditeurs et autres passifs	(6 910)	8 259
Impôts sur le résultat	26 538	(19 284)
	(4 600)	(3 962)
Autres informations sur les éléments de trésorerie		
Intérêts reçus	18 888	19 665
Dividendes et distributions reçus	24 356	15 710

23 Renseignements additionnels

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* (audité), le *Relevé des autres investissements* (non audité), ainsi que le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés* (non audité), sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site Web (www.fondation.com) ou sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).



Relevé du coût des investissements en capital de développement

31 mai 2021

Rapport de l'auditeur indépendant du relevé du coût des investissements en capital de développement

Aux administrateurs de
Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la
coopération et l'emploi (« Fondaction »).

Opinion

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements en capital de développement
de Fondaction au 31 mai 2021 (le « relevé »).

À notre avis, le relevé ci-joint de Fondaction au 31 mai 2021 a été préparé, dans tous ses aspects
significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue
des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues
(NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus
amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé
» du présent rapport. Nous sommes indépendants de Fondaction conformément aux règles de
déontologie qui s'appliquent à l'audit du relevé au Canada et nous nous sommes acquittés des
autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que
les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre
opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Le relevé a été préparé pour permettre à Fondaction de se conformer aux dispositions en matière
d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds
d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que le relevé ne
puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions en
matière d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue
des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle
considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies
significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière
de Fondaction.

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le relevé pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du relevé prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ Nous identifions et évaluons les risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- ▶ Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de Fondation.
- ▶ Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec,
Le 22 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118581

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2000	Novacap II, s.e.c.	20	—		—	
	Groupe SportsScene inc.	25	1 124		1 124	
	Tecsys inc.	45	1 197		1 197	
2001	Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	25		1 891	1 891	
	MDF commerce inc.	45	18 575		18 575	
	TFI International inc.	20	1 969		1 969	
2003	Fonds Vimac Milestone Medica Nord, s.e.c.	35	962		962	
2004	Groupe d'alimentation MTY inc.	25	91		91	
	Savaria Corporation	20	3 647		3 647	
2005	AV&R Vision & Robotiques inc.	20	1 110		1 110	
	FIER Partenaires inc.	45	—		—	
	FIER Partenaires, s.e.c.	45	2 804		2 804	
	Groupe ADF inc.	15	2 876		2 876	
	Imaflex inc.	15	813		813	
	Stella-Jones inc.	15	674		674	
2006	Fiducie du Chantier de l'économie sociale	40	—	5 235	5 235	
	MonoGen inc.	35	165		165	
	Pixman Média Nomade inc.	50	113		113	
	Primatlant capital, s.e.c.	40	1 271		1 271	
	Prime Blockchain inc.	45	473		473	
	Viaction Assurance inc.	40	4 500		4 500	
2007	5N Plus inc.	15	4 747		4 747	
	Fonds d'investissement iNovia II, s.e.c.	45	2 147		2 147	
	Genesys Ventures II, L.P.	35	2 580		2 580	
	GO Capital, s.e.c.	45	1 288		1 288	
	Ni2 inc.	45		1 145	1 145	
	Novacap industries III, s.e.c.	20	7 668		7 668	
	Novacap technologies III, s.e.c.	45	—		—	
	R & D Capital inc.	40		3 172	3 172	
	Rho Canada capital de risque, s.e.c.	45	4 214		4 214	
2008	Equisoft inc.	45	4 572	223	4 795	
	Fonds de prêts à des sociétés de pays émergents Cordiant III, s.e.c.	40	1 207		1 207	
	Fonds immobilier Angus, s.e.c.	60	39 462		39 462	
	Forage Orbit Garant inc.	15	1 478		1 478	
	Lab Recherche inc.	35	1 401		1 401	
	Rho Venture VI, L.P.	45	10 261		10 261	
	2009	Chrysalix Energy III US, L.P.	45	5 252		5 252
Fonds Cycle capital I, s.e.c.		45	9 386		9 386	
Fonds immobilier Redbourne II, s.e.c.		60	2 435		2 435	
Groupe Nexio inc.		45		942	942	

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2009 (suite)	Services préhospitaliers Paraxion inc.	35	4 303		4 303	
2010	Alamos Gold inc.	15	171		171	
	DiagnoCure inc.	35	915		915	
	Dimension Composite inc.	20		1 080	1 080	
	Georgian Partners, Growth Fund I, L.P.	45	1 146		1 146	
	Média-Max inc.	50	2 000	750	669	3 419
	Société en commandite GPM immobilier (11)	60	—		—	
2011	4IQ Investissements	25	135		135	
	Champlain J.L.D. IA Roynat, s.e.c.	40	—		—	
	Cogeco communications inc.	50	4 568		4 568	
	Cogeco inc.	50		10 324		10 324
	Enerkem inc.	10	8 375		8 375	
	Filaction, s.e.c.	25	22 999		22 999	
	Fonds d'amorçage Cycle-C3E Capital, s.e.c.	45	426		426	
	Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	40	4 796		4 796	
	Gestion fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	40	—		—	
	Groupe WSP Global inc.	20	4 947		4 947	
	Théâtre le Diamant	60		2 866		2 866
	Triomed Innovations corporation	35	4 885	959		5 844
2012	9256-9771 Québec inc. (Solisco)	20	5 030		5 030	
	Coopérative de solidarité carbone	20	2 064		2 064	
	Corporation Mariculture Global	30	196		196	
	Gestion MB5 inc. (Norduy inc.) (Transtex inc.)	20		2 424		2 424
	Groupe Bluenove inc.	45	811	286		1 097
	Industries Lassonde inc.	30	3 283		3 283	
	Médiabiz Capital Canada, s.e.c.	50	5 000		5 000	
	Rho Canada capital de risque II, s.e.c.	45	4 479		4 479	
	Technologies Synergx inc.	20		992		992
2013	BRP inc.	25	4 394		4 394	
	Fonds Cycle Capital III, s.e.c.	45	5 471		5 471	
	Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	60	9 327		9 327	
	H2O Innovation inc.	20	1 434		1 434	
	Les emballages Gab Itée	15		2 802		2 802
	Lumira Capital II, L.P.	35	3 992		3 992	
	Pages Jaunes Limitée	50	195		195	
	Restaurant Pacini inc.	25	3 380	1 012		4 392
	Sollio groupe coopératif	30	102 000		102 000	

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2014	Fonds d'investissement Réal III, s.e.c.	45	1 812		1 812	
	Georgian Partners Growth Fund II, L.P.	45	5 559		5 559	
	Gestion E.C.I. inc.	20	3 600		3 600	
	Le Groupe Master inc.	20		15 989		15 989
	Métal 7 inc.	20	3 775		3 775	
	Novacap Industries IV, s.e.c.	20	13 093		13 093	
	Novacap TMT IV, s.e.c.	45	5 514		5 514	
	Opsens inc.	35	3 762		3 762	
	PCP (Plaque coulée de précision) Canada	15		279		279
	Société immobilière Saint-Urbain inc.	60	—			—
	Société immobilière Saint-Urbain, s.e.c.	60	—			—
	SPC Partners V, L.P.	30	4 533		4 533	
	Thérapeutique Knight inc.	35	747		747	
2015	9023-1952 Québec inc. (Les Dépendances)	30	350	128		478
	9333-4092 Québec inc. et Rad Technologies inc.	20		177		177
	Agropur coopérative	30	51 106			51 106
	Congébec Logistique inc.	20			638	638
	Fédération québécoise des coopératives forestières	15		42		42
	Fonds Biomasse Énergie I, s.e.c.	40	3 650			3 650
	Fonds Biomasse Énergie-1 inc.	40	—			—
	GDI Services aux immeubles inc.	20	6 666			6 666
	Groupe Atis inc.	20	6 113	5 249	233	11 595
	Groupe Stingray inc.	50	4 432			4 432
	Métaux Osisko	15	661			661
	Quartz Nature inc.	25		1 152		1 152
	Telecon inc.	20		41 580		41 580
	Terallys Capital Fonds d'Innovation, s.e.c.	45	13 053			13 053
2016	9333-9455 Québec inc. (Sushi taxi)	25		758		758
	9826149 Canada inc. (Sièges Ducharme international inc.)	20		682		682
	Achronix Semiconductor Corporation	45	293			293
	Biomont Énergie, s.e.c.	55	1 000	1 504		2 504
	Ficodis inc.	20	9 300	1 023		10 323
	Fonds Innovexport, s.e.c.	45	1 435			1 435
	Fonds PGEQ, s.e.c. - classe L	40	30 000			30 000
	Fonds PGEQ, s.e.c. - classe H	40	24 229			24 229
	Fonds pour les femmes entrepreneures FQ, s.e.c.	40	5 035			5 035

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2016 (suite)	Fonds XPND Croissance, s.e.c.	45	3 521		3 521	
	Genesys Ventures III, L.P.	35	5 169		5 169	
	Georgian Partners, Growth Fund III, L.P.	45	10 447		10 447	
	Gestion Femmes entrepreneures FQ inc.	40	—		—	
	Gestion Meglab inc.	20	2 412		2 412	
	Groupe Daoust/Forget inc.	25		2 531	2 531	
	Groupe Velan média inc.	20		2 069	2 069	
	İohkwahs, s.e.c.	55		9 253	9 253	
	Les Industries Spectra Premium inc.	25	16 675		16 675	
	Marie Saint Pierre Design inc.	25		157	157	
	Meglab Électronique inc.	20	2 288		2 288	
	New Acres Capital AG & Food L.P.	30	4 572		4 572	
	Produits forestiers Petit-Paris inc.	15		140	140	
	Sais Interconnexion inc.	20		187	187	
	Société en commandite Ipso Facto VI	60	13 476		13 476	
	Société en commandite nouveau Alaska	30			1 356	1 356
	Taxelco inc.	20	2 750	3 604		6 354
2017	9370-9301 Québec inc.	40	—		—	
	Amplify Capital I (MaRs Catalyst Funds L.P.)	45	353		353	
	Arkys Web Software inc.	45		233	233	
	Au Coin du Pédaleur inc.	25		331	331	
	Bow groupe de plomberie inc.	20		317	317	
	Champlain performance III, s.e.n.c.	40	—		—	
	CPU Service d'ordinateur inc.	45		1 305	1 305	
	Derco Horticulture inc.	20		451	451	
	Éolelectric Capital inc.	55	6 542		6 542	
	Fonds d'investissement Réal 17, s.e.c.	45	2 674		2 674	
	Fonds Écofuel, s.e.c.	45	1 356		1 356	
	Freelinc Technologies inc.	45	—		—	
	Freelinc Technologies LLC	45	—		—	
	G.C.L. Équipements inc.	20	7 800		7 800	
	G2MC inc. (Maison Corbeil)	25	4 000	5 206	9 206	
	Groupe conseil Era inc.	45		279	279	
	Groupe Incursion inc.	25		736	736	
	Industries Fabkor inc.	20	1 305	1 595	2 900	
	Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	40	8 577		8 577	
	Le Devoir inc.	50	125		125	
Les entreprises Marsolais inc.	25		923	923		

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2017 (suite)	Les Meubles St-Damase inc. / Bosquet inc.	20		3 300		3 300
	Lumira Capital I Fund Liquidating trust	35	251			251
	Novacap TMT V, s.e.c.	45	10 636			10 636
	Nutrinor coopérative	30		506		506
	Société immobilière Solar s.e.c.	60	43 935			43 935
	SPC Partners VI, L.P.	30	4 358			4 358
2018	10679313 Canada inc. (Arsenal Média)	50	1 758	6 180		7 938
	10679321 Canada inc. (Boutique Le Cargo)	50	232			232
	9090-4962 Québec inc. (Maison Le Grand)	30	750	400		1 150
	9167200 Canada inc. (Kanuk)	25		1 546		1 546
	9355-9680 Québec inc. (Gestion Fonds Carbone)	40	325			325
	Action 500 Dorval inc.	25			529	529
	AtmanCo inc.	20		480		480
	Barrette Boisvert Management inc. (Imprimerie BBM inc.)	20		479		479
	Big Bang ERP inc.	45	1 380	1 146		2 526
	Big Bang ERP International inc.	45	120			120
	Boralex inc.	55	5 605			5 605
	Brault & Bouthillier Itée	25	3 750	5 157		8 907
	Edilex inc.	45		1 400		1 400
	Électrobac inc.	20	250	444		694
	ESI Technologies de l'information inc.	45	9 000			9 000
	Filaction II, s.e.c.	25	15 585			15 585
	Fonds Amorchem II, s.e.c.	35	626			626
	Fonds d'investissement pour logement étudiant, s.e.c.	60	599			599
	Groupe Alithya inc.	45	3 382			3 382
	Hortau inc.	45	1 108			1 108
	ITI inc. (anciennement Informatique Pro-Contact inc.)	45		4 917		4 917
	LB Laser	20		516		516
	Les aliments BCI inc.	30	5 167	8 787		13 954
	Les Constructions Prospère inc.	25		437		437
	Les distributions alimentaires Roy inc. / Rouge Viande inc.	30		732		732
	Les manufacturiers d'aluminium d'Ottawa inc.	15		683		683
	Les viandes biologiques de Charlevoix inc. / 9185-8662 Québec inc.	30		1 301		1 301
	Lumira Venture III, L.P.	35	4 611			4 611

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	
2018 (suite)	Rogers Sugar inc.	30	2 774		2 774		
	Société immobilière Solar inc.	60	—		—		
	Urapl gestion durable du sol commandité I, s.e.c.	30	—		—		
	Urapl gestion durable du sol, s.e.c.	30	1 642		1 642		
2019	9388-7628 Québec inc. (JLD Laguë)	20	4 000	4 021	8 021		
	9394-2589 Québec inc.	40	—		—		
	Aménagement « Côté jardin » inc.	20		1 447	1 447		
	Art Massif Structure de bois inc.	20		1 271	1 271		
	Cisolift distribution inc. / Equipement aérien liftup inc.	20		322	322		
	Coop Agri-énergie Warwick	55	375		375		
	Entreprises La Canadienne inc.	25	3 000	3 688	6 688		
	Exposio technologies inc. / Polyrix inc.	45		468	468		
	Falcon environmental inc	20		2 023	2 023		
	Fondation pour le développement de l'habitation coopérative au Québec	60		1 185	1 185	2 370	
	Fonderie Poitras ltée	25	2 209	2 249	4 458		
	Fonds cycle capital IV, s.e.c.	45	2 172		2 172		
	Fonds de croissance Inovia, s.e.c.	45	5 636		5 636		
	Fonds d'investissement Inovia 2018, s.e.c.	45	1 202		1 202		
	Fonds d'investissement LCC, s.e.c.	40	16 780		16 780		
	Fonds Renewal 4	30	1 188		1 188		
	Gestion Édifice Molson phase X inc.	60	—		—		
	Gestion Édifice Molson phase X, s.e.c.	60	1 951		1 951	500	
	Groupe R.Y. Beaudoin inc. (GRYB)	20		7 111	1 442	8 553	
	Kombucha rise inc.	30		3 331		3 331	
	Lambert et fils luminaires inc. et Les entreprises Lambert et fils inc.	25		701		701	
	Land Degradation Neutrality Fund SLP	30	4 298			4 298	
	Les Designs Loki Box inc.	25		978		978	
	Les Plastiques Évolupak inc.	30		2 054		2 054	
	Lightspeed POS inc.	45	1 323			1 323	
	Metro inc.	30	9 474			9 474	
Morille Québec inc. et Embouteillages JSG inc.	30		914		914		
Novacap Industries V, s.e.c.	20	1 884			1 884		

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2019 (suite)	Novacap TMT V Co-Investissement (Nuvei), s.e.c.	45	18 149		18 149	
	Pierre Du Moulin inc.	30		611	611	
	Prana biovégétaliens inc.	30	1 800		1 800	
	Produits de plancher Finitec inc.	15		922	922	
	Recyclage BDCM inc	20		417	417	
	Service d'intervention sur mesure inc. (Cognibox)	45	3 598		3 598	
	Solutions Inedge inc.	45	300	1 984	2 284	
	Solutions Munvo inc.	45	6 105		6 105	
	Spring Lane Capital	55	1 424		1 424	
	Technopôle Angus II, s.e.c.	60		32 828	32 828	
	Teralys Capital Fonds d'innovation 2018, s.e.c.	45	13 898		13 898	
	Usine Rotec inc.	35	300	719	1 019	
2020	11802526 Canada inc. (Arsenal)	50	—		—	
	11890441 Canada inc. (Alliance Magnésium inc.)	15	6 000		6 000	
	6384269 Canada inc. (Guru Organic Energy Corp.)	30	1 435		1 435	
	9272-4285 Québec inc. (Groupe acéricole SN)	30		256	256	
	9391-7904 Québec inc. (WR Transformateurs)	20	5 000		5 000	
	9421-4707 Québec inc. (IEL technologie agricole)	20		800	800	
	9972242 Canada inc. (Entosystem)	30	317		317	
	Alimentation Gusta inc.	30	300		300	
	Beaulieu enveloppe du bâtiment inc.	15		3 000	3 000	
	Boulangerie - pâtisserie Dumas inc.	30		3 209	3 209	
	Fonds capital de risque Amplitude I s.e.c.	35	3 282		3 282	
	Fonds d'associés MKB partners funds II, s.e.c.	55	2 100		2 100	
	Fonds d'opportunités canadiennes Brightspark, s.e.c.	45	1 264		1 264	
	Georgian Partners, Growth Fund V, L.P.	45	8 200		8 200	
	Innergex énergie renouvelable inc.	55	7 329		7 329	
	InvestEco Sustainable Food Fund III, L.P.	30	2 350		2 350	
	Le Groupe Seccan inc.	20	2 325		2 325	
	Logistique Xtreme International inc.	20	250	2 250	2 500	
	Mabarex inc.	20		1 000	1 000	
	Mais soufflé Bad Monkey inc.	30	1 650	2 083	3 733	
	NCP solutions d'usure s.e.c. (Beauce Caoutchouc inc.)	25	3 200		3 200	

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

au 31 mai 2021

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	
2020 (suite)	Novacap TMT V Co-Investissement (NDT-E), s.e.c.	20	9 943		9 943		
	Plant-E Corp.	55	5 000		5 000		
	Produits alimentaires L.M. inc.	30		600	600		
	Seccan inc. (Serrubec)	20		2 738	2 738		
	Société en commandite Ipsos Facto VII	60	5 422		5 422		
	Top glaciers inc.	30		1 200	1 200		
2021	12870401 Canada inc. (Novacap V Co-invest - Globe électrique)	20	7 907		7 907		
	9030-5418 Québec inc. (Dion Herbes & Épices.)	30	3 000	650	3 650		
	9429-3206 Québec inc. (SOFIAC)	40	—		—		
	9434-6897 Québec inc./ Boulangerie pâtisserie Dumas inc./ Boulangerie Humanité inc.	30		433	433		
	Aliments MLW inc. (Wong Wing)	30	7 000	3 055	10 055		
	Boulangerie Humanité inc.	30	4 958		4 958		
	Compagnie Globe électrique inc.	20		9 180	9 180		
	Dialogue Technologies de la santé inc.	35	1 691		1 691		
	Distributions SOFIAC s.e.c.	40	—		—		
	Enerserv inc.	20	1 500		1 500		
	Evive smoothie inc.	30	800		800		
	Fonds Walter EMR s.e.c. (Medfar)	45	5 500		5 500		
	Groupe R.Y. Beaudoin inc. (GRYB) - GRYB International inc.	20		5 000	5 000		
	Groupe SFGT	40		3 000	3 000		
	Les aliments 2000 inc. / Boulangerie pâtisserie Dumas inc. / Boulangerie Humanité inc. / Maison Isabelle	30		1 006	1 006		
	Lion Électrique	20	3 649		3 649		
	Novacap TMT V Co-Investissement (LOGIBEC), s.e.c.	45	9 226		9 226		
	Polyrix inc.	20	500	250	750		
	Société de financement et d'accompagnement en performance énergétique s.e.c. (SOFIAC)	40	1 780		1 780		
	Société Laurentide inc.	15	1 755	720	2 475		
	Technostrobe inc. / Technostrobe intl inc.	20		3 700	3 700		
	Uni Select inc.	25	1 007		1 007		
	Waste Robotics inc.	45		473	473		
	Xebec adsorption inc.	20	580		580		
			980 074	281 271	11 022	1 272 367	6 500

Relevé du coût des investissements en capital de développement (suite)

* Secteurs

10 Énergie

25 Consommation discrétionnaire

40 Finances

55 Services aux collectivités

15 Matériaux

30 Biens de consommation de base

45 Technologies de l'information

60 Immobilier

20 Industries

35 Santé

50 Communications

Répartition par secteur d'activités	Consommation discrétionnaire et biens de consommation de base (25 et 30)	Industries (20)	Technologies de l'information, communications et santé (35, 45 et 50)	Immobilier et services aux collectivités (55 et 60)	Autres (10, 15 et 40)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total du coût des investissements	363 444	251 240	313 185	194 803	149 695	1 272 367
Garanties et cautionnements	—	—	—	6 500	—	6 500
Fonds engagés, mais non déboursés	38 390	20 265	166 731	61 456	46 745	333 587
Total	401 834	271 505	479 916	262 759	196 440	1 612 454

Notes complémentaires

Le Fonds a modifié la présentation des secteurs d'activité afin de mieux représenter l'exposition aux différents marchés auxquels le portefeuille d'investissements en capital de développement est exposé. De plus, nous avons réparti les investissements dans les titres d'entreprises québécoises publiques, dans les différents secteurs d'activité.

Ce relevé du coût des investissements en capital de développement fournit le détail par société des sommes investies par Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (« Fondation »). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de Fondation du 31 mai 2021.

De plus, ce relevé présente la liste des garanties et des cautionnements octroyés par Fondation.



Relevé des autres investissements (non audité)

31 mai 2021

Relevé des autres investissements (non audité)

Marché monétaire

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2021-06-10	0,08 %	400	400	400
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2021-06-11	0,75 %	1 058	1 058	1 058
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2021-07-13	0,70 %	2 137	2 137	2 137
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2021-08-11	0,14 %	385	385	385
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2022-07-13	1,60 %	1 193	1 193	1 193
Total du marché monétaire			5 173	5 173	5 173

Obligations

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de moins de 365 jours					
Canada Housing Trust	2021-09-15	0,61 %	3 708	3 717	3 713
Ontario Pension Board Finance Trust	2022-02-24	1,88 %	895	884	904
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-03-01	1,35 %	1 311	1 304	1 318
			5 914	5 905	5 935
Durée résiduelle de plus de 365 jours					
Exportation et développement Canada	2022-09-01	1,80 %	650	649	662
Gouvernement du Canada	2022-11-01	0,25 %	795	796	795
Ville de Mirabel	2022-12-12	2,25 %	809	798	826
Ville de Saint-Anselme	2022-12-13	2,30 %	418	409	427
Ville de Pointe-Claire	2022-12-19	3,20 %	122	128	126
Ville de Caplan	2023-01-23	2,50 %	400	402	410
Province de l'Ontario	2023-01-27	1,95 %	1 035	1 031	1 061
Ville de Terrebonne	2023-01-29	2,70 %	28	28	29
Ville de Saint-Mathieu-de-Beloil	2023-02-13	2,55 %	362	367	372
Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie	2023-02-22	2,65 %	221	223	227
Ville de Saguenay	2023-02-27	3,25 %	28	29	29
Province de Québec	2023-03-01	2,45 %	990	989	1 026
Ville de Boischatel	2023-03-13	2,50 %	156	156	160
Ville de Sept-Îles	2023-04-10	2,50 %	197	199	203
Banque de Nouvelle-Écosse	2023-05-01	2,38 %	635	652	654
Ville de Lévis	2023-06-05	3,10 %	32	33	33
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2023-06-09	2,43 %	580	592	598
Great Lakes Power Senior Secured Bond, série 1	2023-06-16	6,60 %	264	264	264
Ville de Saint-Mathieu	2023-06-26	2,75 %	96	97	99
Alliance Pipeline Limited	2023-06-30	7,18 %	56	56	59
Ville de l'Ancienne-Lorette	2023-07-10	2,60 %	500	490	516
Ville de Saint-Jérôme	2023-07-24	3,60 %	154	165	162
Ville de Brownsburg-Chatham	2023-08-20	2,00 %	211	209	216
Ville de Lévis	2023-09-05	3,85 %	65	68	69
Ville de Terrebonne	2023-09-10	1,95 %	1 470	1 453	1 501
Paroisse de Sainte-Marguerite	2023-09-11	2,85 %	1 261	1 284	1 310
Banque Royale du Canada	2023-09-26	3,30 %	260	271	274
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2023-10-02	4,00 %	30	32	32
Ville d'Otterburn Park	2023-10-02	2,85 %	1 000	1 015	1 039
Ville de Saguenay	2023-10-16	3,90 %	55	58	59

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Coaticook	2023-10-29	2,25%	73	73	75
Ville de Baie-Saint-Paul	2023-10-30	2,20%	515	512	528
MRC de Memphrémagog	2023-11-01	3,00%	1 200	1 225	1 256
Ville de Ste-Marie	2023-11-19	2,25%	354	352	364
Ville de Longueuil	2023-11-20	3,75%	38	40	41
Saputo inc.	2023-11-21	2,83%	200	199	208
Ville de Mont-St-Hilaire	2023-11-21	3,05%	30	31	31
Ville de Windsor	2023-12-02	2,20%	361	358	371
Municipalité de Saint-Paul	2023-12-03	2,15%	254	251	261
Ville de Matane	2023-12-03	2,20%	371	368	382
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2023-12-04	3,00%	60	61	63
Central 1 Credit Union	2023-12-06	2,58%	250	250	260
Ville de Chambly	2023-12-17	2,15%	1 055	1 044	1 083
Scotia Capital inc. (NHA MBS)	2024-01-01	2,05%	760	757	782
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2024-01-15	3,29%	180	182	191
Ville de Saint-Jérôme	2024-02-05	3,65%	186	191	198
Wells Fargo & Co.	2024-02-08	3,18%	700	747	738
Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière	2024-02-12	2,90%	220	216	230
Ville de Beauré	2024-02-12	3,00%	938	935	983
Ville de Château-Richer	2024-02-12	2,85%	445	437	464
Ville de St-Cyrille-de-Wendover	2024-02-12	2,85%	500	490	522
Ville de St-Jacques	2024-02-12	2,85%	360	353	376
West Edmonton Mall Property inc.	2024-02-13	4,06%	643	659	660
Ville de Bonaventure	2024-02-20	2,85%	887	888	927
Ville de Cap-Saint-Ignace	2024-02-20	2,85%	160	158	167
Ville de Saint-Jean-Port-Joli	2024-02-20	2,85%	434	436	454
Province de Québec	2024-02-22	2,25%	940	940	981
Ville de Baie-Saint-Paul	2024-02-26	2,75%	825	815	858
Ville de Saint-Georges	2024-02-26	2,70%	150	150	156
Ville de Ste-Anne-des-Plaines	2024-02-26	2,70%	950	937	988
Ville de Lévis	2024-03-05	2,60%	50	50	52
Ville de L'Islet	2024-03-05	2,65%	249	252	260
Banque de Montréal	2024-03-06	2,85%	515	524	540
Banque Toronto-Dominion	2024-03-08	2,85%	400	414	420
Ville de Mont-Royal	2024-03-11	2,50%	600	605	622
Genworth MI Canada inc.	2024-04-01	4,24%	285	288	305
PSP Capital inc.	2024-04-04	3,29%	2 200	2 280	2 360
Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud	2024-04-04	2,25%	600	598	621
Ventas Canada Finance Limited	2024-04-12	2,80%	165	165	172
Ville de Saguenay	2024-04-22	3,45%	230	249	245
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2024-06-01	1,75%	1 197	1 192	1 227
Province de l'Ontario	2024-06-02	3,50%	2 410	2 637	2 605
Ville de Lévis	2024-06-04	2,30%	705	735	731
Ville de Rivière-du-Loup	2024-06-04	2,35%	660	652	682
Ville de Val-des-Monts	2024-06-04	2,35%	660	652	681
Ville de Repentigny	2024-06-26	2,10%	685	709	703
Banque de Montréal	2024-07-29	2,28%	1 050	1 083	1 086
Ville de Boucherville	2024-07-29	3,25%	150	162	159
Ville de Brownsburg-Chatham	2024-08-20	2,00%	1 090	1 079	1 118
Ville de Chambly	2024-08-20	2,00%	120	124	123

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Beauceville	2024-08-26	2,00%	800	791	818
Ville de Matane	2024-08-26	2,00%	725	716	745
Ville de Plessisville	2024-08-26	2,00%	500	494	510
Ville de Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2024-08-26	2,00%	725	716	741
Ville de St-Germain-de-Grantham	2024-08-26	2,00%	530	524	542
Ville de Warwick	2024-08-26	2,00%	800	790	818
Ville de Coteau-du-Lac	2024-08-27	2,10%	800	792	820
Ville de St-Hippolyte	2024-08-27	2,10%	800	792	824
Ville de La Prairie	2024-09-04	1,95%	591	609	606
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	2024-09-09	3,15%	300	311	318
Banque de Nouvelle-Écosse	2024-09-23	2,49%	230	230	240
Scotia Capital inc. (NHA MBS)	2024-10-01	1,89%	2 815	2 794	2 898
Ville de Châteauguay	2024-10-07	3,35%	685	716	731
Banque Royale du Canada	2024-11-01	2,61%	505	529	528
Ville de Saint-Jérôme	2024-11-14	2,10%	1 000	990	1 026
Enbridge inc.	2024-11-19	3,95%	100	110	108
Banque Toronto-Dominion	2024-12-02	2,50%	600	618	626
Administration régionale Kativik	2024-12-03	3,25%	410	445	437
Ville de Nicolet	2024-12-17	2,05%	1 500	1 536	1 538
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2025-01-10	3,55%	295	307	316
Ville de Terrebonne	2025-01-27	3,00%	710	764	751
Ville de Rawdon	2025-01-29	2,25%	500	524	516
Banque de Nouvelle-Écosse	2025-02-03	2,16%	500	523	515
Province de l'Ontario	2025-02-05	2,65%	2 935	2 942	3 116
Ville de Mont-Tremblant	2025-02-10	2,85%	375	402	395
Ville de Berthierville	2025-02-18	2,15%	783	782	804
Ville de Roxton Pond	2025-02-18	2,15%	756	755	777
Ville de Bécancour	2025-03-10	2,60%	696	710	728
Banque Toronto-Dominion	2025-03-13	1,94%	1 300	1 350	1 330
Reliance Limited Partnership	2025-03-15	3,84%	600	600	645
Ville de Repentigny	2025-03-24	1,45%	365	370	366
Ville de Dolbeau-Mistassini	2025-04-01	2,15%	350	365	359
Ville de Gatineau	2025-04-01	2,60%	823	836	860
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2025-04-17	2,00%	600	624	615
Ville de Sainte-Catherine	2025-04-28	1,75%	500	511	506
Ville de Longueuil	2025-05-06	1,35%	1 400	1 378	1 398
Ville de Joliette	2025-05-12	1,40%	1 000	987	997
Ville de Saint-Basile-le-Grand	2025-05-19	1,25%	620	611	613
Ville d'Hudson	2025-05-20	1,25%	33	33	33
York Region District School Board	2025-06-03	5,30%	818	922	893
Altagas Ltd	2025-06-10	2,16%	220	222	224
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2025-07-02	0,75%	1 000	998	988
Province de Québec	2025-07-06	2,60%	890	888	948
TransCanada Pipelines Ltd	2025-07-17	3,30%	200	213	214
Province de l'Ontario	2025-09-08	1,75%	2 595	2 701	2 666
Ville de Brownsburg-Chatham	2025-10-19	0,90%	2 013	1 972	1 967
Ville de La Pêche	2025-10-20	0,90%	1 457	1 427	1 409
Ville de Joliette	2025-11-10	0,90%	700	689	683
Ville de Rouyn-Noranda	2025-11-10	0,95%	750	740	732

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Saint-Charles-Borromée	2025-11-10	0,90%	750	738	732
Ville de Saint-Georges	2025-11-12	0,95%	1 400	1 381	1 365
Banque Toronto-Dominion	2025-12-09	1,13%	420	412	414
Alliance Pipeline Limited	2025-12-31	6,77%	73	73	85
Fédération des caisses Desjardins	2026-01-21	1,09%	325	325	318
Central 1 Credit Union	2026-01-29	1,32%	440	440	433
Sienna Senior Living	2026-02-27	3,45%	205	205	214
Ville de Wickham	2026-03-08	1,10%	1 055	1 038	1 029
Banque de Montréal	2026-03-10	1,76%	460	461	464
Reliance Limited Partnership	2026-03-15	3,75%	95	95	102
Bank of America	2026-03-24	3,52%	165	180	177
Ville de Trois-Rivières	2026-04-27	2,70%	53	51	56
	rachetable et taux variable à compter du 2025-03-24				
First Capital Realty inc.	2026-05-06	3,60%	300	301	315
Hyundai Capital Canada	2026-05-12	2,01%	160	160	161
Banque HSBC du Canada	2026-05-20	1,78%	400	400	402
CT Real Estate Investment Trust	2026-06-01	3,29%	200	198	212
Riocan Real Estate Investment Trust	2026-06-15	1,97%	980	979	967
Municipalité régionale de comté de Charlevoix	2026-07-06	2,65%	1 500	1 454	1 571
Ville de Longueuil	2026-07-13	2,60%	500	483	521
Ville de Saint-Jérôme	2026-09-14	2,50%	197	193	204
Ville de Vaudreuil-Dorion	2026-11-30	2,85%	1 000	977	1 051
Ville de Terrebonne	2026-12-21	2,95%	191	190	202
Province de l'Ontario	2027-02-01	1,85%	2 085	2 173	2 138
Algonquin Power & Utilities Corp.	2027-02-17	4,09%	125	125	139
Wells Fargo & Co.	2027-02-18	2,49%	125	130	128
Genworth MI Canada inc.	2027-03-01	2,96%	40	40	41
Riocan Real Estate Investment Trust	2027-03-10	2,36%	150	150	150
Brookfield Asset Management inc.	2027-03-16	3,80%	265	267	290
Sienna Senior Living	2027-03-31	2,82%	150	150	152
TransCanada Pipelines Ltd	2027-04-05	3,80%	120	129	131
Province de l'Ontario	2027-06-02	7,60%	656	885	886
Granite REIT Holdings LP	2027-06-04	3,06%	100	100	105
Real Estate Asset Liquidity Trust	2027-06-12	3,64%	240	241	254
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-06-13	2,50%	985	931	1 024
First Capital Realty inc.	2027-07-12	3,75%	95	100	100
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2027-09-28	0,88%	1 800	1 797	1 732
Stantec inc.	2027-10-08	2,05%	310	304	305
Ville de Longueuil	2027-11-14	2,85%	70	68	74
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2027-11-15	2,85%	70	68	73
Reliance Limited Partnership	2027-12-01	2,68%	30	30	30
Metro inc.	2027-12-06	3,39%	200	199	216
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-12-14	2,70%	1 000	961	1 049
Telus Corporation	2028-01-27	2,35%	120	123	121
First Capital Real Estate	2028-03-01	3,45%	210	210	217
Banque Toronto-Dominion	2028-03-08	1,89%	200	200	199
Pembina Pipeline Corp.	2028-03-27	4,02%	275	299	302
New York Life Global Funding	2028-04-17	2,00%	230	229	230

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
WSP Global	2028-04-19	2,41%	330	330	332
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2028-05-03	1,54%	150	145	145
Coast Capital Saving	2028-05-03	5,00%	260	260	276
		rachetable et taux variable à compter du 2023-05-03			
Société Financière Manuvie	2028-05-09	3,32%	480	489	501
		rachetable et taux variable à compter du 2023-05-09			
Bell Canada	2028-05-29	2,20%	275	275	275
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2028-09-15	3,30%	200	204	210
		rachetable et taux variable à compter du 2023-09-15			
Shaw Communications inc.	2028-11-02	4,40%	130	136	146
South Coast British Columbia Transportation Authority	2028-11-23	3,25%	1 335	1 333	1 460
Melancthon Wolfe Wind L.P.	2028-12-31	3,83%	610	613	652
Brookfield Renewable Energy	2029-01-15	4,25%	170	180	193
Algonquin Power & Utilities Corp.	2029-01-29	4,60%	290	301	336
Goldman Sachs Group Inc.	2029-02-28	2,01%	200	200	197
		rachetable et taux variable à compter du 2028-02-28			
Ville de Sherbrooke	2029-03-06	3,05%	346	352	367
Province de l'Ontario	2029-03-08	6,50%	1 240	1 735	1 656
Ville de Saguenay	2029-04-23	2,60%	500	489	512
Ville de Terrebonne	2029-05-07	2,75%	600	595	619
Omers Finance Trust	2029-05-14	2,60%	985	984	1 026
Gouvernement du Canada	2029-06-01	5,75%	1 204	1 685	1 609
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2029-06-02	2,85%	453	486	481
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2029-06-19	2,95%	400	401	419
		rachetable et taux variable à compter du 2024-06-19			
Ville de Sherbrooke	2029-07-31	2,60%	1 000	991	1 026
Financière Sun Life	2029-08-13	2,38%	1 325	1 355	1 372
		rachetable et taux variable à compter du 2024-08-13			
Société Financière Manuvie	2029-08-20	3,05%	200	212	211
		rachetable et taux variable à compter du 2024-08-20			
Bell Canada	2029-09-10	2,90%	125	132	128
Ville de Gatineau	2029-09-11	2,30%	520	512	520
TransCanada Pipelines Ltd	2029-09-18	3,00%	265	276	273
Enbridge inc.	2029-10-03	2,99%	200	205	205
SmartCentres Real Estate Investment Trust	2029-12-20	3,53%	300	307	311
Brookfield Renewable Energy	2030-01-15	3,38%	190	197	204
Pembina Pipeline Corp.	2030-02-01	3,31%	210	211	218
Ontario Power Generation	2030-04-08	3,22%	500	555	532
Fédération des caisses Desjardins	2030-05-26	2,86%	400	415	418
		rachetable et taux variable à compter du 2025-05-26			
Gouvernement du Canada	2030-06-01	1,25%	235	246	232
Province de l'Alberta	2030-06-01	2,05%	3 092	3 069	3 085
Province de la Saskatchewan	2030-06-02	2,20%	2 546	2 698	2 584
Province de l'Ontario	2030-06-02	2,05%	733	777	735

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Canada Housing Trust	2030-06-15	1,75%	3 600	3 788	3 594
Province de la Colombie-Britannique	2030-06-18	2,20%	865	946	882
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2030-07-21	2,01%	300	300	304
	rachetable et taux variable à compter du 2025-07-21				
Coast Capital Saving	2030-10-29	5,25%	240	240	266
	rachetable et taux variable à compter du 2025-10-29				
Gouvernement du Canada	2030-12-01	0,50%	1 255	1 183	1 146
Province de l'Ontario	2030-12-02	1,35%	1 821	1 797	1 705
Sagen MI Canada	2031-03-05	3,26%	225	225	223
Bell Canada	2031-03-17	3,00%	320	320	324
Banque Canadienne Impériale de Commerce ©	2031-04-21	1,96%	230	230	231
	rachetable et taux variable à compter du 2026-04-21				
Enbridge Pipelines inc.	2031-05-12	2,82%	140	140	141
Lower Mattagami Energy	2031-05-14	2,43%	300	300	303
Province de Québec	2031-05-27	2,10%	415	414	418
Fédération des caisses Desjardins	2031-05-28	1,99%	400	400	402
Algonquin Power & Utilities Corp.	2031-07-15	2,85%	200	200	201
IA Financial Corporation inc.	2031-09-24	3,07%	225	232	238
	rachetable et taux variable à compter du 2026-09-24				
Aéroports de Montréal	2032-04-16	6,95%	192	192	241
Province de Québec	2032-06-01	6,25%	2 955	4 169	4 124
Banque Royale du Canada	2033-01-28	1,67%	125	125	121
	rachetable et taux variable à compter du 2028-01-28				
Hydro-Québec (coupon)	2033-02-15	0,00%	500	310	377
Province de l'Ontario	2033-03-08	5,85%	12 038	17 073	16 432
Gouvernement du Canada	2033-06-01	5,75%	1 037	1 571	1 498
Bruce Power Limited Partnership	2033-06-21	4,13%	325	338	358
Province de l'Alberta	2033-12-01	3,90%	1 110	1 276	1 286
Financement Québec	2034-06-01	5,25%	1 900	2 345	2 500
Cordelio Amalco GP	2034-06-30	4,09%	135	135	141
Hydro-Québec	2035-02-15	6,50%	600	884	887
Brookfield Asset Management inc.	2035-06-14	5,95%	237	253	295
Foresters Financial	2035-10-15	2,89%	100	100	100
	rachetable et taux variable à compter du 2030-10-15				
Hydro One inc.	2036-05-20	5,36%	330	420	417
Enbridge Pipelines inc.	2036-12-19	5,08%	60	69	67
Hydro One inc.	2037-03-13	4,89%	350	419	421
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2037-06-01	3,26%	300	312	298
Province de la Colombie-Britannique	2037-06-18	4,70%	1 600	2 202	2 088
Hydro-Québec (coupon)	2037-08-15	0,00%	2 153	1 356	1 393
Hydro-Québec (coupon)	2038-02-15	0,00%	4 500	2 805	2 861
Province de Québec	2038-12-01	5,00%	1 500	2 143	2 029
Province de l'Ontario	2039-06-02	4,60%	3 683	4 970	4 757
Rogers Communications inc.	2039-11-04	6,68%	135	184	177
Ville de Saint-John, Terre-Neuve-et-Labrador	2040-09-03	2,92%	349	349	338
Province du Manitoba	2041-03-05	4,10%	630	805	769

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Gouvernement du Canada	2041-06-01	4,06%	791	1 069	1 067
Province de l'Ontario	2041-06-02	4,65%	7 870	10 972	10 336
407 International inc.	2041-11-15	4,45%	45	51	52
TransCanada Pipelines Ltd	2041-11-15	4,55%	200	213	208
Province de Québec	2041-12-01	5,00%	900	1 306	1 243
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2041-12-02	4,53%	420	517	493
Manulife Finance Delaware L.P.	2041-12-15	5,06% rachetable et taux variable à compter du 2036-12-15	140	158	166
First Nation ETF Limited Partnership	2041-12-31	4,14%	194	194	205
Northern Courier Pipeline Limited	2042-06-30	3,37%	209	209	214
Ontario Pension Board Finance Trust	2042-07-04	3,89%	1 400	1 397	1 590
Université Concordia	2042-09-02	6,55%	335	335	519
Pembina Pipeline Corp.	2043-04-30	4,75%	205	215	214
Province de l'Ontario	2043-06-02	3,50%	2 650	3 210	3 008
Telus Corporation	2043-11-26	5,15%	160	174	183
Enbridge inc.	2044-03-11	4,57%	205	214	213
Telus Corporation	2044-04-05	4,85%	305	342	337
407 International inc.	2044-09-08	3,65%	435	478	452
Bell Canada	2044-09-29	4,75%	200	228	220
Ville de Winnipeg	2045-06-01	4,10%	400	459	471
Province de l'Ontario	2045-06-02	3,45%	1 926	2 147	2 168
Aéroports de Montréal	2045-06-12	3,92%	295	315	321
Gouvernement du Canada	2045-12-01	3,50%	4 353	6 058	5 629
Hydro Terre-Neuve-et-Labrador	2045-12-01	3,60%	125	118	135
Lower Mattagami Energy	2046-02-23	4,18%	100	111	113
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2046-10-17	3,30%	219	224	227
Bell Canada	2047-02-27	4,45%	100	100	106
TransCanada Pipelines Ltd	2047-09-16	4,33%	135	146	137
Ville d'Ottawa	2047-11-10	3,25%	1 100	1 162	1 166
Enbridge inc.	2047-11-29	3,51%	155	174	158
NAV Canada	2048-03-30	3,29%	100	100	101
Ontario Power Generation	2048-06-22	3,84%	100	104	105
TransCanada Pipelines Ltd	2048-07-03	4,18%	150	156	149
Ville de Toronto	2048-08-01	3,20%	500	499	523
Province du Nouveau-Brunswick	2048-08-14	3,10%	140	139	147
Province du Manitoba	2048-09-05	3,40%	810	918	904
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2048-10-17	3,70%	326	355	360
AT&T Inc.	2048-11-25	5,10%	155	167	172
Gouvernement du Canada	2048-12-01	2,75%	2 906	3 862	3 358
407 International inc.	2049-03-08	3,67%	120	120	126
Hydro One inc.	2049-06-25	3,63%	100	112	105
TransCanada Pipelines Ltd	2049-10-15	4,34%	115	120	117
Brookfield Renewable Energy	2049-11-05	4,29%	80	80	87
Hydro-Québec	2050-02-15	5,00%	305	410	439
Hydro One inc.	2050-02-28	2,71%	100	100	88
Metro inc.	2050-02-28	3,41%	105	105	96
Province du Manitoba	2050-03-05	3,20%	730	785	786
IGM Financial inc.	2050-03-21	4,21%	140	140	153
Aéroports de Montréal	2050-04-21	3,03%	50	50	47

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Obligations (suite)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Pembina Pipeline Corp.	2050-05-28	4,67%	60	60	62
Province de l'Alberta	2050-06-01	3,10%	5 229	5 761	5 442
Province de la Saskatchewan	2050-06-02	3,10%	805	903	857
Brookfield Renewable Energy	2050-08-13	3,33%	40	40	37
Bell Canada	2050-09-30	3,50%	85	85	77
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2050-10-17	2,65%	1 835	1 716	1 658
South Coast British Columbia Transportation Authority	2050-10-29	2,65%	500	499	467
Ontario Power Generation	2051-02-21	2,95%	150	150	134
Bell Canada	2051-03-17	4,05%	100	100	100
Telus Corporation	2051-04-05	4,10%	80	80	80
Aéroports de Montréal	2051-04-26	3,44%	140	140	143
Gouvernement du Canada	2051-12-01	2,00%	3 809	4 028	3 780
Province de la Nouvelle-Écosse	2051-12-01	3,15%	425	525	454
Province de l'Ontario	2051-12-02	1,90%	1 250	1 015	1 024
Sun Life Capital Trust	2052-06-30	7,09%	130	142	156
Université McMaster	2052-10-07	6,15%	300	448	459
Fiducie de Capital de la Banque Scotia	2056-12-31 rachetable et taux variable à compter du 2036-12-31	5,65%	205	257	253
Université de Western Ontario	2057-12-04	3,39%	805	798	805
Hospital for Sick Children	2057-12-07	3,42%	1 000	1 000	1 014
Université d'Ottawa	2060-02-13	2,64%	1 168	1 168	979
Queen's University	2060-04-27	2,89%	286	247	255
Enbridge inc.	2078-04-12 rachetable et taux variable à compter du 2028-04-12	6,63%	145	165	163
ATCO Ltd	2078-11-01 rachetable et taux variable à compter du 2028-11-01	5,50%	130	130	149
			222 320	241 686	240 448
Total des obligations			228 234	247 591	246 383

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Titres à échéance non déterminée

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description	Dénomination	Nombre de parts	Coût	Valeur
			\$	\$
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	Unités de fonds - Dette des marchés émergents	6 369	65 574	65 956
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	4 642	59 888	84 957
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Montrustco Bolton	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	18 200	163 805	205 744
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	101	106 923	112 506
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	7 949	136 244	151 833
Fonds Formula Growth Alpha	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	41	42 298	42 216
Fonds MBI TCC Multi Strategies	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	3 182	32 097	33 612
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	Unités de fonds - Fonds d'obligations vertes	15 461	158 861	158 371
Fonds Mirova d'obligations mondiales - Canada	Unités de fonds - Fonds d'obligations vertes	7 802	77 799	76 506
Fonds Fiera SIS - Actions marché neutre mondial	Unités de fonds - Fonds d'actions marché neutre mondial	2 000	20 000	19 833
Fiera Capital - Fonds Fiera court terme plus	Unités de fonds - Marché monétaire	1	304	304
FNB Desjardins marchés boursiers neutres	Fonds négociés en Bourse	1 644	35 006	35 560
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	Fonds négociés en Bourse	556	38 422	39 486
Vanguard REIT ETF	Fonds négociés en Bourse	358	36 121	43 170
Fonds de soutien à l'action collective solidaire	Reconnaissance de dette	100	100	100
Total des titres à échéance non déterminée			973 442	1 070 154

Contrats à terme - position vendeur

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Dollar américain	2021-06-23	1,20512	190 000	\$ US	(316)
Province de l'Ontario, 1,35 %, 2030-12-02	2021-06-01	93,08	4 200	\$ CA	(34)
Province de l'Ontario, 2,90 %, 2028-06-02	2021-06-01	108,19	10 000	\$ CA	3
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2021-06-01	106,06	8 300	\$ CA	(42)
Province de l'Ontario, 1,90 %, 2051-12-02	2021-06-02	83,00	2 300	\$ CA	20
Province de l'Ontario, 2,40 %, 2026-06-02	2021-06-02	105,12	9 300	\$ CA	(74)
Province de l'Ontario, 4,65 %, 2041-06-02	2021-06-02	131,16	5 000	\$ CA	(4)
Province de l'Ontario, 1,90 %, 2051-12-02	2021-06-03	83,21	2 200	\$ CA	26
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2021-06-03	106,09	7 200	\$ CA	(56)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2021-06-08	106,30	8 000	\$ CA	(43)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2021-06-08	138,25	3 200	\$ CA	(15)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2051-12-01	2021-06-09	96,13	3 975	\$ CA	(121)
Province de l'Ontario, 1,90 %, 2051-12-02	2021-06-09	82,36	5 520	\$ CA	16
Province de l'Ontario, 2,85 %, 2023-06-02	2021-06-09	105,00	44 400	\$ CA	(23)
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2029-06-01	2021-06-15	107,14	15 000	\$ CA	(47)
Province du Québec, 2,50 %, 2026-09-01	2021-06-16	106,20	9 100	\$ CA	(36)
Province du Québec, 5,00 %, 2038-12-01	2021-06-16	133,55	2 800	\$ CA	(59)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2021-06-17	106,15	10 600	\$ CA	(34)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2021-06-17	136,83	3 000	\$ CA	(53)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2021-06-22	143,85	10 000	\$ CA	(160)
Province de l'Ontario, 1,35 %, 2030-12-02	2021-06-23	93,18	3 750	\$ CA	(24)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2021-06-23	136,55	2 150	\$ CA	(42)
Province de l'Ontario, 1,90 %, 2051-12-02	2021-06-29	80,83	2 400	\$ CA	(28)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2021-06-29	106,35	7 700	\$ CA	(28)

Relevé des autres investissements (non audité) (suite)

Contrats à terme - position vendeur (suite) (en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Province de l'Ontario, 2,60%, 2027-06-02	2021-06-30	106,51	8 500	\$ CA	(17)
Province de l'Ontario, 5,60%, 2035-06-02	2021-06-30	137,41	3 450	\$ CA	(35)
Province de l'Ontario, 2,40%, 2026-06-02	2021-07-07	105,51	18 600	\$ CA	(41)
Province de l'Ontario, 4,70%, 2037-06-02	2021-07-07	127,50	6 000	\$ CA	(118)
Province du Québec, 2,50%, 2026-09-01	2021-07-08	106,10	6 750	\$ CA	(25)
Province du Québec, 5,00%, 2038-12-01	2021-07-08	132,69	2 100	\$ CA	(57)
Province du Québec, 2,50%, 2026-09-01	2021-07-13	106,18	7 700	\$ CA	(19)
Hydro-Québec, 2,10%, 2060-02-15	2021-07-13	80,63	1 800	\$ CA	(51)
Province de l'Ontario, 1,90%, 2051-12-02	2021-07-14	80,18	3 600	\$ CA	(63)
Province de l'Ontario, 2,40%, 2026-06-02	2021-07-14	105,60	14 200	\$ CA	(10)
Province de l'Ontario, 1,35%, 2030-12-02	2021-07-20	93,78	4 200	\$ CA	1
Province de l'Ontario, 2,60%, 2025-06-02	2021-07-20	106,25	8 300	\$ CA	(2)
Province de l'Ontario, 1,90%, 2051-12-02	2021-07-21	81,67	2 300	\$ CA	(5)
Province de l'Ontario, 2,40%, 2026-06-02	2021-07-21	105,50	9 300	\$ CA	(13)
Bons du Trésor du Canada - 10 ans	2021-09-21	143,72	1 300	\$ CA	(6)
Total contrats à terme - position vendeur					(1 635)

Contrats à terme - position acheteur (en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Province de l'Ontario, 1,35%, 2030-12-02	2021-06-01	93,78	4 200	\$ CA	(2)
Province de l'Ontario, 2,90%, 2028-06-02	2021-06-01	107,50	10 000	\$ CA	100
Province de l'Ontario, 2,60%, 2025-06-02	2021-06-01	106,25	8 300	\$ CA	(1)
Province de l'Ontario, 1,90%, 2051-12-02	2021-06-02	81,67	2 300	\$ CA	4
Province de l'Ontario, 2,40%, 2026-06-02	2021-06-02	105,50	9 300	\$ CA	10
Province de l'Ontario, 4,65%, 2041-06-02	2021-06-02	131,00	5 000	\$ CA	41
Province de l'Ontario, 4,60%, 2039-06-02	2021-06-03	128,89	5 000	\$ CA	43
Province de l'Ontario, 5,85%, 2033-03-08	2021-06-08	136,80	7 500	\$ CA	18
Province de l'Ontario, 4,65%, 2041-06-02	2021-06-09	130,46	11 000	\$ CA	138
Gouvernement du Canada, 2,00%, 2028-06-01	2021-06-15	105,34	8 550	\$ CA	26
Gouvernement du Canada, 5,75%, 2033-06-01	2021-06-15	144,03	4 400	\$ CA	39
Province du Québec, 6,25%, 2032-06-01	2021-06-16	139,60	8 000	\$ CA	36
Province de l'Ontario, 6,20%, 2031-06-02	2021-06-17	136,84	8 000	\$ CA	50
Gouvernement du Canada, 2,75%, 2048-12-01	2021-06-22	114,45	3 500	\$ CA	45
Gouvernement du Canada, 5,75%, 2033-06-01	2021-06-22	143,30	6 500	\$ CA	98
Province de l'Ontario, 5,85%, 2033-03-08	2021-06-23	135,75	5 000	\$ CA	54
Province de l'Ontario, 3,50%, 2043-06-02	2021-06-29	112,25	5 000	\$ CA	69
Province de l'Ontario, 5,85%, 2033-03-08	2021-06-30	136,40	8 000	\$ CA	26
Province de l'Ontario, 5,85%, 2033-03-08	2021-07-07	135,80	15 000	\$ CA	125
Province du Québec, 6,25%, 2032-06-01	2021-07-08	138,75	6 000	\$ CA	57
Province du Québec, 5,75%, 2036-12-01	2021-07-13	141,35	5 000	\$ CA	84
Province de l'Ontario, 4,65%, 2041-06-02	2021-07-14	129,91	7 500	\$ CA	105
Gouvernement du Canada, 5,75%, 2033-06-01	2021-07-15	144,35	3 400	\$ CA	3
Province de l'Ontario, 2,90%, 2028-06-02	2021-07-20	108,19	10 000	\$ CA	(2)
Province de l'Ontario, 4,65%, 2041-06-02	2021-07-21	131,16	5 000	\$ CA	4
Total contrats à terme - position acheteur					1 170

Grand total (en milliers de dollars) **1 321 245**

Total autres investissements
(note 6 des états financiers) (en milliers de dollars) **1 322 951**

Total présenté dans les créditeurs
(note 15 des états financiers) (en milliers de dollars) **(1 706)**

Grand total (en milliers de dollars) 1 321 245



Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)

31 mai 2021

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement

Coût de chacun des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020 Filaction, s.e.c.	3 153	24	7 476	10 653	—
Détient des investissements dans cinquante-sept (57) entreprises, soit :					
10167266 Canada inc. (Atelier Pimiento)			216	216	
2157-5154 Québec inc. (Cinéma Le Clap)			153	153	
8215847 Canada inc. (BIO-AX inc)			65	65	
9099-7271 Québec inc. (Air-pur ventilation)			78	78	
9219-4430 Québec inc. (Le Ameau)	1 391			1 391	
9274-7765 Québec inc. (Québec Issime)			7	7	
9283-9034 Québec inc. (Pexal-Tecalum Canada)	341		640	981	
9285-9859 Québec inc. (Technikad analytique)			128	128	
9299-5893 Québec inc. (Société de gestion Pantoute)			8	8	
9310-3760 Québec inc. (Interface corporelle)			165	165	
9677494 Canada inc. (Ibrace)			139	139	
Association pour la recherche Électro-acoustique du Québec			35	35	
Centre de vacances Lac-Simon			17	17	
Chantale Pagé consultation inc.			100	100	
Cirque Éloïze			213	213	
Coop des employés de Northex environnement (CENE)			445	445	
Coopérative de solidarité alimentaire - Montréal			60	60	
Coopérative de solidarité Laurel-Station		16		16	
Coopérative de solidarité Wabak			3	3	
Coopérative de travail du Collège des Hauts Sommets			125	125	
Coopérative de travailleurs actionnaires de la Librairie Pantoute		8		8	
Coopérative de travailleurs actionnaires en transformation forestière de la Matawinie			85	85	
Corporation du théâtre Saint-Eustache inc.			74	74	
Corporation Investa	100			100	
Excavation Michel Paradis inc.			60	60	
Graphiscan			291	291	
Griendel			80	80	
Groupe d'affaires MKB inc.			90	90	
Groupe Paradoxe			205	205	
Groupe Pimiento inc.			590	590	
Héloïse Laboratoire inc.			13	13	
Ingeniarts Technologies			233	233	
La chèvrerie Charlevoix			136	136	
Laberge Services Alimentaires inc.			187	187	
Le club de golf Saguenay Arvida inc.			58	58	
Le Dôme West Island			126	126	
Les Délices Sirar inc.			9	9	
Les Éditions le Clap inc.			16	16	
Les Entreprises St-Ubald inc.			20	20	

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020					
Filaction, s.e.c. (suite)					
Les Recettes Cook-It			42	42	
Librairie L'intrigue inc.			33	33	
Mareiwa café colombien inc.			28	28	
MK2 Mile End			265	265	
Northex Environnement inc.			356	356	
Nouvelle conscience des Forges inc.	—		1 375	1 375	
Pie Braque - Microbrasserie coopérative Écoresponsable			96	96	
Pivot Santé			94	94	
QI Productions			12	12	
Radio Communautaire Francophone de Montréal inc.			57	57	
S.e.c. Tourisme PME	834			834	
Sagafilm productions inc.	137			137	
Spa des Neiges inc.	150			150	
Symbiose			26	26	
Théâtre T inc.			101	101	
Ventil-Air 2011 inc.			77	77	
Viaction Assurance inc.	200			200	
Vues & Voix			44	44	
31 décembre 2020					
Filaction II, s.e.c.	550	150	11 797	12 497	400
Détient des investissements dans cinquante-sept (57) entreprises, soit :					
6921086 Canada inc. (Édikom)			75	75	
9132-4848 Québec inc. (Résidence Métabetchouan)			193	193	
9198-6000 Québec inc. (Boutique Agatha)			173	173	
9161-8843 Québec inc. (Entreprise C.J.M)			486	486	
9269-1088 Québec inc. (Services techniques SD)			232	232	
9321-1530 Québec inc. (Laiterie ora)			200	200	
9337-4247 Québec inc. (Complexe équestre Bécancour)			418	418	
9357-6387 Québec inc. (Les publicités génération pub)			225	225	
9367-3176 Québec inc. (Systèmes Vireo)			91	91	
9392-1831 Québec inc. (Centre d'Amusement Éducatif KIDREAM)			164	164	
9401-3000 Québec inc. (Création Délicia)			100	100	
9401-7118 Québec inc. (Bokal)			76	76	
À chacun son pain inc.			94	94	
Airudi inc.			150	150	
Applications Anekdoté inc.			243	243	
B&B Le Canadien inc.			143	143	
Biotepp inc.			198	198	
Biscuit et Cassonade inc.			16	16	
Centre d'amélioration de la productivité par l'efficacité inc. (CAPE)			100	100	
Cible-Solutions d'affaires inc.			423	423	

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020 Filaction II, s.e.c. (suite)					
Cinéma Le Clap LTV inc.			165	165	
Cinéma Le Clap PSF inc.			441	441	
Compagnie Canyon Sainte-Anne inc.			490	490	
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.			641	641	
Contenants CANO inc.			125	125	
Coopérative de travailleurs actionnaire Ecotierra			106	106	
Corporation du Cinéma du Musée			115	115	
Courant plus inc.			337	337	
Domaine Saint-Pierre inc.			62	62	
Église unie St-James			35	35	
Empire Enemuoh inc.			61	61	
Entreprises Rodrigue Piquette inc.			244	244	
FjordAI Aluminium inc.			306	306	
Fonds 2			375	375	
Fonds de développement des entreprises touristiques, s.e.c.	500			500	
Fonds Filaction - Ville de Mirabel		15		15	
Grand Montréal Comédie Festival			150	150	
Graphiscan Montréal inc.			200	200	
Groupe Atco inc.			259	259	
Intuitic inc. (Studyo)	50			50	
Les aliments Merjex inc.			148	148	
Les laboratoires MZL inc.			210	210	
La Maison d'Éloïse inc.			129	129	
Le Boucan boucherie inc.			137	137	
Les Élevages Réveault inc.			500	500	
Les Productions Neuvart			160	160	
Mareiwa café colombien inc.			439	439	
Mediavore Interactif inc.			135	135	
Menaud inc.			386	386	
Mercier Films			160	160	
Augustin Nedgy (Résidence Dahlia)			75	75	
Option métal recyclé du Québec, coopérative de solidarité			99	99	
Protect-Yu Security & Technologies inc.			247	247	
Ressourcerie de Lévis		135		135	
Société de gestion de projets Ecotierra inc.			910	910	
Stimulation Déjà vu inc.			150	150	
Symbiose Vins et Cies inc.					400

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020					
Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	456	44	122	622	—
Détient des investissements dans huit (8) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
Fonds Afro-entrepreneurs			36	36	
Fonds Mosaïque			86	86	
Consortium, services Coop		—		—	
La Société Européenne de Finance Éthique et Alternative (SEFEA)		41		41	
Le Grand costumier		3		3	
Fides-Ecosol	456			456	
Filaction s.e.c.		—		—	
Fonds de développement des entreprises touristiques, s.e.c.		—		—	
31 mai 2020					
Fonds d'investissement LCC s.e.c.	14 278	—	—	14 278	—
Détient des investissements dans cinq (5) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
11890441 Canada inc. (Alliance Magnésium inc.)	2 000			2 000	
Éolelectric Capital inc.	1 886			1 886	
Gestion E.C.I. inc.	2 354			2 354	
G.C.L. Équipements inc.	4 567			4 567	
Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	3 473			3 473	
31 décembre 2020					
Fonds immobilier Angus, s.e.c.	39 462	—	—	39 462	—
Détention de l'immeuble Carré Saint-Laurent					
	39 462			39 462	
31 décembre 2020					
Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	1 856	8 543	—	10 399	—
Détient des investissements dans six (6) entreprises, soit :					
Blue Source Methane Reduction Programme		275		275	
Inlandsis USA 1 inc.	1 856	5		1 861	
Environmental Commodities Corporation		2 006		2 006	
Encourage Carbon		—		—	
Keyrock Environment LLC		5 879		5 879	
Vessels Coal Gas inc.		378		378	
Société de financement et d'accompagnement en performance énergétique s.e.c. (SOFIAC)	—	—	—	—	—
Fonds de moins d'un an, les premiers états financiers audités seront en date du 31 décembre 2021					

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars

Quote-part de Fondation du coût total des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020					
Georgian Partners, Growth Fund III, LP	(000 \$ US)	6 791	—	6 791	—
Détient des investissements dans onze (11) entreprises, soit :					
Aera Technology					
Bidgely, inc.					
Cority					
Crowd Computing Systems, inc. (Work Fusion)					
E2J Communications, inc. (Flash Point)					
Glooko, inc.					
Integrate.ai, inc.					
RiskIQ, inc.					
Ritual Technologies inc.					
Sentient Science Corporation					
True Fit Corporation					
31 décembre 2020					
Novacap Industries IV, s.e.c.		11 809	—	11 809	—
Détient des investissements dans dix (10) entreprises, soit :					
Bestar Holding inc.					
Greenwood Mushrooms Holdings Corp.					
Hallcon Corporation					
JR Fashion Holdings inc.					
GHP Holdco inc.					
Mucci Farms Ltd.					
Noble Foods Development Corporation					
Owen & Company Holdings inc.					
Placement Groupe MI inc.					
Spectrum Health Care Holdings inc.					
31 décembre 2020					
Novacap TMT V, s.e.c.		10 108	—	10 108	—
Détient des investissements dans cinq (5) entreprises, soit :					
Corporation Nuvei					
Gestion Logibec II inc.					
Groupe Systèmes Syntax inc.					
Horizon Acquisition Parent LLC					
NDT Québec inc.					

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020 Rho Ventures VI, L.P.	(000 \$ US) 5 427	—	—	5 427	—
Détient des investissements dans dix-neuf (19) entreprises, dont :					
AqueSys					
Aristotle Circle					
August					
Cara Therapeutics					
ChargePoint					
CloudPay					
Convercent					
Dashlane					
Enerkem					
Fabletics					
LiveXLive					
Philo					
SARcode Bioscience, inc.					
Savage X					
Tapjoy					
31 décembre 2020 Société immobilière Solar s.e.c.	39 687	—	—	39 687	6 000
Détient des investissements dans dix-huit (18) entreprises.					
31 décembre 2020 Société en commandite Ipso Facto VI	13 816	—	—	13 816	—
Détient des investissements dans trente et une (31) entreprises ou sociétés en commandite, dont :					
Société en commandite Union sur le parc					
31 décembre 2020 Technopôle Angus II, s.e.c.	—	31 516	—	31 516	—
Détient des investissements dans trois (3) sociétés en commandite.					

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020 Teralys Capital Fonds d'Innovation s.e.c.	17 019	—	—	17 019	—

Détient des investissements dans trente (30) entreprises ou sociétés en commandite, dont :

Alida

Busbud

Clarus Ventures

Cority

eSentire

First Ascent Ventures

FreshBooks

Genesys Capital

Georgian Partners

Golden Ventures

Information Venture Partners

Idinvest Partners

iNovia Capital

iNovia Growth

Lightspeed

Lumira Ventures

Luxury Retreats

McRock Capital

Novacap Technologies

Persistence Capital Partners

Real Ventures

Sofinnova Partners

Sonder

Versant Ventures

Versant Ventures Voyageurs

White Star Capital

Zymeworks

WorkFusion

Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité) (suite)

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2020					
Teralys Capital Fonds d'Innovation 2018 s.e.c.	15 044	—	—	15 044	—
Détient des investissements dans vingt-trois (23) entreprises ou sociétés en commandite, soit :					
Amplitude Ventures					
Cathay Innovation					
Cycle Capital					
Eddyfi Technologies					
ForgePoint Capital					
Fusion Pharmaceuticals					
Georgian Partners					
IEX					
Information Venture Partners					
iNovia Capital					
iNovia Growth					
McRock Capital					
Northern Biologics					
Repare Therapeutics					
Sofinnova Partners					
StandUp Ventures					
Turnstone Biologics					
TopHat					
TVM Capital					
Uncorrelated Ventures					
Verafin					
Versant Ventures					
WorkFusion					

Liens multimédias

p. 02 – La mission de Fondation en vidéo

youtu.be/0-vLxK3mvbk

p. 09 – Ce qu'il faut retenir de la « Journée Impact » (livre blanc)

www.fondaction.com/ensemble-on-refait-le-monde

p. 09 – L'hommage à M. Léopold Beaulieu

youtu.be/RFijqQkWCuw

p. 09 – 25 ans, 25 actions durables (5 actions/semaine)

Actions de 1 à 5: Favoriser l'épanouissement des collectivités en réduisant notre empreinte écologique

www.fondaction.com/nouvelles/25ans-25actions-semaine1/

Actions de 6 de 10: Rendre plus accessible l'épargne, la diversité entrepreneuriale, la revitalisation du territoire, l'acquisition d'une propriété et une énergie verte au Nunavik

www.fondaction.com/nouvelles/25ans-25actions-semaine2/

Actions de 11 à 15: Mieux construire, cultiver, se nourrir, se déplacer, soutenir l'égalité entrepreneuriale et le commerce équitable

www.fondaction.com/nouvelles/25ans-25actions-semaine3/

Actions de 16 à 20: Réduire les GES en agissant sur les marchés boursiers, la performance énergétique, l'industrie, le transport actif et l'écoconstruction

www.fondaction.com/nouvelles/25ans-25actions-semaine4/

Actions de 21 à 25: Soutenir l'économie sociale, l'autonomie des communautés, la revitalisation des quartiers, les saines habitudes de vie en cohérence avec les ODD de l'ONU

www.fondaction.com/nouvelles/25ans-25actions-semaine5/

p. 19 –20 – Quelques entreprises que nous accompagnons

Waste Robotics

www.fondaction.com/nouvelles/investissement-waste-robotics/

Morille Québec et Canada Sauce

www.fondaction.com/nouvelles/investissement-morille-quebec-agroalimentaire-durable/

Arsenal Media

www.instagram.com/fondaction_donnerdusens/

BCI

www.fondaction.com/nouvelles/fondaction-ncp-beauce-caoutchouc/

Boulangerie Humanité

www.instagram.com/fondaction_donnerdusens/

Munvo

www.fondaction.com/nouvelles/fondaction-investissement-munvo/

Ducharme

www.fondaction.com/nouvelles/fondaction-csn-soutient-releve-daffaires-dici-investissant-aupres-de-sieges-ducharme-2/

Medfar

www.instagram.com/fondaction_donnerdusens/

EnerServ

www.fondaction.com/nouvelles/fondaction-appuie-enerserv-croissance-strategique/

Société Laurentide

www.instagram.com/fondaction_donnerdusens/

p. 25 – SOFIAC (extrait de la conférence de presse)

www.fondaction.com/nouvelles/lancement-sofiac-societe-financement-accompagnement-performance-energetique/

p. 26 – Fonds économie circulaire (extrait de la conférence de presse)

www.fondaction.com/nouvelles/lancement-fonds-economie-circulaire/

p. 26 – Fonds Coop Accès Proprio (témoignage d'Anaïs et Matthias à l'émission Lève-Tôt

ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/leve-tot/segments/entrevue/350748/habitation-maison-coop-appartement-crise-immobilier

p. 28 – Calculez les crédits d'impôts auxquels vous avez droit

www.fondaction.com/particulier/cotiser-a-un-reer.php#calcullette

Autres liens utiles :

Site Internet www.fondaction.com

Infolettre www.fondaction.com/abonnement

Facebook www.facebook.com/Fondactioncsn

LinkedIn www.linkedin.com/company/fondaction

Twitter twitter.com/Fondaction

Instagram www.instagram.com/fondaction_donnerdusens

Crédits

Conception : Direction, communications et marketing, Fondation

Mise en page : La DactyloGraphique

Photos :

Couverture (C1) – Shutterstock

p. 02 – Unsplash (enfant), Shutterstock (travailleurs), Prana (femme),
Shutterstock (épicerie)

p. 03 – Shutterstock

p. 04 – Unsplash (ville), Shutterstock (réunion)

p. 10 – Shutterstock (femme)

p. 11 – Shutterstock (kayakiste), ECOTIERRA, Shutterstock (cultivateur)

p. 12 – Unsplash (homme), Fondation

p. 13 – Shutterstock (famille)

p. 14 – Shutterstock (couple), Shutterstock (femme)

p. 15 – Shutterstock (travailleurs)

p. 16 – Ancre des jeunes, Sièges Ducharme

p. 17 – Reproduc

p. 18 – Evive, Technostrobe, mdf commerce

p. 19 – Waste Robotics, Morille Québec, Arsenal Media, BCI, Boulangerie –
Pâtisserie Dumas (Boulangerie Humanité)

p. 20 – Unsplash (femme), Ducharme, Medfar, Enerserv, Société Laurentide

p. 21 – G15+ (phare)

p. 22 – Nation huronne-wendat, RISE Kombucha, Unsplash (homme)

p. 24 – Fondation

p. 25 – Unsplash (centre-ville), SOFIAC

p. 26 – Fondation (StillGood), Fondation (couple de propriétaires)

p. 28 – Unsplash (femme)

p. 29 – Unsplash

p. 31 – Unsplash

p. 36 – Shutterstock

Merci à nos partenaires pour leur collaboration.

Montréal (siège social)

2175, boul. De Maisonneuve Est, bureau 103
Montréal (Québec) H2K 4S3
Téléphone : 514 525-5505 — 1 800 253-6665

Québec

125, boul. Charest Est, bureau 501
Québec (Québec) G1K 3G5
Téléphone : 418 522-8650 — 1 800 253-6665

fondation.com

